

ENQUÊTE RAPIDE SUR LES EFFETS DE LA COVID-19



Une perspective genre
Côte d'Ivoire 2020



Cette enquête est le fruit de la collaboration entre ONU-Femmes, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et l'UNICEF. L'enquête a bénéficié du financement de l'Union Européenne à travers le HCDH et de ONU Femmes à travers le projet Women Count Sénégal. Women Count est le programme mondial de statistiques genre d'ONU Femmes, visant à améliorer radicalement la manière dont les statistiques genre sont produites, utilisées et disséminées. Il est généreusement soutenu par les gouvernements de l'Australie, de l'Irlande, du Mexique, de la Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis ainsi que par la Fondation Alibaba, Alwaleed Philanthropies, la Fondation Bill & Melinda Gates et Elizabeth Arden.

Etude réalisée par le cabinet Omedia



TABLE DES MATIERES

1. LISTE DES GRAPHIQUES	5	8. EFFETS SUR LES REVENUS DES INDIVIDUS ET AIDE OBTENUE	25
2. LISTE DES TABLEAUX	7	8.1. Effets sur les revenus	25
3. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS CLÉS	9	8.2. Aides du gouvernement	25
4. CONTEXTE	11	9. EFFETS SUR LES DEPENSES DES MENAGES	27
4.1. Objectifs de l'enquête rapide sur les effets de la COVID-19	11	9.1. Stratégies de réajustement des dépenses habituelles des ménages	27
4.2. Méthodologie	11	9.2. Stratégies de réajustement des dépenses habituelles des ménages pour les enfants	28
4.2.1. Questionnaire	12	10. STRATEGIES D'ADAPTATION DES MENAGES	30
4.2.2. Echantillon	12	10.1. Nombre de stratégies d'adaptation mises en place par les ménages	30
4.3. Contexte en Côte d'Ivoire	13	10.2. Types de stratégies d'adaptation mises en place par les ménages	31
4.3.1. Contexte socio-démographique et économique	13	11. TACHES DOMESTIQUES	33
4.3.2. Contexte de la COVID-19	13	12. EFFETS SUR LA SANTE	36
4.4. L'Enquête Rapide en Côte d'Ivoire	14	12.1. Perception du risque d'attraper la COVID-19	36
4.4.1. Collecte des données	14	12.2. Effets sur la santé psychologique	38
4.4.2. Traitement des données	17	12.3. Effets sur l'accès aux soins médicaux	39
5. CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES DES INDIVIDUS ENQUETÉS	18	12.3.1. Accès aux soins de santé des membres du ménage	39
5.1. Profils des répondants	18	12.3.2. Accès aux soins de santé pour les enfants du ménage	39
5.2. Personnes vivant avec une incapacité	19	12.3.3. Accès aux services de santé de la reproduction	40
5.3. Principale source de revenus habituels	20		
6. SOURCES D'INFORMATION SUR LA COVID-19	21		
7. EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	22		
7.1. Diminution ou perte des revenus des entrepreneurs	22		
7.2. Conséquences de la crise de la COVID-19	22		
7.3. Appui principal pour amoindrir le choc	24		

TABLE DES MATIERES

13. EFFETS SUR LA DISCRIMINATION, LA SECURITE ET LA VIOLENCE	41
13.1. Discrimination	41
13.1.1. Sentiment d'avoir été victime de discrimination	41
13.1.2. Augmentation de la discrimination dans le pays	41
13.2. Sécurité	42
13.3. Menaces par les forces de l'ordre	42
13.4. Violence au sein des ménages	43
14. GOUVERNANCE DE LA CRISE DE LA COVID-19	45
14.1. Réponses du gouvernement sur la COVID-19	45
14.2. Leaders politiques féminins et leaders politiques masculins	45
ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE	46
ANNEXE 2 : TABLEAUX	55
ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE	84

1. LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1: Pyramide des âges par genre et milieu de résidence (en %)
- Graphique 2 : Situation matrimoniale (en %)
- Graphique 3 : Niveau d’instruction (en %)
- Graphique 4 : Taille du ménage (en %)
- Graphique 5: Statut dans le ménage (en %)
- Graphique 6 : Nationalité (en %)
- Graphique 7: Personnes vivant avec au moins une incapacité (en %)
- Graphique 8 : Source de revenu (en %)
- Graphique 9 : Source d’information sur la COVID-19 selon type de media par sexe (en %)
- Graphique 10 : Principales sources d’information sur la COVID-19 selon le milieu de résidence et le sexe (en %)
- Graphique 11: Diminution ou perte de revenus des entrepreneurs selon le secteur et le sexe (en %)
- Graphique 12: Principale conséquence redoutée de la crise par les entrepreneurs (en %)
- Graphique 13: Principale conséquence de la crise redoutée selon le secteur, le sexe et le milieu de résidence des entrepreneurs (en %)
- Graphique 14.1: Appui principal pour amoindrir les chocs des chefs d’entreprise du secteur informel (en %)
- Graphique 14.2: Appui principal pour amoindrir les chocs des chefs d’entreprise du secteur formel (en %)
- Graphique 15: Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le sexe (en %)
- Graphique 16.1: Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le milieu de résidence (en %)
- Graphique 16.2: Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le sexe et le milieu de résidence (en %)
- Graphique 17: Répondants ayant perçu de l’aide du gouvernement par sexe (en %)
- Graphique 18: Répondants ayant perçu de l’aide du gouvernement par milieu de résidence et sexe (en %)
- Graphique 19: Aide du gouvernement reçue par les répondants (en %)
- Graphique 20 : Décisions de réajustement des dépenses habituelles du ménage par sexe du chef de ménage (en %)
- Graphique 21: Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence (en %)
- Graphique 22 : Décisions de réajustement des dépenses habituelles du ménage pour les enfants selon le sexe du chef de ménage (en %)
- Graphique 23 : Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage pour les enfants par sexe du chef de ménage et le milieu de résidence (en %)
- Graphique 24 : Adoption d’au moins 1 stratégie d’adaptation des ménages et selon le sexe du chef de ménage (en %)
- Graphique 25 : Adoption d’au moins 3 stratégies d’adaptation des ménages et selon le sexe du chef de ménage (en %)
- Graphique 26 : Nombre moyen de stratégies d’adaptation

1. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 27 : Stratégies d'adaptation des ménages selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence (en %)

Graphique 28 : Augmentation d'au moins 3 tâches ménagères selon le sexe (en %)

Graphique 29 : Changement dans le temps consacré aux tâches domestiques selon le sexe (en %)

Graphique 30 : Nombre moyen de tâches ménagères dont le temps a augmenté

Graphique 31 : Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus par sexe (en %)

Graphique 32 : Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus par âge, milieu de résidence et incapacité (en %)

Graphique 33 : Raison pour lesquelles on se sent ou non à risque d'attraper le coronavirus par sexe selon l'âge, le milieu de résidence et l'incapacité (en %)

Graphique 34 : Impact psychologique de la COVID-19 selon le sexe, milieu de résidence et l'incapacité (en %)

Graphique 35 : Accès difficile ou impossible aux soins médicaux pour les personnes qui en ont eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)

Graphique 36 : Accès difficile ou impossible aux soins médicaux pour les enfants qui en ont eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)

Graphique 37 : Accès difficile ou impossible aux services de planification familiale pour les personnes en ayant eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)

Graphique 38 : Discrimination dans le pays (en %)

Graphique 39 : Impact sur la sécurité (en %)

Graphique 40 : Menaces par les forces de l'ordre (en %)

Graphique 41 : Augmentation de la violence dans la communauté depuis le début de la COVID-19 (en %)

Graphique 42 : Personnes les plus affectées par la violence dans le ménage (en %)

Graphique 43 : Evaluation de la réponse du gouvernement (en %)

Graphique 44 : Choix des élus (en %)

2. LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1: NOMBRE D'APPELS

TABEAU 2 : CRITERES DE DEFINITION DE L'ECHANTILLON, POURCENTAGE POUR LA POPULATION DE 18 ANS ET PLUS ET ECHANTILLON A ENQUETER, CÔTE D'IVOIRE

TABEAU 3 : NOMBRE ET TYPE D'ENTRETIENS REALISES

TABEAU 4 : CALCUL DE POIDS POST-STRATIFICATION AFIN DE CORRIGER LES BIAIS D'ECHANTILLONNAGE PAR LA METHODE DES QUOTAS

TABEAU 5A : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES ENQUETES - ECHANTILLON NON REDRESSE

TABEAU 5B : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES ENQUETES - ECHANTILLON REDRESSE

TABEAU 6 : CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES DES ENQUETES - ECHANTILLON REDRESSE

TABEAU 7.1 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION SUR LA COVID-19 PAR SEXE

TABEAU 7.2 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION SUR LA COVID-19 DESAGREGÉ PAR SEXE

TABEAU 7.3 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION PAR AGE

TABEAU 7.4 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION PAR MILIEU DE RESIDENCE

TABEAU 7.5 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION PAR NIVEAU D'INSTRUCTION

TABEAU 8.1 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE PAR SEXE

TABEAU 8.2 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE PAR AGE

TABEAU 8.3 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE PAR MILIEU DE RESIDENCE

TABEAU 8.4 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE PAR NIVEAU D'INSTRUCTION

TABEAU 8.5 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 9.1 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE SELON LA SOURCE DE REVENUS

TABEAU 9.2 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE SELON LA SOURCE DE REVENUS POUR LES FEMMES

TABEAU 9.3 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE SELON LA SOURCE DE REVENUS POUR LES HOMMES

TABEAU 10.1 : PRINCIPALES CONSEQUENCES DE LA CRISE REDOUTEE SELON LE SEXE

TABEAU 10.2 : PRINCIPALES CONSEQUENCES DE LA CRISE REDOUTEE PAR SECTEUR ET PAR GENRE

TABEAU 11.1 : AUGMENTATION D'AU MOINS 3 TACHES MENAGERES

TABEAU 11.2 : TACHES DOMESTIQUES

TABEAU 12 : NOMBRE MOYEN DE TACHES DOMESTIQUES DONT LE TEMPS A AUGMENTE

TABEAU 13.1 : SENTIMENT D'ETRE A RISQUE D'ATTRAPER LE CORONAVIRUS

TABEAU 13.2 : SENTIMENT D'ETRE A RISQUE D'ATTRAPER LE CORONAVIRUS SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 14.1: IMPACTS PSYCHOLOGIQUES

2. LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 14.2 : IMPACTS PSYCHOLOGIQUES SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABLEAU 15.1 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SOINS DE SANTE

TABLEAU 15.2 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SOINS DE SANTE SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABLEAU 16.1 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SOINS DE SANTE POUR LES ENFANTS

TABLEAU 16.2 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SOINS DE SANTE POUR LES ENFANTS SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABLEAU 17 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SERVICES DE PLANIFICATION FAMILIALE

TABLEAU 18.1 : RESENTI DE DISCRIMINATION CONTRE SOI-MEME

TABLEAU 18.2 : RESENTI DE DISCRIMINATION CONTRE SOI-MEME DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABLEAU 19.1 : AUGMENTATION DE LA DISCRIMINATION DANS LE PAYS

TABLEAU 19.2 : AUGMENTATION DE LA DISCRIMINATION DANS LE PAYS DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABLEAU 20.1 : MENACES PAR LES FORCES DE L'ORDRE

TABLEAU 20.2 : MENACES PAR LES FORCES DE L'ORDRE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABLEAU 21 : AUGMENTATION DE LA VIOLENCE DANS LA COMMUNAUTE DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19

TABLEAU 22 : PERSONNES LES PLUS AFFECTEES PAR LA VIOLENCE DANS LE MENAGE

TABLEAU 23.1 : SENTIMENT DE SECURITE DANS LA MAISON

TABLEAU 23.2 : SENTIMENT DE SECURITE DANS LA MAISON SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABLEAU 24 : RAISONS D'INSECURITE DANS LA MAISON

TABLEAU 25 : AIDE DU GOUVERNEMENT REÇUE PAR LES REPONDANTS SELON LA SOURCE DE REVENUS ET LE SEXE

TABLEAU 26 : APPUI PRINCIPAL POUR AMOINDRIR LES CHOCS SELON LE STATUT DE L'ENTREPRISE ET LE SEXE

TABLEAU 27 : EVALUATION DE LA REPONSE DU GOUVERNEMENT

TABLEAU 28 : CHOIX DES ELUS

TABLEAU 29 : STRATEGIES D'ADAPTATION DES MENAGES SELON LA POSITION DANS LE MENAGE ET LE SEXE

TABLEAU 30 : STRATEGIES D'ADAPTATION DES MENAGES SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION

TABLEAU 31 : NOMBRE MOYEN DE STRATEGIES D'ADAPTATION

TABLEAU 32 : DEPENSES HABITUELLES DU MENAGE ARRETEES, REDUITES OU RETARDEES

TABLEAU 33 : DEPENSES HABITUELLES DU MENAGE ARRETEES, REDUITES OU RETARDEES POUR LES ENFANTS

3. RESUME DES RESULTATS CLES

77% des répondants, dont 80% des femmes et 75% des hommes ont été informés sur la pandémie COVID-19 via les médias traditionnels (radio, télévision et journaux).

88% des entrepreneurs disent avoir subi une diminution ou une perte de revenus. Les plus touchés sont les entrepreneurs femmes du secteur informel avec 91%.

60% des dirigeants d'entreprise disent avoir besoin d'un financement ou de subvention pour les intrants comme appui principal afin de limiter l'impact négatif de la crise sur leur entreprise.

83% des répondants ont subi une diminution ou une perte de leurs revenus. Autant d'hommes que de femmes ont déclaré avoir subi une diminution de leur revenu (respectivement 75% et 76%) mais 10% de femmes et 6% d'hommes déclarent avoir perdu tous leurs revenus.

11% des répondants ont déclaré avoir reçu une aide de l'état depuis le début de la pandémie. Les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer avoir reçu cette aide (respectivement 13% et 9%).

75% des ménages déclarent qu'ils ont décidé d'arrêter, retarder ou réduire certaines dépenses habituelles, sous l'effet de la crise de la COVID-19 et de la perte importante des revenus qu'elle a engendrée. Les ménages dirigés par des femmes sont plus nombreux que ceux dirigés par des hommes à déclarer avoir pris de telles mesures (77% contre 75%).

58% des chefs de ménage ont arrêté, retardé ou réduit certaines dépenses habituelles pour les enfants, dont 56% des ménages dirigés par des hommes et 64% de ceux dirigés par des femmes.



85% des chefs de ménage déclarent que leur ménage a adopté au moins une stratégie d'adaptation spécifique face à la crise et ils sont 46% à en avoir adopté au moins 3.

Parmi les stratégies d'adaptation adoptées par les chefs de ménage, les plus fréquentes sont la réduction de la qualité et de la quantité de l'alimentation. **67% des chefs de ménage répondants** ont signalé que leur ménage avait réduit la qualité de l'alimentation (moins de viande, de poisson, etc.) et 68%, la quantité consommée (moins de repas, portions réduites, etc.). Ces stratégies ont été plus adoptées par les chefs de ménage femme, mais il n'y a pas de différences entre milieu rural et milieu urbain.

Des stratégies d'adaptation plus radicales comme marier les filles du ménage ou encore envoyer les enfants mendier ont été déclarées par moins de 9% des répondants chefs de ménages mais cela reste tout de même des pratiques à relever.

74% des répondants, déclarent que leur propre santé psychologique/mentale/émotionnelle (le stress, l'anxiété, etc.) a été affectée par la crise COVID-19. Les femmes (75%) sont plus nombreuses à déclarer être affectées émotionnellement et psychologiquement par la COVID-19 que les hommes (72%).

3. RESUME DES RESULTATS CLES

28% des répondants (dont 30% des femmes et 25% des hommes) qui ont eu besoin de soins médicaux pour les enfants déclarent avoir eu des difficultés, voire être dans l'impossibilité d'accéder aux services de santé. 42% des personnes vivant avec au moins une incapacité ont reporté avoir eu des difficultés à accéder à des services de soin pour enfants.

27% des répondants qui ont eu besoin de soins médicaux déclarent avoir eu des difficultés d'accès aux services, dont 31% de femmes et 23% d'hommes. Ce phénomène est bien plus important pour les populations rurales (30%) que pour les populations urbaines (24%) et beaucoup plus encore pour les personnes vivant avec au moins une incapacité (39%).

23% des répondants, dont 26% des femmes et 20% des hommes, qui avaient besoin de soins liés à la santé de la reproduction (contraception, dépistage et traitement des MST et du VIH, traitement de l'infertilité, soins aux survivantes de violences basées sur le genre, soins liés à la grossesse), n'ont pas pu ou ont eu des difficultés d'accès aux services de planification. L'accès à ces services a été beaucoup plus difficile pour les populations rurales (26%) que pour les populations urbaines (20%).

22% des répondants ont le sentiment d'avoir été victime de discrimination depuis le début de la crise liée à la COVID-19. Il n'y a pas de différence entre les femmes et les hommes mais par contre, 27% des personnes vivant avec au moins une incapacité, sans différence entre hommes et femmes, se sont senties victimes de discrimination depuis le début de la crise

36% de la population interrogée, affirme avoir ressenti une augmentation de la discrimination dans le pays et il y a peu de différence entre les femmes et les hommes. Par contre, ici aussi, 42% des personnes vivant avec au moins une incapacité de handicap, dont 41% des femmes et 42% des hommes, affirment avoir ressenti une augmentation de la discrimination dans le pays.

18% des répondants estiment que la violence au sein des ménages de leur communauté a augmenté depuis que la COVID-19 oblige les gens à rester plus chez eux. Ce sentiment est plus fréquent chez les hommes (19%) que chez les femmes (16%), et est plus ressenti en milieu rural (19%) qu'en milieu urbain (16%). 22% des porteurs de handicaps estiment que la violence au sein des ménages de leur communauté a augmenté.

73% des répondants jugent la réponse du gouvernement à la crise de la COVID-19 excellente ou adéquate, les hommes plus fréquemment que les femmes (76% contre 70%).

21% pensent cependant que les femmes leaders politiques sont bien plus à même de gérer une crise comme COVID-19 contre 15% pour les hommes leaders politiques. Cette réponse a été citée par 22% des femmes et 21% des hommes.



4. CONTEXTE

En mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré que l'épidémie du virus COVID-19 était une pandémie mondiale. A la fin de novembre 2020¹, le virus avait infecté près de 60 millions de personnes dans le monde et plus d'un million quatre cent mille décès.

Outre les conséquences directes de la maladie sur la santé et le bien-être, la pandémie a exacerbé les vulnérabilités et discriminations préexistantes auxquelles font face les personnes, y inclus les femmes et les enfants, notamment en ce qui concerne l'impact sur leurs activités économiques mais aussi l'accès limité aux services sociaux de base (santé, santé reproductive, nutrition, éducation, protection, etc.) ainsi que les dynamiques du genre, et les dynamiques intra-familiales ou communautaires.

Certaines conséquences sont le résultat des mesures de limitation de mouvement (instauration de couvre-feu, confinement, etc.) adoptés par les Etats pour freiner la propagation de la maladie et qui ont eu un impact négatif sur la population et en particulier sur les femmes et les filles, en augmentant notamment les risques de violence y compris de violence sexuelle, les freins à la pleine jouissance de leurs droits à la santé, à l'éducation ou au logement². D'autres conséquences sont économiques (perte d'emploi, perte de revenus, etc.) qui ont des effets immédiats à l'intérieur du ménage (dépenses réduites, retardées ou annulées, travail accru des enfants pour les tâches ménagères, etc.).

Cependant force est de reconnaître l'insuffisance de données primaires documentant les effets de la COVID-19 sur les enfants, les femmes et les hommes et permettant d'étayer les analyses et d'effectuer des comparaisons sur la base d'évidence.

Pour répondre à ce défi, ONU-Femmes, ONU Droits de l'Homme et UNICEF ont travaillé étroitement au lancement de cette enquête rapide qui en mettant à disposition de données ventilées par sexe et âge, permet de mieux appréhender la manière dont les populations sont affectées par la crise covid-19, dans les différents aspects de leurs vies (impacts sociaux et économiques, répartition du travail de soins non rémunéré, discrimination, violence, etc.) et les stratégies développées pour y faire face.

Cette enquête, malgré des délais serrés, repose sur une méthodologie rigoureuse qui garantit la qualité des données collectées et permet d'informer des efforts de développement et de mise en œuvre de

programmes et politiques basées sur des évidences et qui soit sensibles au genre et prennent en compte les besoins spécifiques des enfants.

4.1. Objectifs de l'enquête rapide sur les effets de la COVID-19

Les objectifs principaux de cette enquête rapide sont :

- D'appuyer la récente recommandation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et de la Convention sur les Droits de l'Enfant (CDE), de « collecter des données précises et complètes ventilées par âge et par sexe sur l'impact sexospécifique de la pandémie de santé afin de faciliter l'élaboration de politiques éclairées et fondées sur des données factuelles concernant les femmes et les filles » ;

- De répondre aux recommandations des mécanismes des droits de l'homme qui ont constamment demandé des données désagrégées détaillées pour éclairer les futurs rapports, recommandations, politiques ;

- De mettre en lumière des situations de vulnérabilité accrue liées aux effets de la crise COVID-19 y inclus les situations de discriminations multiples, pour soutenir la priorisation de la lutte contre la discrimination et les inégalités.

Au fur et à mesure que les gouvernements des sous-régions d'Afrique de l'Ouest et du Centre passent d'une gestion d'urgence à un programme de retour à la normale, il est essentiel que les politiques, stratégies et mesures d'accompagnement adoptées soient sensibles au genre et à l'enfant, et ce dans tous les domaines (emploi, santé, éducation, protection, etc.). Cette enquête rapide permettra donc de fournir des évidences pour soutenir la formulation de ces politiques, stratégies et mesures de retour à la normale et les actions de plaidoyer qui les accompagnent.

4.2 Méthodologie

Pour répondre au défi de production rapide de données pour appuyer les autorités nationales et les autres acteurs intéressés, les bureaux régionaux de ONU Droits de l'Homme, de l'UNICEF et de ONU Femmes, à travers son programme phare « Les femmes comptent (Women Count) » ont lancé, à l'initiative de cette dernière, une initiative sous régionale de réalisation d'enquêtes rapides sur l'impact de la COVID-19 sur les femmes, les hommes et les enfants.

¹WHO Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard (<https://covid19.who.int/>).

²Voir la note de synthèse du Secrétaire Général des Nations Unies, COVID-19 et droits humains. Réagissons ensemble, Avril 2020, https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/COVID-19_et_droits_humains.pdf

Voiraussi l'analyse des experts thématiques du Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme sur les différents points de corrélation entre la pandémie et les différents points de corrélation entre la pandémie et les différents droits humains disponible au <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/COVID-19-and-Special-Procedures.aspx>

Dans tous les pays, ces enquêtes sont élaborées en étroite collaboration avec les autorités nationales, notamment les Instituts Nationaux de Statistiques et les Ministères du Genre.

L'enquête rapide applique une approche fondée sur les droits de l'homme pour la définition du focus du questionnaire (vulnérabilités nouvelles créées par la crise COVID-19, dans l'accès et utilisation des services sociaux de base par tous et le droit à la santé, éducation, protection et sécurité, etc.) avec un souci de respecter le principe de ne laisser personne de côté³. Elle respecte également les standards d'éthique nationaux et des Agences UN pour la collecte et l'analyse des données. Un effort particulier a été fait pour que la voix des femmes vulnérables et leurs préoccupations soient entendues.

Compte tenu des mesures de restrictions et de distanciation sociale mises en place, la mise en œuvre d'enquêtes avec entretien en face-à-face n'était pas appropriée et pour l'heure, impossible.

Il était donc nécessaire de procéder à la collecte de données en utilisant des approches alternatives telles que les enquêtes par téléphone assistées par ordinateur Computer Assisted Telephone Interview – CATI), les enquêtes sur le Web assisté par ordinateur (CAWI) ou encore les enquêtes basées sur les SMS. Cependant, compte tenu de la situation particulière en Afrique où de nombreux utilisateurs de téléphones mobiles, en particulier dans les groupes vulnérables économiquement, n'ont pas nécessairement accès aux smartphones avec connexion Internet, et où dans de nombreuses zones rurales, les niveaux relativement élevés d'analphabétisme ne permettent pas l'utilisation de SMS complexes, il a été décidé d'utiliser une méthodologie d'enquête uniquement basée sur le téléphone.

En outre, le nombre d'utilisateurs de téléphone portable varie beaucoup d'un pays à l'autre en Afrique de l'Ouest et Centrale et sont en fait bien plus souvent possédés par les hommes vivant en milieu urbain⁴. Ceci a eu une influence sur la méthode d'échantillonnage (pour assurer la représentativité de l'échantillon) mais aussi sur le déroulement de l'enquête (temps de collecte par exemple).

Ceci constitue une des limites importantes de la méthodologie adoptée à laquelle nous avons essayé de pallier par la mise en œuvre d'un échantillon par quotas afin d'assurer l'inclusion de femmes en nombre suffisant dans l'échantillon de cet enquête (voir paragraphe sur l'échantillonnage).

4.2.1. Questionnaire

Sur la base d'un projet initié par ONU Femmes, un questionnaire standard a été élaboré puis finalisé avec le ONU Droits de l'Homme et l'UNICEF (Annexe 1).

Les questions incluses dans ce questionnaire visent à évaluer de façon rapide les effets de la COVID-19 au niveau des individus, enfants inclus et de leur ménage. Le questionnaire adopte une approche basée sur les droits (à la santé, à l'éducation, à la protection et sécurité, etc.) et les principes d'égalité des genres et d'équité, et couvre les aspects liés à l'impact direct de la pandémie sur les activités économiques et le revenu, la santé des individus, l'utilisation du temps, les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages, la discrimination et la violence.

Etant donné que les priorités peuvent différer d'un pays à l'autre, le questionnaire standard a été discuté avec les partenaires nationaux et adapté par les parties prenantes, aux besoins spécifiques de chaque pays en incluant si nécessaire de nouvelles questions. Le questionnaire est ensuite traduit en langues nationales. Pour minimiser le risque de déperdition, la durée totale du questionnaire a été limitée à 20 minutes en moyenne.

4.2.2. Echantillon

L'enquête est basée sur un échantillon de 2400 femmes et hommes de 18 ans et plus. L'échantillon a été établi de manière à être représentatif de la population par milieu de résidence, âge et sexe sur la base des proportions respectives des données du recensement de 2014⁵. La méthode des quotas a été utilisée pour déterminer les effectifs à enquêter dans chacun des critères de stratification. Lors de la revue de ces critères, il a été proposé d'ajouter une mesure du niveau de vie afin d'assurer une prise en compte maximale des groupes les plus vulnérables conformément à l'Approche des Données Fondée sur les Droits de l'Homme.

³Approche des Données Fondée sur les Droits de l'Homme – Ne Laisser Personne de Côté Dans le Programme de Développement Durable à l'Horizon 2030 (https://www.ohchr.org/Documents/Issues/HRIndicators/GuidanceNoteonApproachtoData_FR.pdf)

⁴Par exemple, au Sénégal, 97% des ménages, 83% des hommes et 71% des femmes ont un téléphone portable (EDS Continue, Sénégal 2018) ; cette proportion chute à 89% de ménages, 87% des hommes et 58% des femmes au Mali (EDS Mali, 2018) et à 53% de ménages, 53% des hommes et 42% des femmes en RDC (MICS, 2017).

⁵Les statistiques officielles de la répartition de la population selon le milieu de résidence (urbain/rural), le sexe et le groupe d'âges (18-34 ans, 35-49 ans, 50-64 ans et 65 ans et plus) sont fournies par l'INS Côte d'Ivoire

Les estimations du niveau de pauvreté ou mesures similaires sont généralement faites au niveau des ménages, alors que l'enquête est faite au niveau individuel. Afin de contourner cette difficulté, il a été décidé d'ajouter le niveau d'éducation comme quatrième critère de stratification pour avoir un proxy de pauvreté. Cependant, à l'usage, il s'est avéré qu'ajouter ce quatrième critère de stratification rendait l'opération de collecte extrêmement complexe et beaucoup plus longue que prévu. En effet, la méthode des quotas basée sur la stratification d'échantillonnage permet d'estimer le nombre d'individus à enquêter dans chaque sous-groupe. En rajoutant en plus du milieu de résidence, du sexe et du groupe d'âges, le niveau d'éducation, cela génère des nombres d'individus dans chaque sous-groupe qui sont extrêmement difficiles à trouver, surtout parmi les femmes jeunes, rurales et illettrées ainsi que les plus âgées qui sont les moins à mêmes de posséder un téléphone et donc d'être trouvées par les enquêteurs.

La mise en œuvre de l'échantillonnage est effectuée à partir d'une base de données de numéros de téléphone mobile fournie par le fournisseur de services et la conduite des entretiens téléphoniques est assistée par ordinateur.

4.3. Contexte en Côte d'Ivoire

4.3.1. Contexte socio-démographique et économique

D'une superficie de 322 462 km² la Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique de l'Ouest situé le long du golfe de Guinée. Il est bordé au nord par le Mali et le Burkina Faso, à l'ouest par le Libéria et la Guinée, à l'est par le Ghana et au sud par l'océan Atlantique. La population de la Côte d'Ivoire est estimée à 22,7 millions d'habitants dont 48,4% de femmes et 51,6% d'hommes ⁶. La moitié (50,3%) de la population ivoirienne vit en zone urbaine. Le taux de croissance était de 2,6% selon le dernier recensement de 2014. La population se concentre autour des grandes villes, dont la métropole Abidjan, qui approche désormais les 5 millions d'habitants.

Avant le choc mondial provoqué par la pandémie du coronavirus, la Côte d'Ivoire continuait d'afficher

l'une des croissances économiques les plus fortes du continent africain et du monde, projetée à 7 % en 2020, avec une progression moyenne de 8 % par an depuis 2012. Toutefois, la situation sanitaire mondiale a fortement affecté les ménages et les entreprises ivoiriens, et devrait entraîner un ralentissement de l'économie à 1,8 % en 2020 contre les 7 % attendus ⁷.

Par ailleurs, le taux de pauvreté, la prépondérance du secteur informel et la persistance des inégalités représentent un frein important à la réalisation des droits économiques et sociaux. Un des défis majeurs entre autres reste l'économie informelle qui ne permet pas à toute la population de jouir d'un niveau de vie décent, en l'occurrence les femmes qui sont les plus touchées avec un taux d'emplois vulnérables de 78,9% pour les femmes contre 64% pour les hommes⁸. L'économie informelle recouvre une multiplicité de situations mais aussi une conséquence commune : une absence de travail décent et l'absence de jouissance à un niveau de vie décent. Cela se traduit par un manque d'accès à un emploi rémunérateur, à des protections liées à l'emploi (sécurité sociale et du travail), à l'absence de jouissance de droits économiques et sociaux ainsi qu'à un difficile accès au financement, aux marchés et à la propriété pour les entrepreneurs par exemple.

En effet, d'après l'enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) en Côte d'Ivoire (2017), 8 travailleurs sur 10, dont près de 8 hommes sur 10 et plus de 9 femmes sur 10 occupent un emploi informel en Côte d'Ivoire dans les secteurs non agricoles. Le taux de chômage BIT est estimé à 3,3% et touche d'avantage les femmes (3,9%) que les hommes (2,9%). Plus du tiers (34,8%) des jeunes de 15 à 24 ans sont sans emploi sans être dans le système éducatif (44,2% des femmes et 25,2% des hommes). Le taux d'emplois vulnérables (ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux) est de 69,5%, 62,0% pour les hommes et 80,8% pour les femmes.⁹

L'incidence de pauvreté nationale est de 46,3% en 2015, la pauvreté touche les femmes avec un taux de 47,4% contre 45,5% chez les hommes, le milieu rural avec 56,8% contre 35,9% pour le milieu urbain ¹⁰. D'après l'indice développement humain du PNUD, la Côte d'Ivoire présente un développement humain faible et est classé 165^{ème} sur 189 pays pour 2018.

⁶Selon les données démographiques de l'Institut National de la Statistique INS (RGPH-2014 - <http://www.ins.ci/>)

⁷Source Banque Mondiale

⁸ Source CARE Rapid Gender Analysis Côte d'Ivoire, 26 Avril 2020

⁹ Source Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) Côte d'Ivoire, 2017

¹⁰ Source CARE Rapid Gender Analysis Côte d'Ivoire, 26 Avril 2020

4.3.2. Contexte de la COVID-19

Le 11 mars 2020, la Côte d'Ivoire compte son premier cas confirmé de coronavirus (COVID-19). A la date du 24 novembre 2020, la Côte d'Ivoire compte 21 148 cas confirmés, 20 819 guéris et 131 décès ¹¹. Le district autonome d'Abidjan compte 72% des cas, le reste étant éclaté dans le reste du pays (ville suivante Grand Bassam avec 1% des cas, puis Bouaké et San Pedro).

À l'instar des autres pays du monde, le gouvernement a décrété un ensemble de mesures en complément de l'application des gestes barrières, dont notamment l'instauration d'un couvre-feu de 21h à 5h du matin, la régulation des transports interurbains, l'interdiction des déplacements non autorisés entre Abidjan et l'intérieur du pays, la fermeture des écoles et le confinement progressif des populations par aire géographique, en fonction de l'évolution de la pandémie.

Ces mesures, si elles ont permis de contenir l'épidémie, ont contribué à la détérioration des conditions de vie des ménages qui dans de nombreux cas se sont trouvés privés de ressources. Afin de maintenir l'activité économique, préserver l'emploi et favoriser une reprise rapide post-crise sanitaire un plan de soutien économique, social et humanitaire de 1700 milliards de FCFA, soit 5% du PIB a été mis en place par le gouvernement ivoirien. Ledit plan s'articule autour de quatre fonds : le Fonds de soutien aux grandes entreprises, d'une dotation cible de 100 milliards de FCFA ; le Fonds de Soutien aux PME, doté de 150 milliards de FCFA ; le Fonds de soutien aux acteurs du Secteur Informel, doté de 100 milliards de FCFA ; et le Fonds de Solidarité et de Soutien d'Urgence humanitaire, avec une dotation cible de 170 milliards de FCFA ¹². Depuis mi-juillet 2020, les mesures de restrictions, notamment liées aux déplacements et aux transports ont été levées entre Abidjan et l'intérieur du pays. Malgré les efforts constants des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, l'importance et la profondeur du choc économique et social créés par la pandémie sont tels que ses effets sont encore loin d'être résorbés.

Ce rapport vise donc à fournir des évidences sur les effets de la crise sur la population et plus particulièrement sur les différences entre les femmes et les hommes, et informer ainsi les prises de décision et les processus de définitions des politiques et programmes. Les données permettent également d'autres niveaux de désagrégation permettant de voir les différences entre d'autres groupes, notamment

les différences entre les populations urbaines et rurales et sur les personnes vivant en incapacité.

4.4. L'enquête rapide en Côte d'Ivoire

Pour la conduite de l'enquête en Côte d'Ivoire, un comité technique, composé de l'Institut National de la Statistique (INS), du Ministère de la Femme, de la Famille, et de l'Enfant, de ONU Droits de l'Homme, de l'UNICEF et de ONU Femmes a été mis en place. Ses responsabilités principales étaient d'adapter le questionnaire standard au contexte de la Côte d'Ivoire, de définir et valider la méthode d'échantillonnage et de suivre le déroulement de l'enquête afin d'assurer la qualité.

4.4.1. Collecte des données

La collecte des données a eu lieu entre le 12 Août 2020 et le 16 Septembre 2020 et a porté sur un total de 2383 personnes dont le questionnaire a été validé. Le questionnaire avait une durée moyenne de 25 minutes soit au-delà des 20 minutes initialement prévues et recommandées. La collecte a eu lieu du lundi au samedi. Dès la première semaine, il a été noté que la base de contacts utilisée était très orientée vers les personnes vivant en zone urbaine. Ainsi une campagne de collecte composée uniquement de contacts de personnes vivant en zone rurale a été mise en place. La recherche des quotas par niveau d'instruction a également été particulièrement difficile, notamment pour les femmes rurales. Le temps prévu pour la collecte a été dépassé de 15 jours à cause de cette contrainte et malgré cela les quotas initiaux n'ont pas été atteint. Le nombre d'appels invalidés car arrêtés en cours d'entretien est élevé. Au total, 12 830 individus ont été contactés pour réussir à atteindre les quotas.

Le tableau 1 ci-dessous fournit des informations sur le nombre d'appels téléphonique passés avec succès, sur les refus ainsi que sur les autres informations permettant d'évaluer la qualité des données.

TABLEAU 1
Nombre d'appels

Nombre d'appels	Effectifs
Réalisés	12830
Collectés	2408
Validés	2383
Demande de RDV	86
Occupés/Non réponse	90
Refus	147
Hors quotas	25
Invalidés (arrêt en cours, non éligible,...)	10275

¹¹ Source Ministère de la santé et de l'hygiène publique de Côte d'Ivoire <http://www.info-covid19.gouv.ci/>

¹² Source portail de l'économie et des finances de Côte d'Ivoire <https://finances.gouv.ci/>

L'Institut National de la Statistique (INS) de Côte d'Ivoire, partie prenante du projet a fourni les quotas nécessaires à la réalisation de la collecte des données

statistiques, à partir des informations du recensement de 2014 (Tableau 2).

TABLEAU 2

Critères de définition de l'échantillon, pourcentage pour la population de 18 ans et plus et échantillon à enquêter, Côte d'Ivoire

Zone	Sexe	Groupe d'âge	Niveau d'instruction	% des individus	Ramené à 100%	Echantillon à enquêter
Urbain	Femme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	15,3%	7,7	194
			Primaire	4,9%	2,4	61
			Secondaire	7,4%	3,7	94
			Supérieur ou plus	2,7%	1,3	34
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	7,1%	3,5	90
			Primaire	2,0%	1,0	25
			Secondaire	2,0%	1,0	26
			Supérieur ou plus	0,7%	0,4	9
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	3,7%	1,8	47
			Primaire	0,6%	0,3	8
			Secondaire	0,7%	0,3	8
			Supérieur ou plus	0,2%	0,1	2
		65+	Pas d'instruction (aucun)	1,7%	0,9	22
			Primaire	0,1%	0,0	1
			Secondaire	0,1%	0,0	1
			Supérieur ou plus	0,0%	0,0	0
	Homme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	10,6%	5,3	134
			Primaire	4,0%	2,0	50
			Secondaire	10,0%	5,0	127
			Supérieur ou plus	4,1%	2,0	52
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	6,2%	3,1	79
			Primaire	2,2%	1,1	28
			Secondaire	3,9%	1,9	49
			Supérieur ou plus	2,1%	1,0	26
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	3,0%	1,5	37
			Primaire	0,8%	0,4	10
			Secondaire	1,5%	0,8	19
			Supérieur ou plus	0,7%	0,4	9
		65+	Pas d'instruction (aucun)	1,3%	0,7	17
			Primaire	0,2%	0,1	3
			Secondaire	0,3%	0,1	3
			Supérieur ou plus	0,1%	0,1	2
Rural	Femme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	21,9%	11,0	248
			Primaire	3,3%	1,6	37
			Secondaire	1,8%	0,9	21
			Supérieur ou plus	0,1%	0,1	2
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	10,5%	5,2	119
			Primaire	1,3%	0,7	15
			Secondaire	0,5%	0,2	5
			Supérieur ou plus	0,0%	0,0	1
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	5,6%	2,8	63
			Primaire	0,4%	0,2	5
			Secondaire	0,1%	0,1	1
			Supérieur ou plus	0,0%	0,0	0
		65+	Pas d'instruction (aucun)	2,9%	1,5	33
			Primaire	0,1%	0,0	1
			Secondaire	0,0%	0,0	0
			Supérieur ou plus	0,0%	0,0	0
	Homme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	18,4%	9,2	209
			Primaire	4,0%	2,0	45
			Secondaire	4,0%	2,0	46
			Supérieur ou plus	0,4%	0,2	4
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	10,3%	5,1	117
			Primaire	2,2%	1,1	25
			Secondaire	1,8%	0,9	21
			Supérieur ou plus	0,2%	0,1	2
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	5,3%	2,6	60
			Primaire	0,9%	0,4	10
			Secondaire	0,7%	0,3	8
			Supérieur ou plus	0,1%	0,0	1
		65+	Pas d'instruction (aucun)	2,7%	1,4	31
			Primaire	0,2%	0,1	2
			Secondaire	0,1%	0,1	1
			Supérieur ou plus	0,0%	0,0	0
						2400

Le tableau 3 ci-dessous donne des informations sur le nombre et le type d'entretiens effectivement réalisés.

TABLEAU 3
Nombre et type d'entretiens réalisés

Zone	Sexe	Groupe d'âge	Niveau d'instruction	Quota	Réalisé	Ecart
Urbain	Femme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	194	176	-18
			Primaire	61	69	8
			Secondaire	94	114	20
			Supérieur ou plus	34	75	41
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	90	96	6
			Primaire	25	39	14
			Secondaire	26	29	3
			Supérieur ou plus	9	14	5
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	47	41	-6
			Primaire	8	9	1
			Secondaire	8	8	0
			Supérieur ou plus	2	3	1
		65+	Pas d'instruction (aucun)	22	5	-17
			Primaire	1		-1
			Secondaire	1	2	1
			Supérieur ou plus	0		0
	Homme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	134	170	36
			Primaire	50	60	10
			Secondaire	127	145	18
			Supérieur ou plus	52	165	113
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	79	154	75
			Primaire	28	29	1
			Secondaire	49	49	0
			Supérieur ou plus	26	27	1
50-64		Pas d'instruction (aucun)	37	45	8	
		Primaire	10	12	2	
		Secondaire	19	18	-1	
		Supérieur ou plus	9	11	2	
65+	Pas d'instruction (aucun)	17	16	-1		
	Primaire	3	4	1		
	Secondaire	3	5	2		
	Supérieur ou plus	2	2	0		
Rural	Femme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	248	44	-204
			Primaire	37	12	-25
			Secondaire	21	28	7
			Supérieur ou plus	2	6	4
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	119	29	-90
			Primaire	15	16	1
			Secondaire	5	11	6
			Supérieur ou plus	1	1	0
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	63	10	-53
			Primaire	5	7	2
			Secondaire	1	1	0
			Supérieur ou plus	0	1	1
		65+	Pas d'instruction (aucun)	33	5	-28
			Primaire	1	2	1
			Secondaire	0		0
			Supérieur ou plus	0		0
	Homme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	209	144	-65
			Primaire	45	47	2
			Secondaire	46	59	13
			Supérieur ou plus	4	22	18
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	117	129	12
			Primaire	25	40	15
			Secondaire	21	40	19
			Supérieur ou plus	2	9	7
50-64	Pas d'instruction (aucun)	60	64	4		
	Primaire	10	18	8		
	Secondaire	8	19	11		
	Supérieur ou plus	1	4	3		
65+	Pas d'instruction (aucun)	31	13	-18		
	Primaire	2	3	1		
	Secondaire	1	7	6		
	Supérieur ou plus	0		0		
				2400	2383	-17

Pour tenir compte des contraintes de la collecte, il a été décidé par le comité technique du projet d'appliquer un redressement sur les données pour que les proportions initiales attendues pour chaque sous-groupe soient conservées (Tableau 4 en annexe). Les résultats présentés dans ce rapport s'appuient donc sur les données redressées présentées dans le tableau 5b.

4.4.2 Traitement des données

Comme évoqué précédemment, l'étude a été administrée par téléphone (CATI), l'enquêteur a utilisé le logiciel Ethnos pour dérouler le questionnaire et saisir les réponses directement sur ordinateur. Un contrôle qualité a été effectué sur 10% de la collecte. Les données ont été ensuite redressées afin de réajuster le poids de la collecte à la structure de la population réelle selon les critères suivants : le milieu de résidence, l'âge et le sexe. Le traitement des données a été fait sur Ethnos 6.0.

5. CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES DES INDIVIDUS ENQUETES

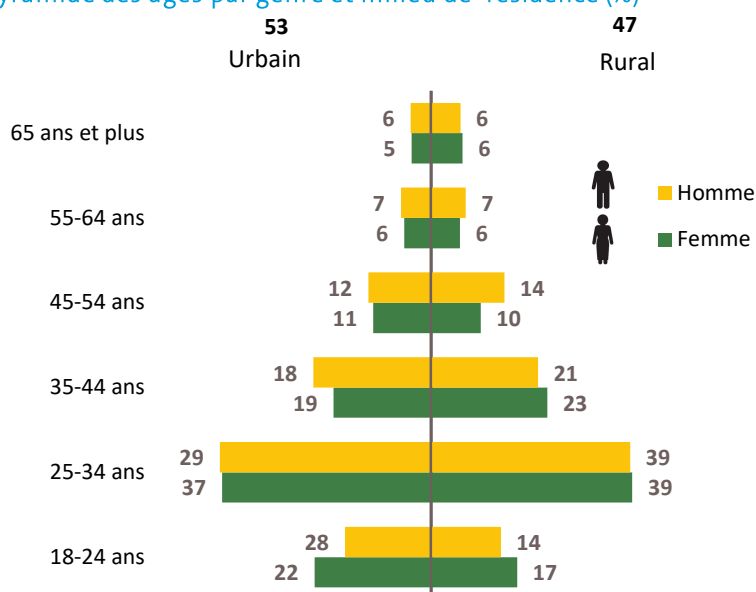
5.1. Profil des répondants

Au total, 2383 personnes ont pu être interrogées, dont 1164 femmes (48,8%) et 1219 hommes (51,2%). Plus de la moitié des répondants résident en milieu urbain et plus des deux-tiers d'entre eux sont célibataires.

Moins du quart des personnes interrogées ont un niveau d'instruction secondaire. Plus de la moitié des répondants vivent dans des ménages de plus de 6 personnes et 8 sur 10 sont de nationalité ivoirienne.

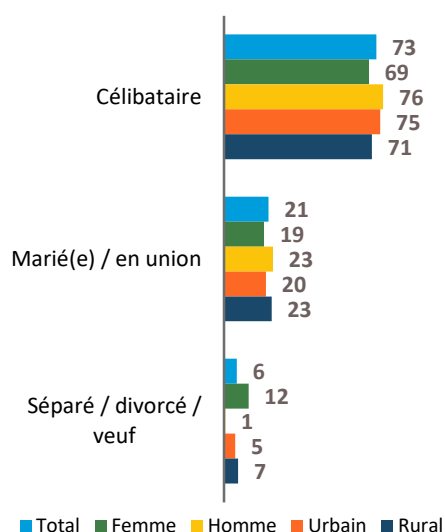
GRAPHIQUE 1

Pyramide des âges par genre et milieu de résidence (%)



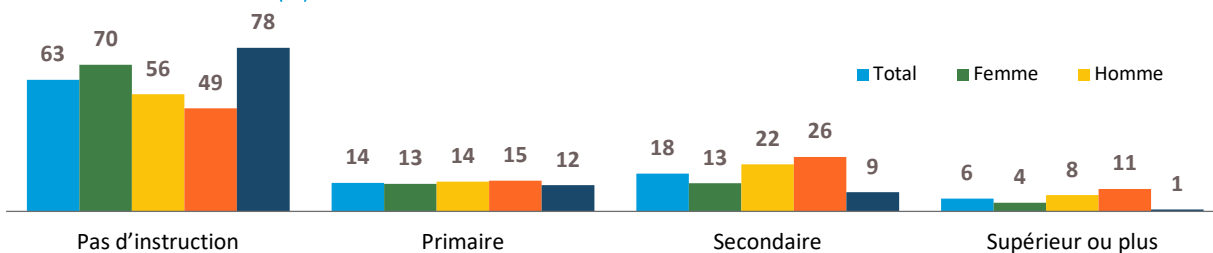
GRAPHIQUE 2

Situation matrimoniale (%)



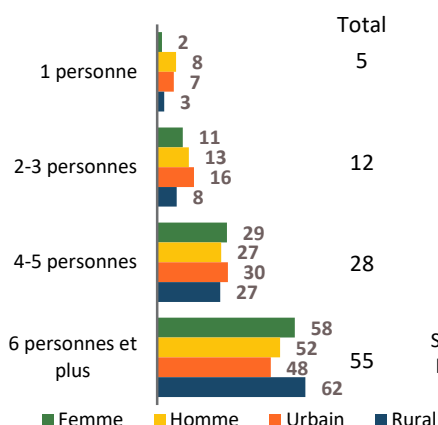
GRAPHIQUE 3

Niveau d'instruction (%)



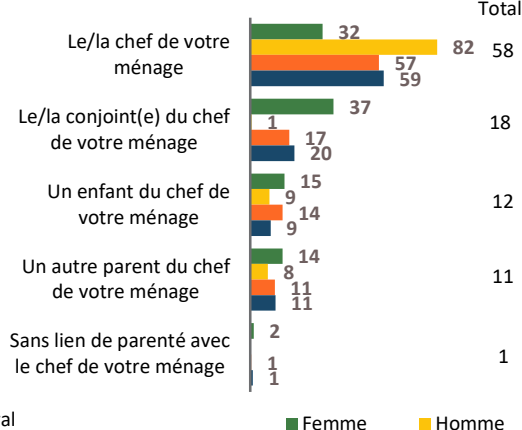
GRAPHIQUE 4

Taille du ménage (%)



GRAPHIQUE 5

Statut dans le ménage (%)



GRAPHIQUE 6

Nationalité

83% des répondants et répondantes sont de nationalité ivoirienne



5.2. Personnes vivant avec une incapacité

Alors que la pandémie COVID-19 menace tous les membres de la société, les personnes vivant avec un handicap sont de manière disproportionnée affectées en raison des barrières liées aux discriminations pré existantes et qui sont reproduites dans la réponse à la COVID-19. De nombreuses personnes vivant avec un handicap ont des problèmes de santé préexistants qui les rendent plus susceptibles de contracter le virus et elles présentent souvent des symptômes plus graves au moment de l'infection. Dans le contexte de cette pandémie, les personnes vivant avec un handicap qui dépendent d'un soutien pour leur vie quotidienne peuvent se retrouver isolées du fait des mesures de confinement. Durant cette crise, ces personnes continuent également à être confrontées à la discrimination et autres obstacles notamment à l'accès aux services et à l'information en matière de santé, l'accès aux moyens de subsistance et aux différentes aides proposées, à la participation à des formes d'éducation en ligne, mais aussi dans le cadre de la protection contre la violence¹³. Dans cette enquête sur les effets de COVID-19, une question qui reprend l'approche du Washington Group¹⁴ et qui se concentre sur six domaines fonctionnels et cognitifs a été posée de la

manière suivante : Avez-vous des difficultés à faire l'une des choses suivantes : marcher, voir, entendre, se souvenir ou se concentrer, prendre soin de soi ou communiquer ? Compte tenu des limites de 20 minutes d'entretien qu'il fallait prendre en compte pour cette enquête par téléphone, le type et mais surtout la sévérité du handicap¹⁵ n'ont pas été évalués de façon approfondie. Nous ne pouvons donc pas à proprement parler de personnes vivant avec un handicap mais plutôt de personnes vivant avec une incapacité. Selon le Recensement général de la population et de l'habitat de 2014 (RGPH 2014), environ 453 000 personnes sont porteuses de handicap en Côte d'Ivoire, soit environ 2% de la population. Environ 90% sont des handicapés physiques et 10% des handicapés psychiques. Cette population compte 58% d'hommes et 42% de femmes et environ 70% de ces personnes porteuses de handicap vivent en milieu rural. Une personne interrogée sur 4 (25%) a déclaré vivre avec au moins une incapacité dans au moins un des domaines de santé explorés par la question : 29% des femmes et 22% des hommes (Graphique 7). Parmi cette population vivant avec au moins une incapacité, 55% sont des femmes et 45% des hommes.

GRAPHIQUE 7
Personne vivant avec au moins une incapacité

25% ont des difficultés à marcher ou voir ou entendre ou se souvenir ou se concentrer, prendre soin de soi ou de communiquer.



29%



22%

Ce niveau très élevé s'explique par le fait que l'analyse comprend toutes les personnes qui ont répondu positivement indépendamment de la sévérité du handicap (quelques difficultés, beaucoup de difficultés, ou ne peut pas du tout le faire) mais également par le fait qu'il y a très certainement une augmentation importante du nombre de personnes dont les fonctions cognitives (communiquer, se souvenir, prendre soin de soi, etc.) ont été réellement et fortement affectées par le stress et l'anxiété due à la COVID-19.

Dans la suite de l'étude, les personnes ayant des difficultés à marcher ou voir ou entendre ou se souvenir ou se concentrer ou à prendre soin d'eux ou à communiquer seront considérées comme personnes vivant avec au moins une incapacité.

¹³Nations Unies Droits de l'Homme, La COVID-19 et les droits des personnes handicapées, 30 avril 2020, https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Disability/COVID-19_and_The_Rights_of_Persons_with_Disabilities_FR.pdf

¹⁴Le Washington Group on Disability Statistics est un groupe de travail bénévole composé de représentants de plus de 100 instituts nationaux de statistique et d'organisations internationales, non gouvernementales et de personnes handicapées, organisé sous l'égide de la Division de statistique des Nations Unies. Le but du groupe de Washington est de relever le défi de la définition et de la mesure du handicap d'une manière culturellement neutre et raisonnablement normalisée parmi les États membres de l'ONU.

¹⁵Selon le travail méthodologique fait par le Washington Group, pour les 6 principaux problèmes de santé énumérés dans la question, il faut également obtenir le niveau de sévérité du handicap qui s'appréhende sur une échelle de 1 à 4 (1. Non, aucune difficulté, 2. Oui, quelques difficultés, 3. Oui, beaucoup de difficultés, 4. Ne peut pas du tout le faire). Sur la base de la méthodologie du Washington Group, pour être considérée comme porteuse de handicap, la personne doit avoir au moins beaucoup de difficulté (critères 3 ou 4) dans 1 des 6 problèmes de santé.

5.3. Principale source de revenus habituels

L'analyse des résultats montrent que 82% des femmes et 92% des hommes ont déclaré avoir une source de revenu. Pour 57% des enquêtés, ces revenus sont tirés du secteur informel et concernent 58% des femmes et 57% des hommes. Le secteur formel qui ne représente que 16% de la population étudiée ne concerne que 12% des femmes alors qu'il concerne 21% des hommes.

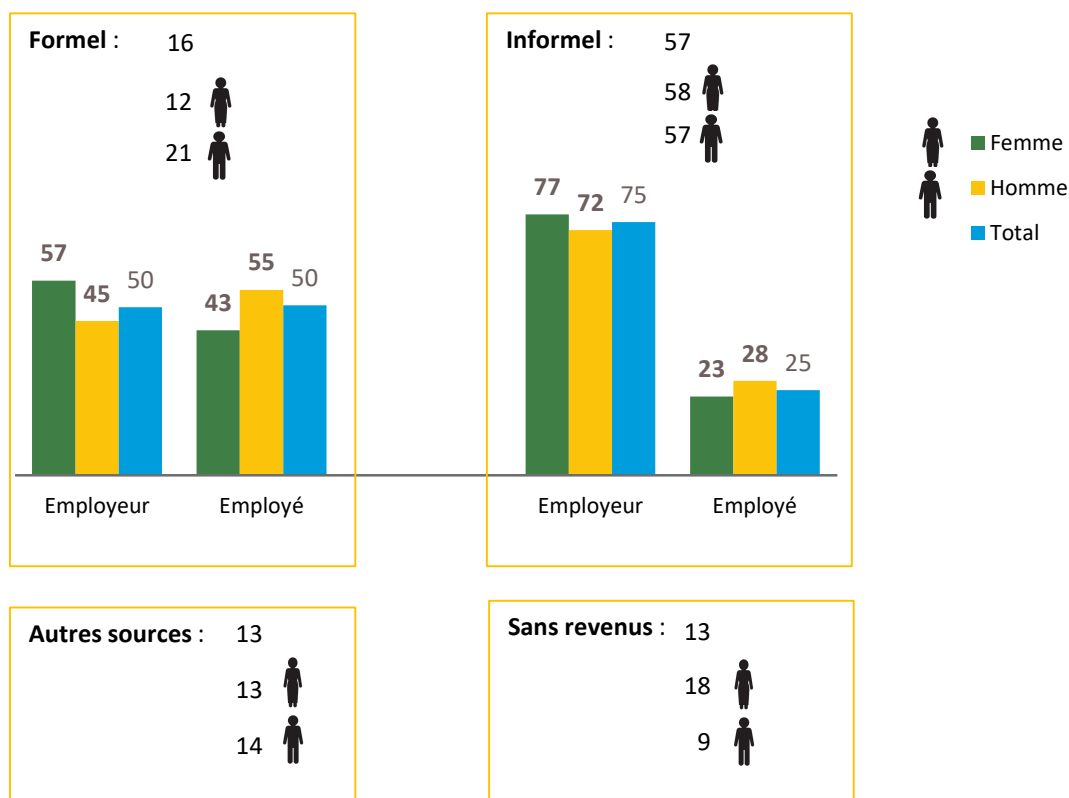
Si 13% de la population déclare ne pas avoir de sources de revenu en temps habituel, il convient de noter qu'il y a près du double de femmes que d'hommes qui sont dans cette situation (18% contre 9%).

14% des personnes vivant en milieu urbain déclarent ne pas toucher de revenus, contre 11% en milieu rural. Les femmes du milieu rural sont néanmoins les plus précaires avec 18% qui ne touchent pas de revenus (Tableau 6).

Les autres sources de revenus sont les retraites, les envois d'argent par la famille, des revenus provenant de patrimoine et concernent 13% des répondants, qu'il s'agisse des femmes ou des hommes.

Le graphique 8 permet de voir au sein des personnes interrogées percevant des revenus du secteur formel la part des employeurs (ou indépendants et des employés), et de même pour le secteur informel.

GRAPHIQUE 8
Source de revenu (%)



6. SOURCE D'INFORMATION SUR LA COVID-19

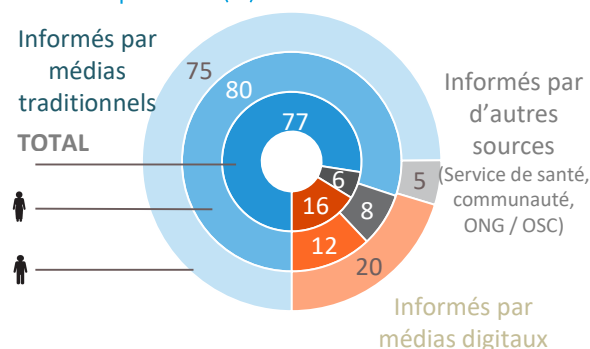
77% des répondants ont été informés sur la pandémie COVID-19 via les médias traditionnels (radio, télévision et journaux). Ces derniers ont plus impacté les femmes (80%) que les hommes (75%). Si ces médias traditionnels ont touché la majorité des populations, quelle que soit la cible observée, on note que le duo télévision / journaux s'impose largement par rapport à la radio quels que soient le genre, l'âge, le milieu d'habitation et le niveau d'éducation.

Moins des deux-tiers (62%) de la population a eu des informations sur la COVID-19 via la télévision / journaux alors que la radio n'a touché que 15% de cette même population. Les femmes interrogées ont été beaucoup plus informées par la télévision / journaux (71%) que les hommes (55%) ce qui s'explique certainement en grande partie par une présence plus importante des femmes au sein du foyer (Tableau 7.2 en annexe).

L'utilisation des media sociaux et internet comme source d'information sur la COVID-19 est faible et est surtout l'apanage des hommes et des populations urbaines. En effet, moins d'une personne sur 6 (16%) dit tenir ses informations sur la COVID-19 par internet, les médias sociaux ou la téléphonie (médias digitaux), mais les résultats sont plus contrastés en fonction des catégories interrogées.

GRAPHIQUE 9

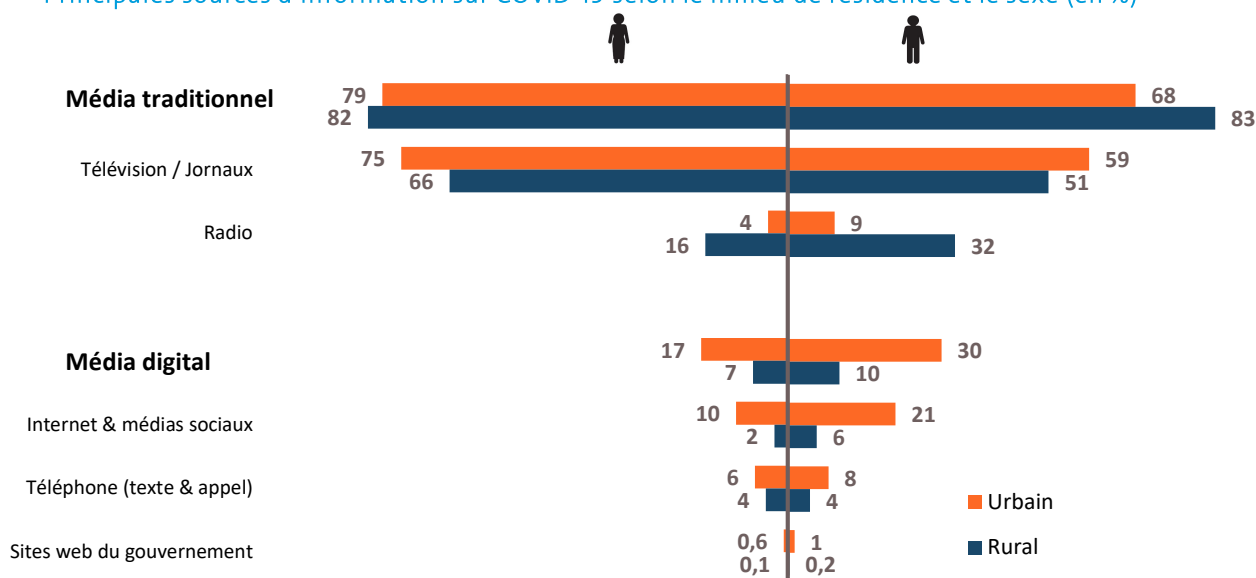
Source d'information sur la Covid-19 selon type de media par sexe (%)



En effet, les hommes sont plus nombreux (20%) à s'être informés par ces médias digitaux que les femmes (12%), ce qui laisse supposer un accès plus important aux technologies modernes. Les plus jeunes ont été également plus sensibilisés par internet et les médias sociaux que les autres : 21% des 18-24 ans (Tableau 7.3 en annexe). De même, 23 % des personnes vivant en milieu urbain citent Internet et les médias sociaux comme source d'information sur la COVID-19 contre 8% de celles du milieu rural (Tableau 7.4 en annexe). Cet écart pourrait être expliqué par la faible couverture réseau et le niveau de revenu en milieu rural. Plus les répondants sont instruits plus ils ont été informés par les médias web ou mobile (Tableau 7.5 en annexe).

GRAPHIQUE 10

Principales sources d'information sur COVID-19 selon le milieu de résidence et le sexe (en %)



7. EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

D'après les informations sur les retombées de la COVID-19, la vie économique et productive des femmes est affectée de manière disproportionnée et différente par rapport à celle des hommes. Partout dans le monde, les femmes gagnent moins, ont moins d'argent épargné, occupent des emplois moins sûrs et sont plus susceptibles d'être employées dans le secteur informel. Elles ont moins accès aux mesures de protection sociale et forment la majorité des ménages monoparentaux. Leur capacité à absorber les chocs économiques est donc moindre que celle des hommes.¹⁶ Les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et plus particulièrement celles dirigées par des femmes, qui en sont la plus grande partie, sont l'un des segments des PME les plus durement touchés par la crise. Ces entreprises sont fragiles, ont du mal à accéder au financement dans des conditions normales et ont peu de marge pour amortir les chocs économiques. En plus, la crise a frappé davantage les secteurs où les femmes et les entreprises dirigées par des femmes sont plus nombreuses, notamment les secteurs de la restauration, du commerce et de la transformation de produits alimentaires¹⁷. Les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et la fermeture des marchés ont un impact important sur les entreprises, notamment celles qui sont dirigées par des femmes. Avec peu de ressources financières, maintenir les opérations au-delà d'une certaine période est problématique. Beaucoup de petites structures ne peuvent plus assurer l'emploi à tout le monde. Ce sont des activités où le télétravail n'est pas possible. En outre, ces entreprises-là sont rarement bancarisées de manière formelle ce qui rend l'accès à un premier emprunt encore plus compliqué pendant cette période de crise.

7.1. Diminution ou perte des revenus des entrepreneurs

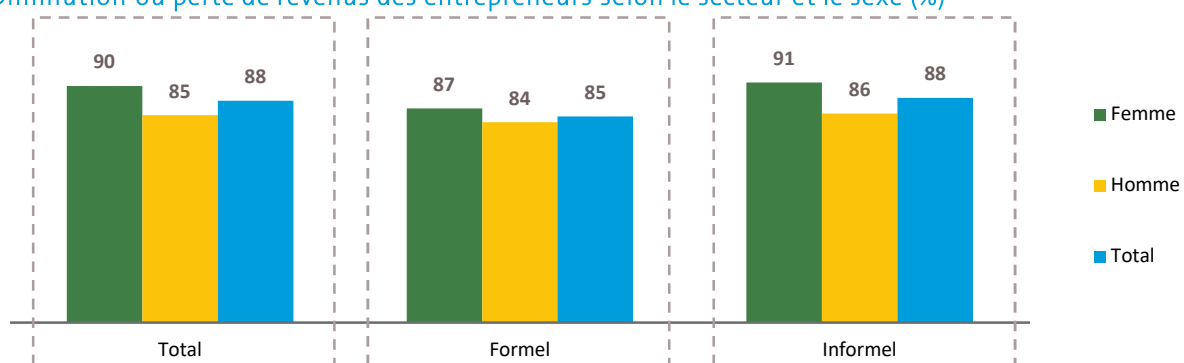
Parmi les répondants qui ont déclaré avoir habituellement une source de revenus liés à un emploi, 78% exercent dans le secteur informel (que ce soit comme salarié ou comme employeur /indépendant) et 22% dans le secteur formel. 17% des femmes percevant un revenu d'un emploi sont dans le secteur formel, 27% pour les hommes (Tableau 6 en annexe).

84% des personnes interrogées touchant un revenu d'un emploi ont vu ce revenu diminuer ou s'éteindre (88% pour les femmes 81% pour les hommes). Cela concerne 76% des personnes du secteur formel et 87% du secteur informel. Les plus touchées sont les femmes percevant un revenu d'un emploi informel, 90% ont subi une diminution ou une perte de leurs revenus. Ces chiffres selon la source de revenus sont détaillés dans les tableaux 9.1, 9.2 et 9.3 en annexe. Le détail de la perte ou de la diminution de revenus est présenté dans les tableaux 8.1 à 8.5 en annexe.

En ce qui concerne les chefs d'entreprise (employeurs ou à son compte), que ce soit dans le formel ou l'informel et quel que soit le sexe de la personne, plus de 8 chefs d'entreprise sur 10 disent avoir subi une diminution ou une perte totale de leurs revenus depuis le début de la pandémie, les femmes chefs d'entreprise du secteur informel ont le plus souffert (Graphique 11).

GRAPHIQUE 11

Diminution ou perte de revenus des entrepreneurs selon le secteur et le sexe (%)



¹⁶Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles, 9 AVRIL 2020, Nations Unies : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note_de_synthese_-_l'impact_de_la_covid-19_sur_les_femmes_et_les_filles.pdf

¹⁷ILO, Diagnostic de l'économie informelle, ILO, 2020

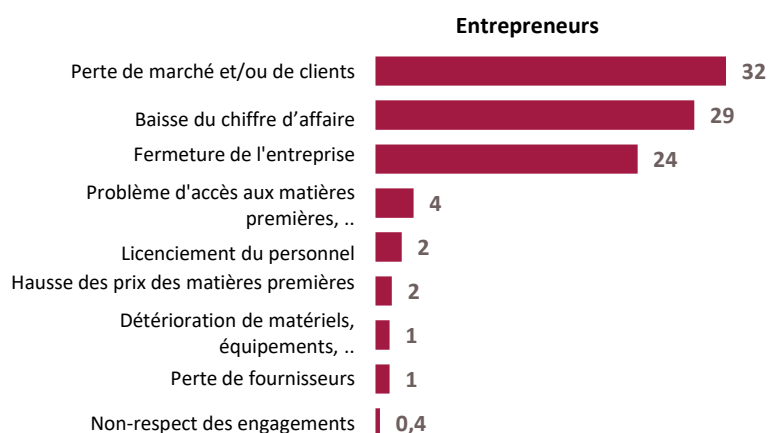
7.2. Conséquences de la crise de la COVID-19

La crise à COVID-19 a fragilisé fortement les entrepreneurs du secteur formel et informel dont les principales craintes concernant l'impact de la crise sur leur entreprise, si elle devait durer plus de 3 mois,

sont la perte de marché et ou de client (32%), la baisse du chiffre d'affaire (29%), et la fermeture de l'entreprise (24%). Le licenciement de personnel n'est évoqué que par 2% des répondants.

GRAPHIQUE 12

Principales conséquences redoutées de la crise par les entrepreneurs (%)

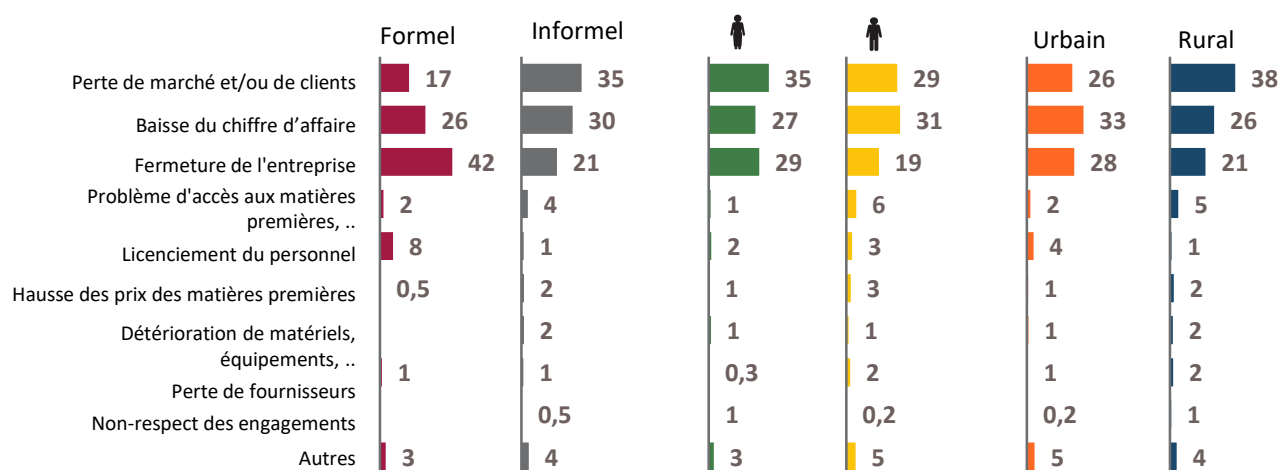


Si la perte de marché ou de clients est également la principale conséquence redoutée chez les entrepreneurs du secteur informel et ce par 35% d'entre eux, c'est la fermeture de l'entreprise qui préoccupe la majorité des acteurs du secteur formel (42%). La baisse du chiffre d'affaire est évoquée par 30% des entrepreneurs informels et 26% de ceux du formel. Les femmes et les hommes chefs d'entreprises redoutent principalement les mêmes conséquences de la crise sur leurs entreprises, mais les femmes

entrepreneurs, déjà économiquement plus vulnérables, redoutent davantage que les hommes la fermeture de leur entreprise (29% contre 19%) et la perte du marché ou des clients (35% contre 29%). La perte du marché ou des clients est également la première conséquence redoutée chez les entrepreneurs du monde rural (38%), contrairement au milieu urbain où la principale préoccupation est la baisse du chiffre d'affaires (Graphique 13).

GRAPHIQUE 13

Principale conséquence redoutée selon le secteur, le sexe et le milieu de résidence des entrepreneurs (%)

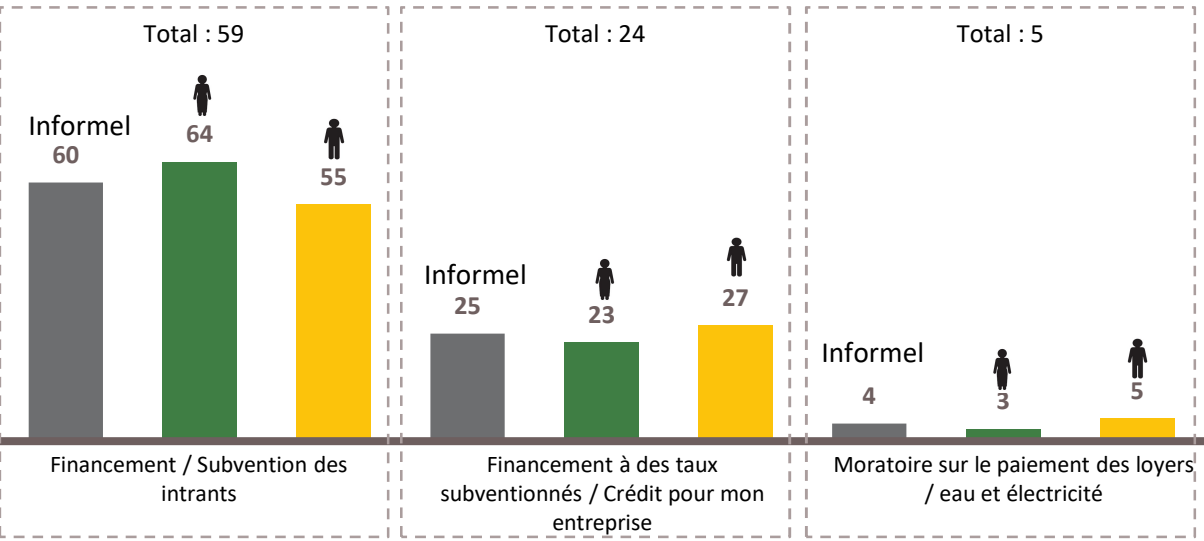


7.3. Appui principal pour amoindrir le choc

59% des chefs d'entreprise disent avoir besoin d'un financement ou de subvention des intrants comme appui principal pour amoindrir les chocs négatifs de la crise sur leur business (Tableau 26 en annexe). On retrouve ce besoin dans les mêmes proportions chez les personnes travaillant dans le secteur informel comme dans le secteur formel. Les chefs d'entreprise du secteur informel ont besoin de financement /subvention des intrants pour pouvoir sortir de la

crise, dont près des deux tiers des femmes (64%) pour un peu plus de la moitié des hommes (55%) (Graphique 14.1). Les autres besoins les plus fréquemment évoqués par les chefs d'entreprise du secteur informel sont les financements à taux subventionnés/des crédits pour l'entreprise (25%). Les moratoires sur le paiement des loyers, eau et électricité ne concernent que 4% d'entre eux.

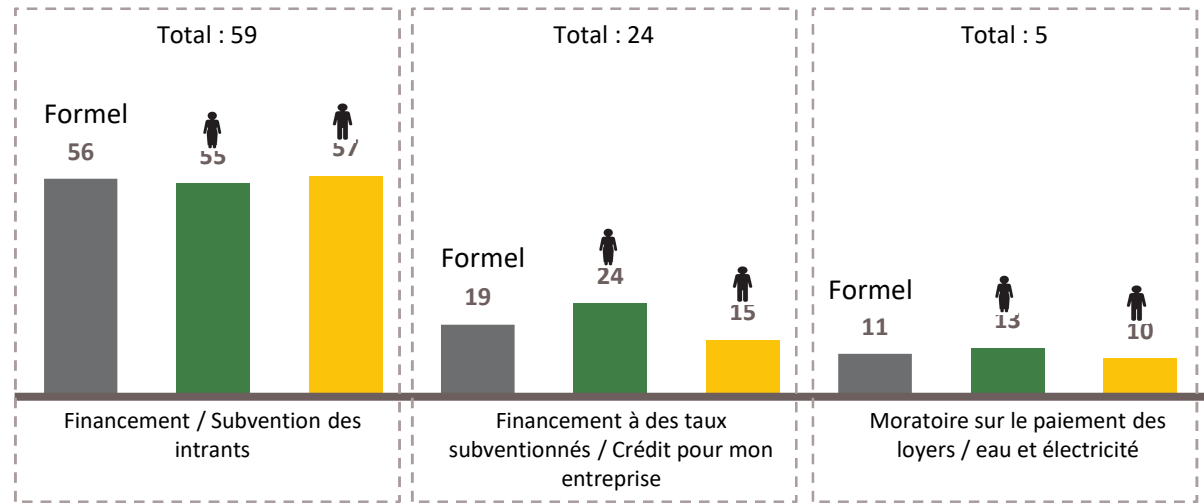
GRAPHIQUE 14.1
Appui principal pour amoindrir les chocs des chefs d'entreprise du secteur informel (en %)



Dans le secteur formel, la proportion de chefs d'entreprise souhaitant un moratoire sur le paiement des loyers de l'eau et de l'électricité est plus élevée que dans le secteur informel, elle concerne 11% des

chefs d'entreprise et plus particulièrement les femmes (13% - graphique 14.2).

GRAPHIQUE 14.2
Appui principal pour amoindrir les chocs des chefs d'entreprise du secteur formel (en %)



8. EFFETS SUR LES REVENUS DES INDIVIDUS ET AIDE OBTENUE

8.1. Effets sur les revenus

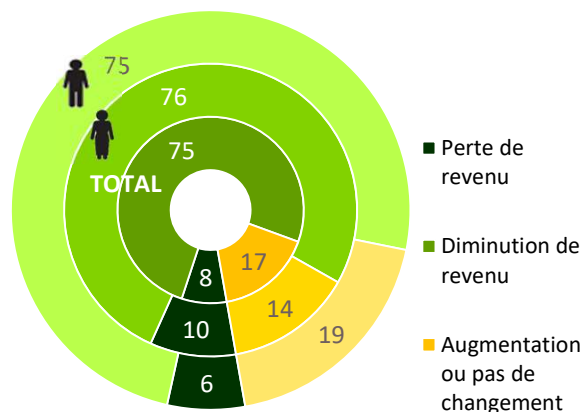
Plus de 8 personnes sur 10 (83%), ont subi une diminution ou une perte de revenu du fait de la COVID-19 et ceci affecte plus les femmes que les hommes, 86% contre 81%.

Dix pour cent des femmes ont déclaré avoir perdu tous leurs revenus contre 6% des hommes. A l'opposé, 19% des hommes et seulement 14% des femmes ont déclaré avoir maintenu voire augmenté leurs revenus (graphique 15). 79% des personnes vivant avec au moins une incapacité ont déclaré avoir vu leurs revenus diminuer ou s'éteindre, 82% des femmes et 75% des hommes (Tableau 8.5).

L'impact de la crise COVID-19 a été ressenti de façon un peu plus marquée en milieu urbain (77%) qu'en milieu rural (74%) comme le montrent les graphiques 16.1 et 16.2.

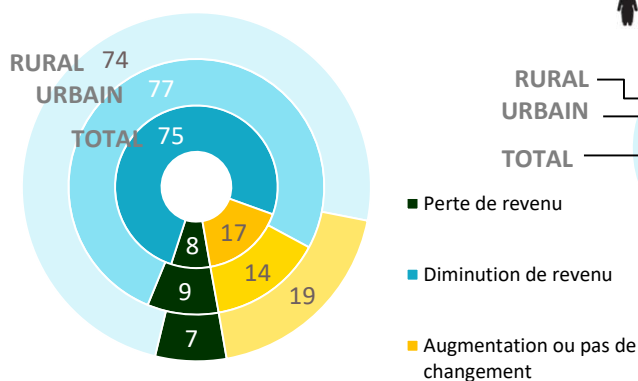
GRAPHIQUE 15

Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le sexe (%)



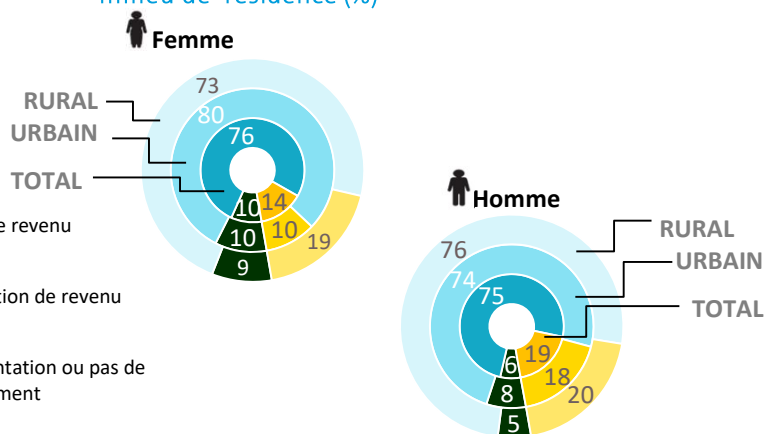
GRAPHIQUE 16.1

Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le milieu de résidence (%)



GRAPHIQUE 16.2

Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le sexe et le milieu de résidence (%)

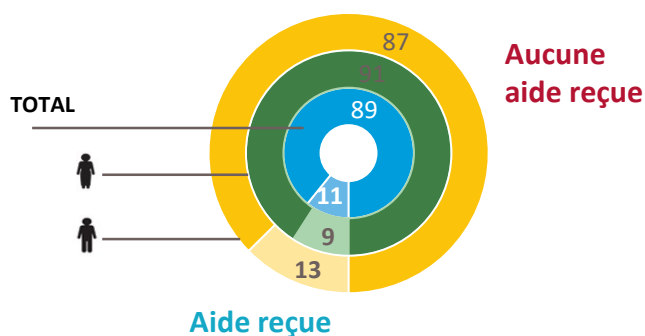


8.2. Aides du gouvernement

11% seulement des répondants ont déclaré avoir reçu une aide de l'état depuis le début de la pandémie, les femmes étant encore moins nombreuses que les hommes à déclarer avoir reçu cette aide (respectivement 9% et 13%). 12% des personnes vivant avec une incapacité ont reçu une aide du gouvernement, de manière équivalente entre hommes et femmes (Tableau 6).

GRAPHIQUE 17

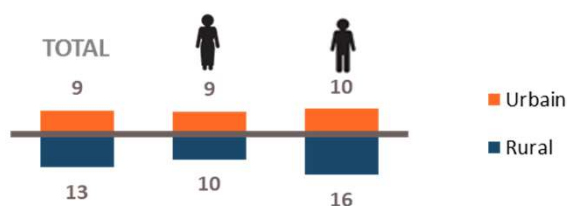
Répondants ayant perçu l'aide du gouvernement par sexe (%)



La distribution de l'aide a été plus marquante en milieu rural qu'en milieu urbain avec respectivement 13% et 9% des personnes concernées mais là encore, les femmes ont reçu moins d'aide que les hommes et ce de façon encore plus marquée dans le milieu rural (10% des femmes contre 16% des hommes).

GRAPHIQUE 18

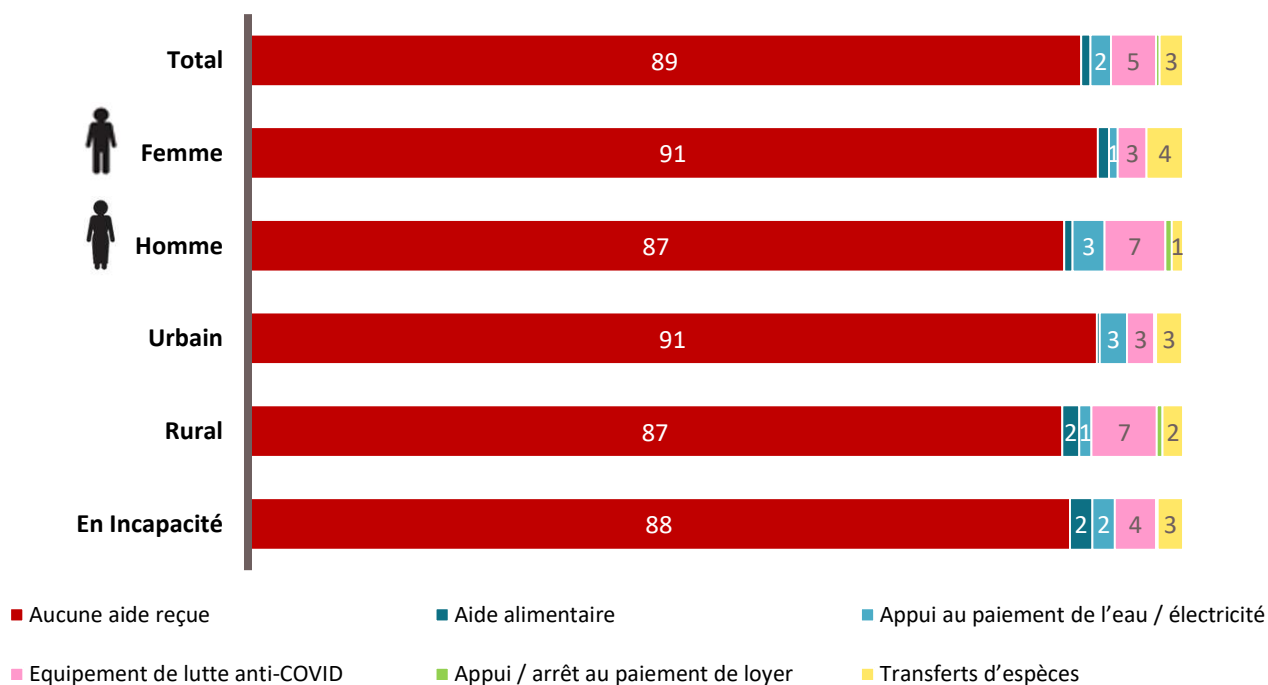
Répondants ayant perçu l'aide du gouvernement selon le milieu de résidence et le sexe



En ce qui concerne le type d'aide reçue par les bénéficiaires, celle relative à la fourniture d'équipement dédiés à la lutte contre la COVID-19 s'avère un peu plus marquée globalement (5%) et plus spécifiquement chez les hommes, en milieu rural et chez les personnes en incapacité. Chez les femmes, le transfert d'espèces prend légèrement le pas sur les autres types d'aide (Graphique 19).

GRAPHIQUE 19

Aide du gouvernement reçue par les répondant (%)



9. EFFETS SUR LES DEPENSES DES MENAGES

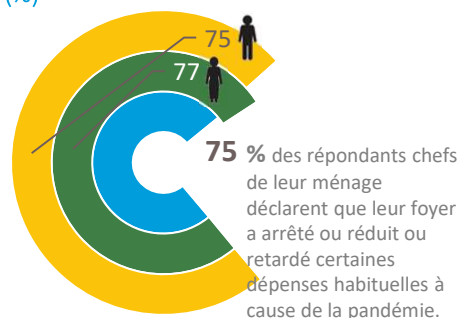
En période de crise, certaines stratégies sont mises en place par les ménages afin de continuer à subvenir à leurs besoins. Ainsi avec l'avènement de la COVID-19, les ménages ont adopté un comportement résilient en redéfinissant de nouvelles priorités en matière de dépenses du ménage. Les décisions de stopper, réduire certaines dépenses ou de les repousser à une date ultérieure sont basées sur les priorités des ménages et sur les types de dépenses qu'ils peuvent ou non continuer de faire. À chaque répondant, on a posé quelques questions sur les mesures prises par leur ménage pour lutter contre la pandémie. Pour des raisons de qualité de l'information, l'analyse ci-dessous ne portera que sur les 1377 répondants qui ont déclaré être chef de leur ménage soit 372 femmes et 1005 hommes. Au sein de ces ménages, 27% sont dirigés par une femme et 73% par un homme (Tableau 5b).

9.1. Stratégies de réajustement des dépenses habituelles des ménages

75% des répondants chefs de leur ménage déclarent qu'ils ont décidé d'arrêter, retarder ou réduire certaines dépenses habituelles, sous l'effet de la crise COVID-19 et de la perte importante des revenus qu'elle a engendrée. Les femmes chefs de leur ménage sont un peu plus nombreuses à déclarer avoir pris de telles mesures que les hommes (77% contre 75%) comme le montre le graphique 20.

GRAPHIQUE 20

Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage par sexe du chef du ménage (%)

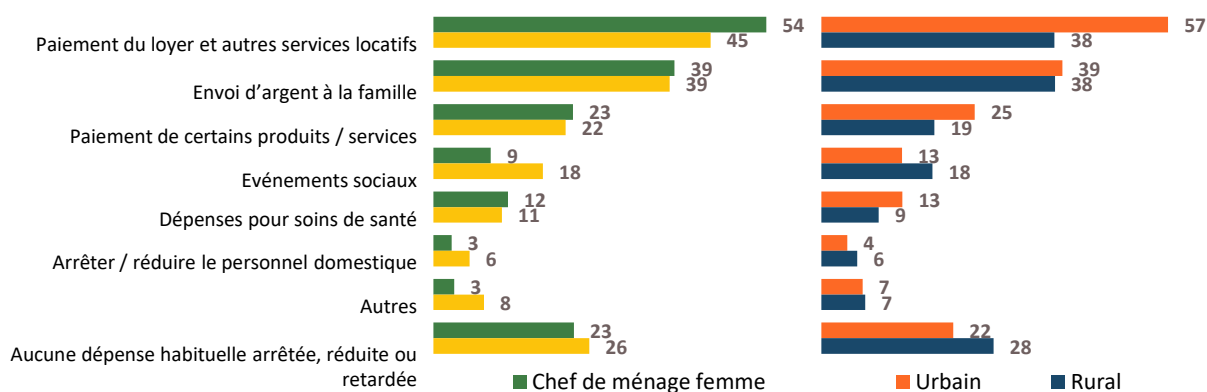


Les principaux postes de dépenses qui ont été arrêtés, réduits ou retardés sont les loyers et charges locatives (54% des femmes chef de ménage et 45% des hommes chefs de ménage), l'envoi d'argent à la famille (39% quel que soit le sexe du chef de ménage), le paiement de certains produits et services (23% et 22%) comme le montre le graphique 21.

Ce sont les dépenses liées aux événements sociaux à propos desquelles on note le plus d'écart selon le sexe du chef de ménage : 9% chez les femmes chefs de ménage contre 18% des hommes chefs de ménage. A l'inverse, 23% des femmes chefs de ménage et 26% des hommes chefs de ménage n'ont retardé, réduit ou stoppé aucune dépense à l'occasion de la crise sanitaire.

GRAPHIQUE 21

Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage selon le sexe du chef du ménage et le milieu de résidence (%)



Les décisions de réajustements de dépenses ont le même ordre d'importance entre milieu rural et milieu urbain. En milieu rural, la réduction des dépenses liées aux événements sociaux concerne 18% des foyers alors qu'elle n'impacte que 13% des foyers en milieu urbain.

On note également un écart très marqué selon le milieu de résidence en ce qui concerne le paiement du loyer et des autres charges locatives : 57% en milieu urbain pour 38% en milieu rural.

28% des chefs de ménages ruraux ont déclaré n'avoir stoppé, retardé ou repoussé aucune dépense du fait de la COVID-19 contre 22% de ménages urbains (Graphique 21).

9.2. Stratégies de réajustement des dépenses habituelles des ménages pour les enfants

Face à la pandémie à COVID-19, les stratégies de réajustement des dépenses des chefs de ménage affectent considérablement le bien-être des franges les plus vulnérables de la population, particulièrement les enfants. 58% des chefs de ménage ont arrêté, retardé ou réduit certaines dépenses habituelles pour les enfants, dont 64% des femmes chefs de ménages et 56% des hommes chefs de ménage.

Malgré cette proportion élevée, on peut dire qu'après ces quelques mois de crise, les dépenses habituelles des chefs de ménage spécifiques aux enfants semblent avoir été légèrement mieux protégées que les autres types de dépenses examinées ci-dessous, notamment pour les hommes chefs de ménage.

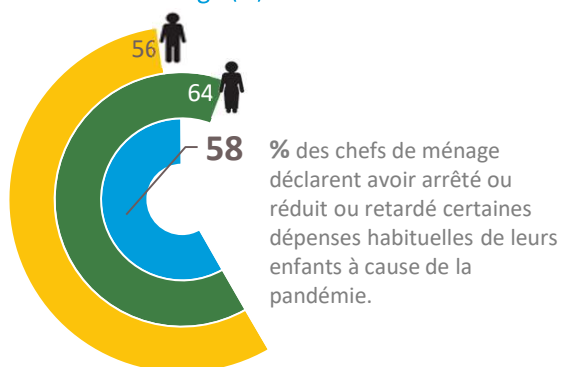
Les principales dépenses pour les enfants que les chefs de ménage ont arrêtées, réduites ou retardées sont l'achat de vêtements et de jouets (47% des femmes chefs de ménage et 38% des hommes chefs de ménage), peut-être considérées comme les dépenses les moins essentielles en période de crise.

Viennent ensuite les dépenses liées à la scolarité pour 33% des chefs de ménage femmes et 22% des chefs de ménage homme. Enfin, un quart des chefs de ménage a arrêté, réduit ou retardé les dépenses de produits laitiers et autres aliments spéciaux pour enfant (Graphique 23).



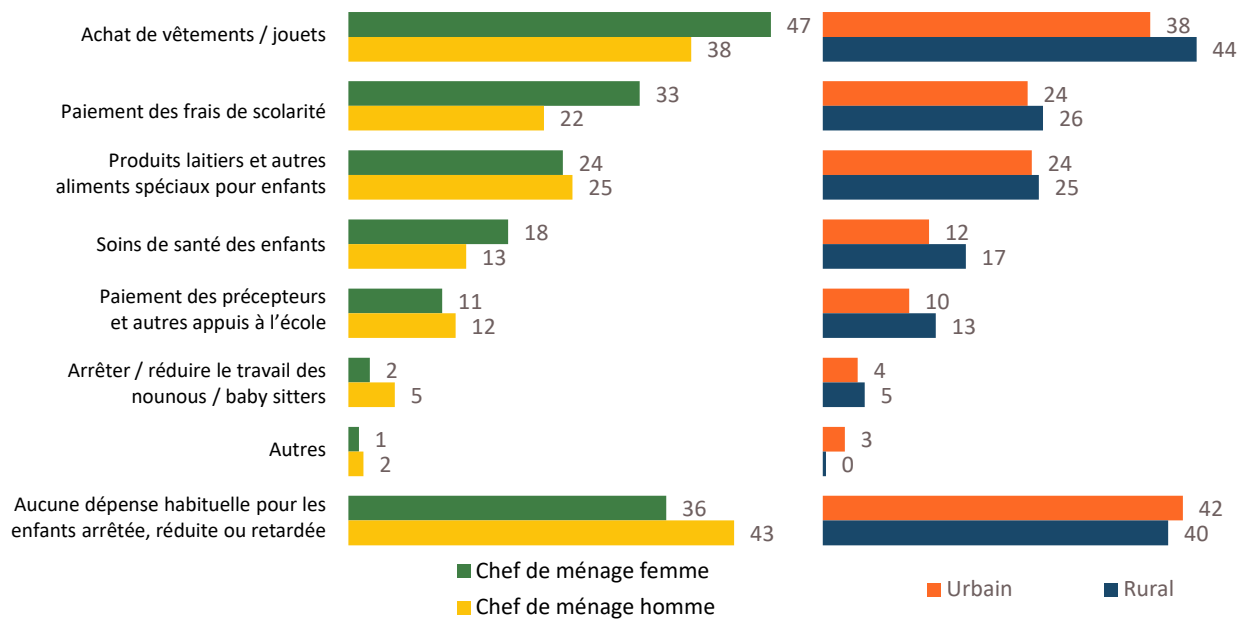
GRAPHIQUE 22

Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage pour les enfants par sexe du chef de ménage (%)



GRAPHIQUE 23

Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage pour les enfants par sexe du chef du ménage et le milieu de résidence (%)



Près de la moitié (44%) des chefs de ménage ruraux ont arrêté, réduit ou retardé les dépenses liées aux vêtements ou jouets pour enfants contre 38% des ménages urbains. Quel que soit le milieu, au moins un quart des chefs de ménage a diminué les dépenses liées au frais de scolarité (26% en milieu rural et 24% en milieu urbain) et à celles relatives à l'alimentation spécifique aux enfants

(25% en milieu rural et 24% en milieu urbain). A noter que quel que soit le milieu, plus de deux chefs de ménage sur 5 n'ont réduit, stoppé ou retardé aucune dépense habituelle liée aux enfants (42% en milieu urbain et 40% en milieu rural).

10. STRATEGIE D'ADAPTATION DES MENAGES

Les stratégies d'adaptation sont des mécanismes que les ménages mettent en place en temps de crise pour pallier leurs effets négatifs et permettre à ses membres de continuer à vivre.

Ces stratégies d'adaptation peuvent sauver des vies et certaines sont réversibles une fois la crise passée (baisse de la quantité ou qualité de l'alimentation par exemple) d'autres ne le sont pas (vente de biens de production, migration ou mariage des enfants) et peuvent mener jusqu'à la dissolution complète du ménage. La crise induite par la pandémie COVID-19 a obligé les ménages à mettre en place un certain nombre de stratégies d'adaptation dont la fréquence et l'intensité dépendent de la situation économique du ménage avant la crise. Dans le questionnaire de cette enquête, nous avons listé 10 stratégies d'adaptation (voir questionnaire en annexe 1).

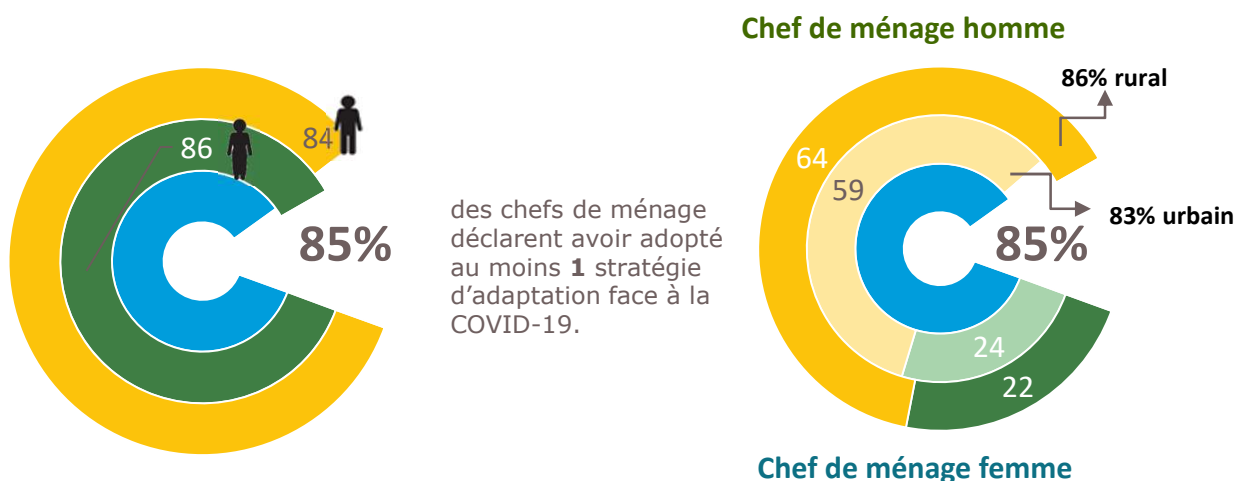
La collecte des données de cette enquête a été réalisée entre le 12 août 2020 et le 16 septembre 2020 soit 5 mois après le début de la crise, ce qui a laissé le temps aux ménages de développer des stratégies d'adaptation.

10.1. Nombre de stratégies d'adaptation mises en place par les ménages

Plus de 8 chefs de ménage sur 10 déclarent que leur ménage a adopté au moins une stratégie d'adaptation spécifique depuis le début de la crise de la COVID-19 (graphique 24), l'ordre de grandeur est le même pour les chefs de ménage hommes ou femmes, en milieu rural ou en milieu urbain.

GRAPHIQUE 24

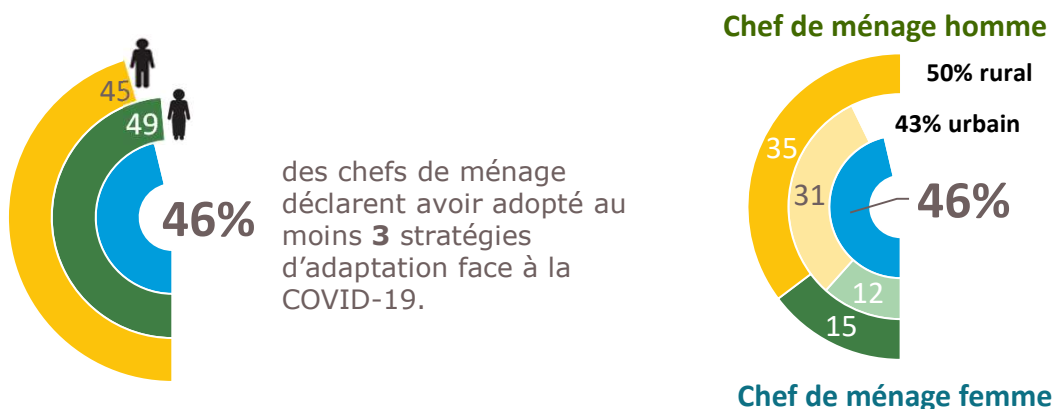
Adoption d'au moins 1 stratégie d'adaptation des ménages et selon le sexe du chef de ménage (%)



46% des chefs de ménage ont adapté 3 stratégies d'adaptation ou plus, le phénomène est plus marqué en milieu rural (50%) qu'en milieu urbain (43%).

GRAPHIQUE 25

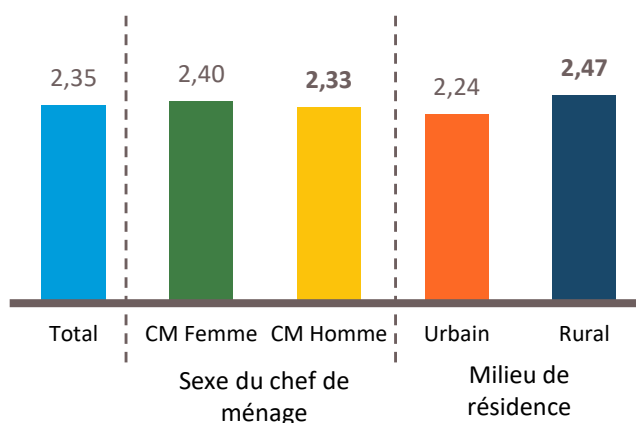
Adoption d'au moins 3 stratégies d'adaptation des ménages et selon le sexe du chef de ménage (%)



Le nombre moyen de stratégies d'adaptation mise en place par les chefs de ménages Ivoirien est de 2,4 sur les 10 listées dans le questionnaire et les chefs de ménage ruraux ont déployé légèrement plus de stratégies différentes que les chefs de ménage urbains (2,5 stratégies en moyenne pour les chefs de ménage ruraux et 2,2 pour les chefs de ménage urbains) (Graphique 26).

GRAPHIQUE 26

Nombre moyen de stratégies d'adaptation



10.2. Types de stratégies d'adaptation mises en place par les ménages

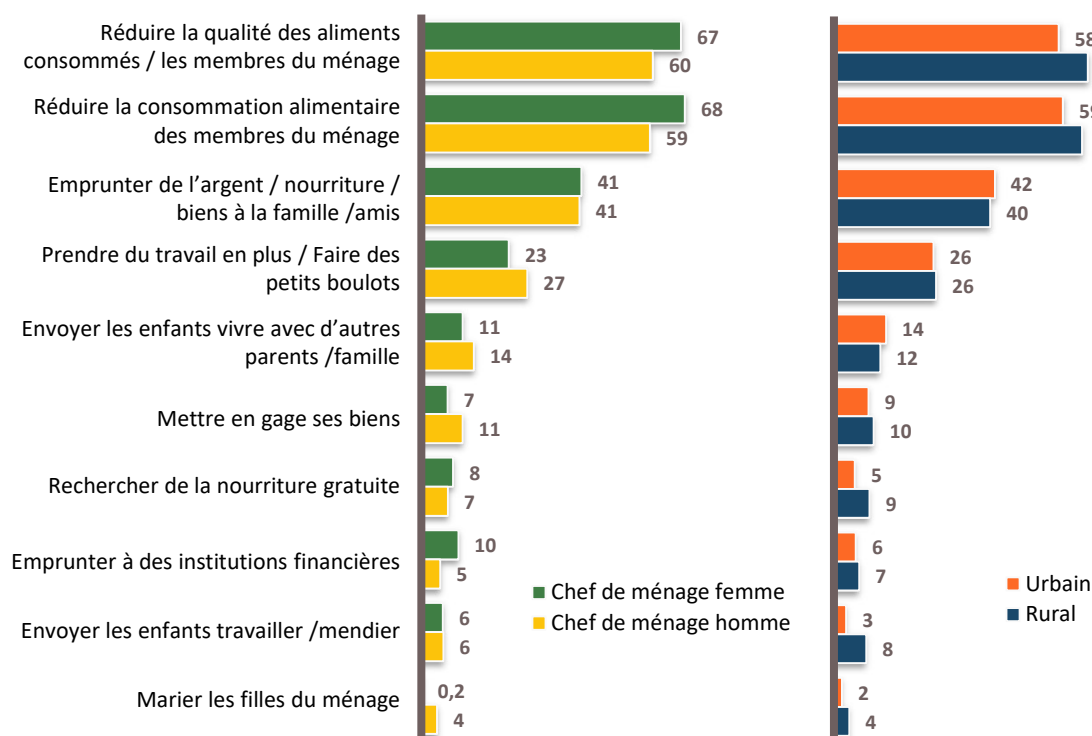
Parmi les stratégies adoptées par les chefs de ménage, les plus fréquentes sont la réduction de la qualité et de la quantité de l'alimentation avec 62% des chefs de ménages impactés. Cette stratégie est plus appliquée lorsque les chefs de ménages sont des femmes (67% réduisent la qualité et 68% la quantité) que des hommes (60% réduisent la qualité et 59% la quantité). Le milieu rural a particulièrement réduit la qualité et la quantité de l'alimentation par rapport au milieu urbain (66% de réduction de quantité pour 58% en milieu urbain et 64% de réduction de qualité contre 59 en milieu urbain - Graphique 27). Quatre chefs de ménage sur 10 déclarent avoir dû emprunter de l'argent, de la nourriture ou des biens à leurs proches, le phénomène est légèrement plus marqué en milieu urbain car il concerne 42% des chefs de ménage pour 40% en milieu rural.

Les ménages dirigés par des hommes ont eu plus recours aux stratégies visant à prendre du travail supplémentaire ou à mettre des biens en gage que les ménages dirigés par les femmes.

Quatorze pour cent des chefs de ménage hommes ont envoyé des enfants vivre ailleurs, pour 11% des chefs de ménage femme. De même, 4% des chefs de ménage hommes ont pratiqué le mariage de filles comme stratégie d'adaptation depuis le début de la crise pour seulement 0,2% des chefs de ménage femme. Les chefs de ménage femme ont préservé plus que les hommes la composition de leur foyer. Néanmoins, 6% des chefs de ménage quel que soit le sexe ont envoyé des enfants mendier ou travailler.

GRAPHIQUE 27

Stratégie d'adaptation des ménages selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence du ménage (%)



Si après quelques mois de crise les comportements radicaux vis-à-vis de enfants sont déjà aussi visibles, il est à craindre que leur prévalence n'augmente avec la durée de la crise. En effet, les ménages risquent d'atteindre leurs limites de réajustements internes

(réduction alimentaire par exemple), avant de passer plus fréquemment à des recours externes (dons, emprunts, ventes de biens) pour finalement mettre en place à ces stratégies radicales si néfastes aux enfants, si des mesures d'accompagnement adéquates ne sont pas mises en place.

11. TÂCHES DOMESTIQUES

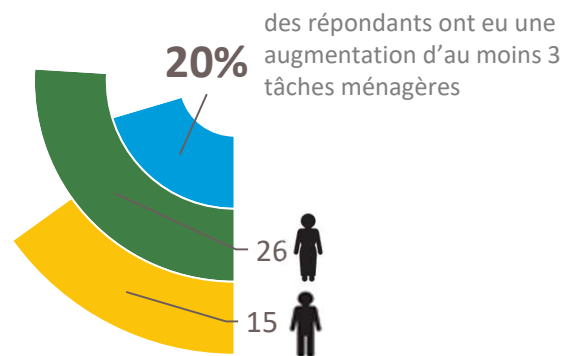
Le travail domestique non rémunéré est effectué chaque jour dans le monde entier et est essentiel au bien-être d'une société. La majorité des tâches telles que le nettoyage, la cuisine et la garde et l'assistance aux enfants ou aux personnes âgées sont exécutées par des femmes et des filles et ne sont généralement pas rémunérées. Depuis le début de la crise de COVID-19, la fermeture des écoles, le confinement à domicile le cas échéant et le couvre-feu ont été des mesures qui ont bouleversé la vie quotidienne des ménages et obligé les populations à des réaménagements importants de leur façon de vivre et gérer leur temps au sein de leur foyer. La pandémie a mis en évidence le rôle essentiel des soins et tâches domestiques particulièrement accrus en temps de crise sanitaire. Contrairement aux crises humanitaires précédentes, avec la COVID-19, ces tâches et soins domestiques sont une dimension clé de la réponse d'urgence, compte tenu de la fermeture des écoles, de la vulnérabilité des personnes âgées et des restrictions de mobilité limitant la disponibilité des travailleurs domestiques. La pandémie contraint aussi les populations et communautés à renforcer l'hygiène individuelle et collective à travers le strict respect des mesures barrières et de distanciation sociale. L'adoption de ces mesures pour freiner voire stopper la propagation du virus conduit à une augmentation du temps consacré à l'entretien et nettoyage des locaux de résidence des ménages. En conséquence, de nombreuses femmes et hommes dans le monde sont devenus enseignants à domicile, infirmières et cuisiniers, entre autres, avec une charge de travail augmentant considérablement, quasiment sans possibilité de sous-traitance des activités ménagères au risque d'introduire l'infection à domicile.

Ce volet de la présente enquête vise à analyser si la population vivant en Côte d'Ivoire consacre plus ou moins de temps qu'avant la crise à une série de 8 activités liées aux tâches domestiques et activités de soins du ménage.

20% des répondants ont connu une augmentation de l'intensité du travail domestique et de soins non rémunérés (mesurée en effectuant au moins trois activités domestiques ou de soins) depuis la propagation de la COVID-19, comme indiqué dans le graphique 28. Ces activités sont plus réalisées par les femmes (1 sur 4) que par les hommes (moins de 1 sur 5).

GRAPHIQUE 28

Augmentation d'au moins 3 tâches ménagères selon le sexe (%)



Les études menées par ONU Femmes¹⁸ dans les autres régions du monde ont montré que si la charge des tâches et soins domestiques restent principalement dévolue aux femmes, les hommes pendant cette crise de la COVID-19, ont augmenté également de façon conséquente le temps qu'ils consacrent habituellement à certaines de ces tâches. Ainsi, il faut noter qu'entre 8 et 18% d'hommes enquêtés ont déclaré consacrer plus de temps aux tâches ménagères (nettoyage des locaux, 17%, courses, 11% et chercher de l'eau et du bois, 8%, préparation des repas, 8%).

Le nettoyage et l'entretien du logement est la tâche qui a pris plus de temps qu'avant la COVID 19 pour le plus de répondants, 24% sont concernés, 31% des femmes et 17% des hommes. Suivent ensuite les tâches liées aux enfants : les femmes ont plus augmenté que les hommes le temps consacré à s'occuper des enfants de tout âge, mais les hommes se sont investis autant que les femmes pour l'instruction des enfants, 12% des hommes et 12% des femmes ont consacré plus de temps à instruire leurs enfants, et 2% des hommes et 2% des femmes se sont mis à le faire alors qu'ils ne le faisaient pas avant.

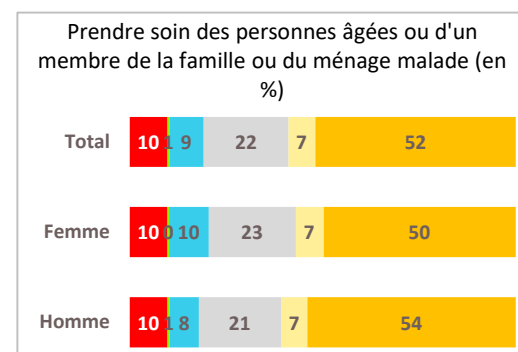
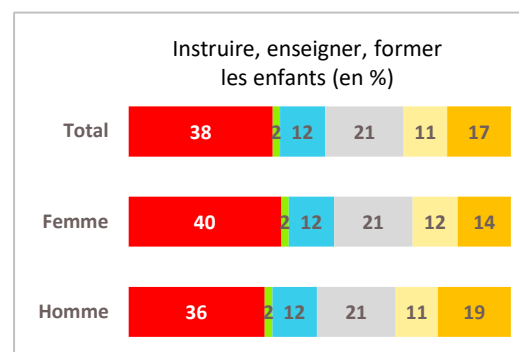
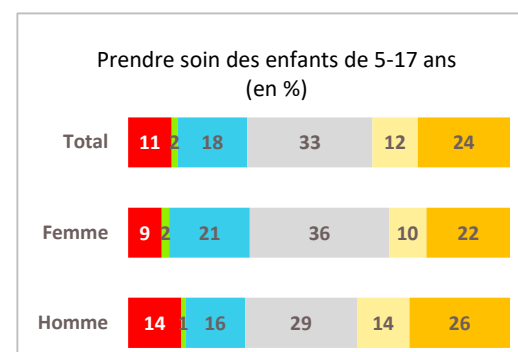
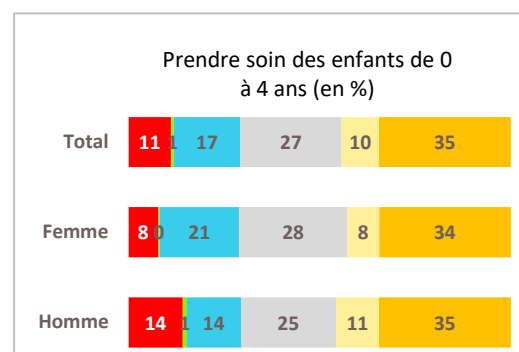
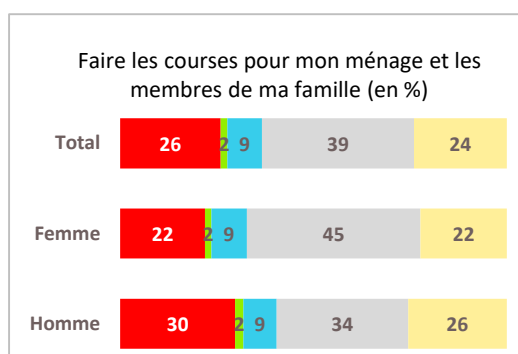
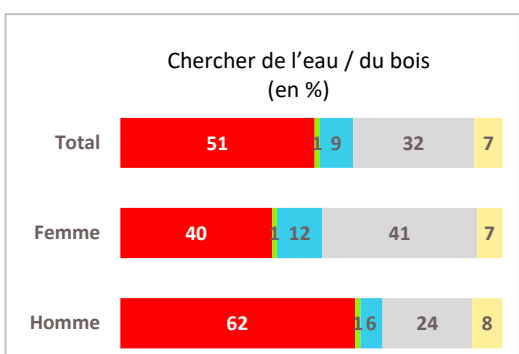
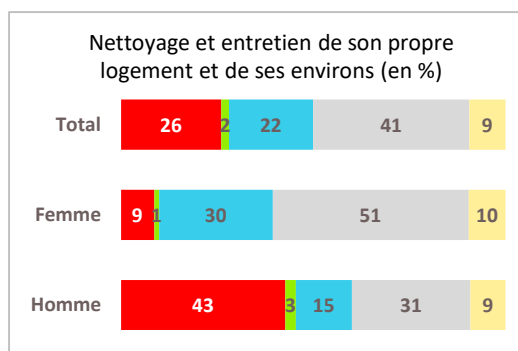
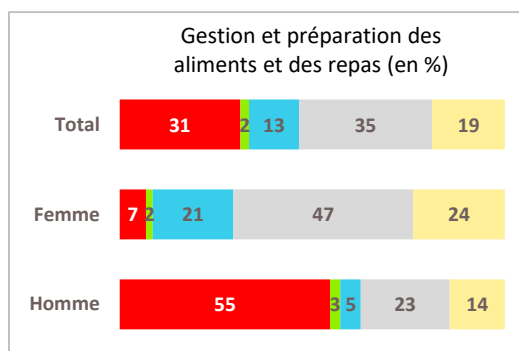
Il est à noter que si les hommes s'investissent dans les tâches liées aux enfants ou aux personnes âgées en proportion relativement proche des femmes, ce n'est pas le cas pour les tâches de cuisine, ménage, corvée d'eau et de bois et courses. Par exemple, 55% des hommes ne s'occupent pas des repas contre 7% des femmes et 43% des hommes ne gèrent pas le nettoyage de leur logement pour seulement 9% des femmes.

¹⁸Unlocking the lockdown: The gendered effects of COVID-19 on achieving the SDGs in Asia and the Pacific
- The impact of COVID-19 on women's and men's lives and livelihoods in Europe and Central Asia, both reports available <https://data.unwomen.org/>

GRAPHIQUE 29

Changement dans le temps consacré aux tâches domestiques selon le sexe (%)

■ Je ne le fais pas ■ Je ne le faisais pas avant ■ Plus de temps
■ Temps est resté le même ■ Moins de temps ■ Pas d'enfant/ personne âgée



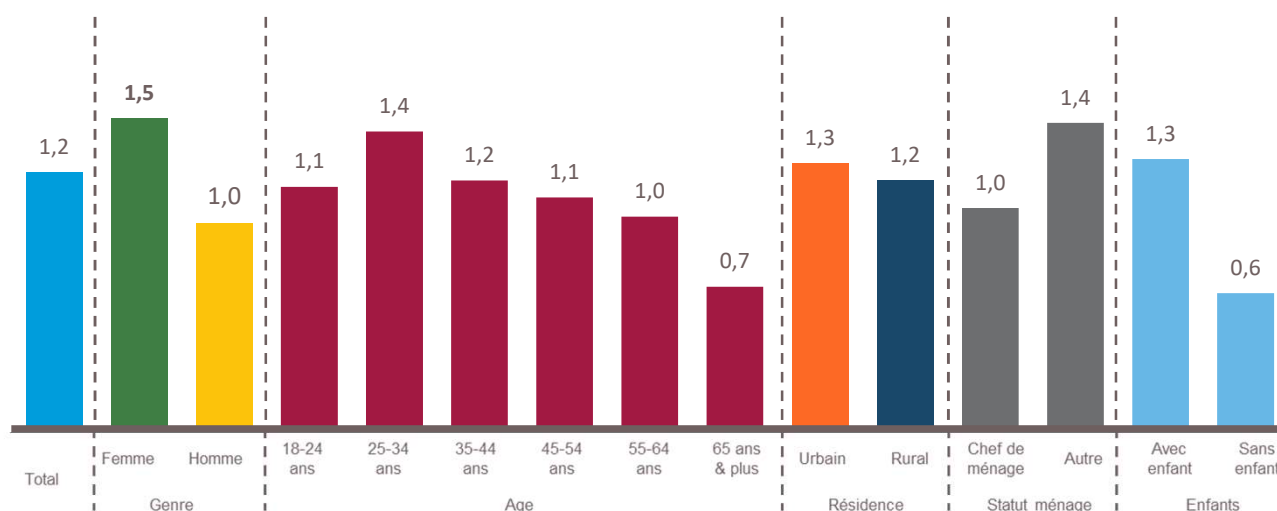
Le nombre moyen de tâches dont le temps a augmenté est de 1,2 sur 8 pour l'ensemble de la population interrogée (Graphique 30).

En Côte d'Ivoire, pendant cette période de propagation de la COVID-19, le fardeau des activités ménagères repose de manière prépondérante sur les populations aux profils suivants dont le nombre d'activités entreprises est supérieur à la moyenne de l'enquête :

(i) les femmes (en moyenne 1,5 tâches dont le temps a augmenté) ; (ii) les populations en âge d'activité (1,4 pour les 25-34 ans) ; (iii) les personnes vivant dans les ménages avec enfants (1,3) ; (iv) les personnes vivant dans le milieu urbain (1,3).

GRAPHIQUE 30

Nombre moyen de tâches domestiques dont le temps a augmenté



12. EFFETS SUR LA SANTE

Toute personne a le droit de jouir du meilleur état de santé susceptible d'être atteint, lui permettant de vivre dans la dignité. Le droit à la santé est indissociable du droit à la vie et la COVID-19 met à l'épreuve la capacité des États à protéger ce droit. La maladie affecte de manière disproportionnée les femmes et les filles pour de multiples raisons :

(1) Devant assumer davantage de responsabilités dans le cadre familial, elles sont exposées à des risques d'infection plus importants. (2) Au niveau global, elles représentent 70 % de la main d'œuvre du secteur de la santé ce qui les met en contact direct avec les personnes infectées. (3) Les femmes et filles enceintes et celles qui viennent d'accoucher peuvent être particulièrement vulnérables aux maladies infectieuses, en particulier si elles ont des maladies respiratoires existantes, et sont susceptibles d'avoir un contact régulier avec les services de santé les exposant à des risques.

Par ailleurs, les systèmes de santé surchargés, la réaffectation des ressources, et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont aussi nui à la santé et aux droits des femmes et des filles notamment en matière de sexualité et de procréation, y compris leur accès aux soins maternels et infantiles; aux soins liés à l'avortement sécurisé ; aux informations et à l'éducation concernant la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation ; à la contraception et aux médicaments pour le traitement du VIH/sida et autres infections sexuellement transmissibles. Avant la crise, malgré des avancées dans le domaine, le système de santé ivoirien demeurait fragile comme le montrent certains indicateurs. Ainsi, selon la banque mondiale, le taux de mortalité infantile avant l'âge de 5 ans est de 79.3 pour 1000 en Côte d'Ivoire.

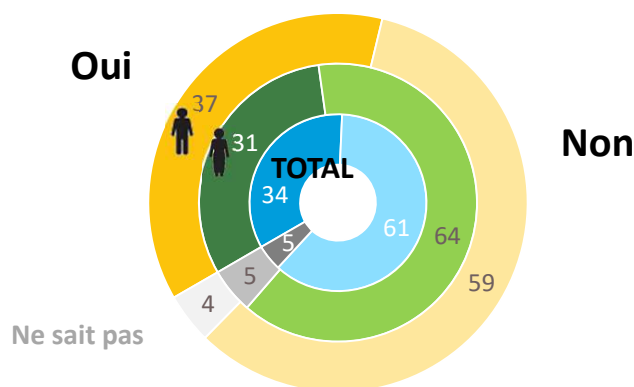
Cette section du rapport a pour objectif de présenter les données sur la perception de la vulnérabilité de l'individu face à la COVID-19, les effets sur la santé psychologique et sur l'accès aux soins médicaux, y compris les soins de santé sexuelle et reproductive.

12.1. Perception du risque d'attraper la COVID-19

34% des répondants disent se sentir à risque d'attraper la COVID-19, dont 31% des femmes et 37% des hommes (Graphique 31). 42% des personnes vivant avec au moins une incapacité se sentent à risque d'attraper la COVID-19, 40% des femmes et 45% des hommes (Tableau 13.2 en annexe).

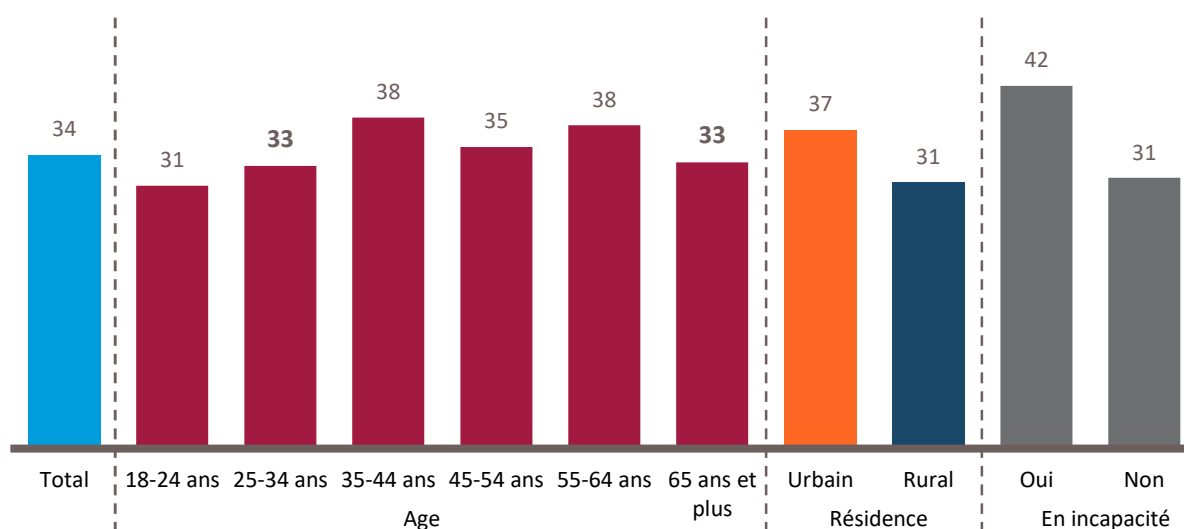
GRAPHIQUE 31

Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus par sexe (%)



GRAPHIQUE 32

Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus par âge, milieu de résidence et incapacité (en %)



Plus le niveau d'instruction augmente, plus le sentiment du risque d'attraper la COVID-19 est élevé : 32% pour les non instruits jusqu'à 48% pour les répondants ayant fait des études supérieures (Tableau 13.1 en annexe). Les personnes les plus instruites ont plus facilement accès à l'information sur internet, donc probablement plus d'informations sur l'étendue de la pandémie dans le monde, ce qui renforce sûrement leur inquiétude.

De même, les populations urbaines se sentent plus à risque d'attraper le virus que les ruraux (37% contre 31%) (Graphique 32). Ceci est bien sûr lié à la densité de population dans les villes et au fait que c'est dans les villes que la prévalence de la pandémie est la plus importante. Les 35-64 ans se sentent plus à risque d'attraper la COVID-19 que la population globale.

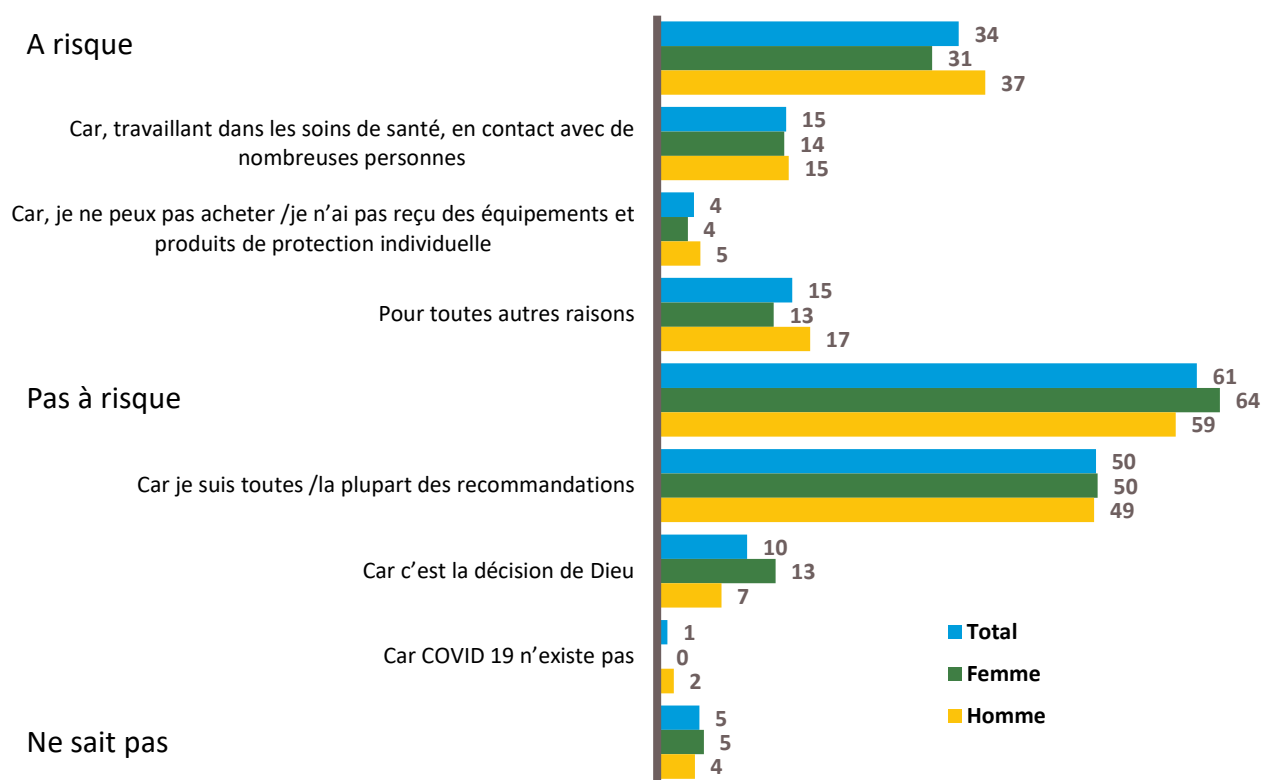
Chaque répondant a donné les raisons pour lesquelles elle/il se sentait ou non à risque d'attraper le virus de la COVID-19 : 15% des répondants se sentent à risque car travaillant dans le milieu de la santé, 15% des personnes se sentent à risque mais sans raisons spécifiques qui expliqueraient ce sentiment.

Près des deux-tiers (61%) des personnes, dont 64% de femmes et 59% d'hommes ne se sentent pas à risque d'attraper la COVID-19 ; la moitié car elles observent les recommandations sanitaires préconisées et 10% s'en remettent à la décision de Dieu (13% chez les femmes). Cinq pour cent des personnes ne savent pas si oui ou non elles sont à risque d'attraper la COVID-19, ce qui montre une certaine indifférence. Cette perception d'être ou non à risque d'attraper la COVID-19 est détaillée dans le graphique 33.



GRAPHIQUE 33

Raison pour lesquelles on se sent ou non à risque d'attraper le coronavirus par sexe selon l'âge, le milieu de résidence et l'incapacité (en%)



12.2. Effets sur la santé psychologique

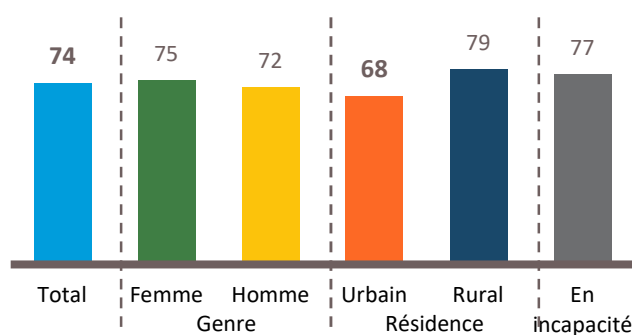
74% des répondants disent que leur propre santé psychologique/mentale/émotionnelle (le stress, l'anxiété, etc.) a été affectée par la crise COVID-19. Les femmes (75%) sont plus nombreuses à déclarer être affectées émotionnellement et psychologiquement par la COVID-19 que les hommes (72%) (Graphique 34).

Bien que le nombre de cas de COVID-19 soit plus important en milieu urbain qu'en milieu rural, les répondants ruraux sont plus affectés psychologiquement par la crise que les urbains (79% contre 68%). La régulation des transports inter urbains et inter régionaux mis en place et les difficultés d'accès aux soins et à l'éducation sont certainement des facteurs augmentant le stress et l'anxiété des populations rurales.

Le niveau de stress lié à la COVID-19 est aussi très élevé parmi les personnes vivant avec une incapacité. Plus des trois-quarts (77%) d'entre elles se sentent émotionnellement et psychologiquement affectées par la COVID-19, dont 78% des femmes et 76% des hommes (graphique 34 et tableau 14.2).

GRAPHIQUE 34

Impact psychologique de la COVID-19 selon le sexe, le milieu de résidence et l'incapacité (en %)



12.3. Effets sur l'accès aux soins médicaux

12.3.1. Accès aux soins de santé des membres du ménage

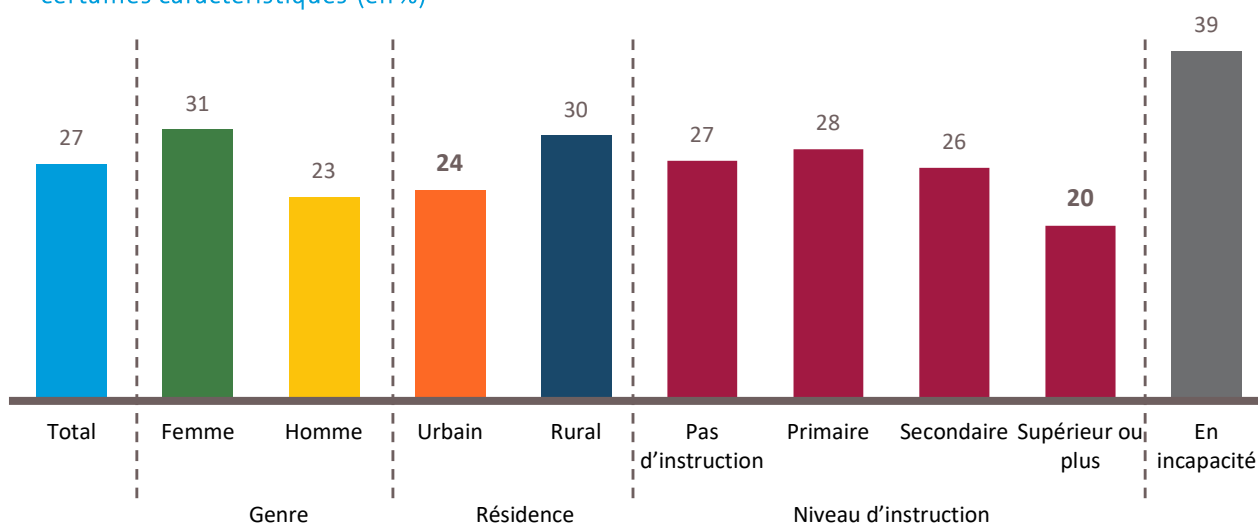
27% des répondants qui ont eu besoin de soins médicaux, 31% des femmes et 23% des hommes, déclarent avoir eu des difficultés voire impossibilités d'accès aux services.

L'accès aux services de santé est plus difficile voire impossible depuis le début de la crise en partie à cause des postes de santé qui ont limité leurs services voire les ont suspendus, en plus des médecins qui ont été mis en quarantaine.

Ce phénomène est bien plus marqué pour les populations rurales (30%) que pour les populations urbaines (24%), mais surtout pour les personnes vivant avec au moins une incapacité (39%) (Graphique 35). Les femmes porteuses d'une incapacité sont particulièrement touchées, 45% ont eu des difficultés d'accès aux soins contre 32% des hommes (Tableau 15.2).

GRAPHIQUE 35

Accès difficile ou impossible aux soins médicaux pour les personnes qui en ont eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)



12.3.2. Accès aux soins de santé pour les enfants du ménage

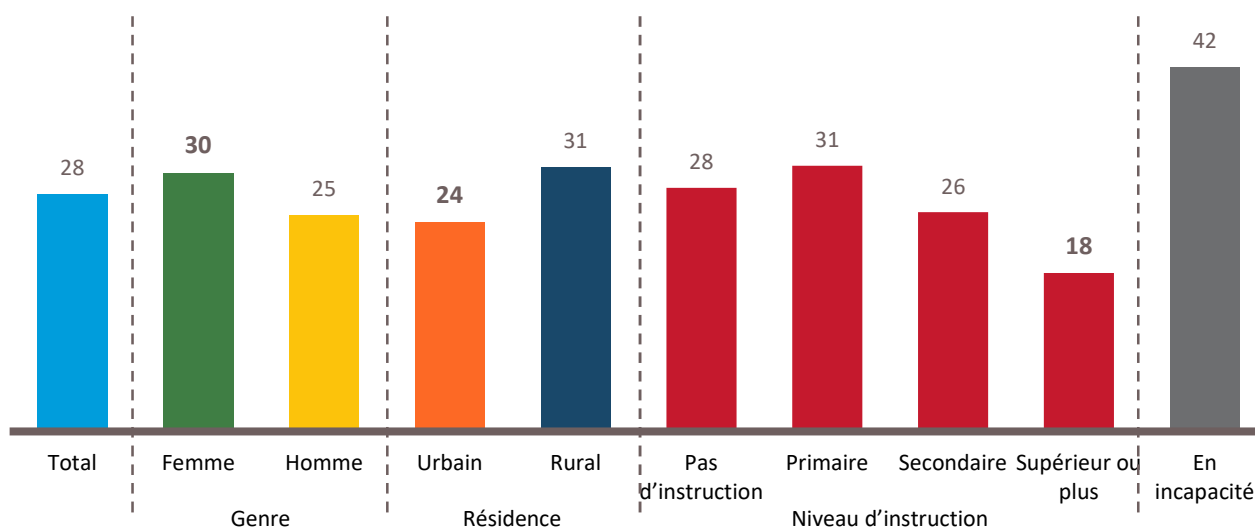
28% des répondants qui ont eu besoin de soins médicaux pour les enfants déclarent avoir eu des difficultés voire l'impossibilité d'accès aux services de santé, 30% des femmes et 25% des hommes (graphique 36). Par contre, 42% des personnes vivant avec au moins une incapacité ont rapporté avec eu des difficultés à accéder à des services de soin pour enfants dont 47% de femmes et 36% d'hommes (Tableau 16.2).

L'accès aux soins médicaux pour les enfants a également été bien plus difficile pour les populations rurales (31%) que pour les populations urbaines (24%).



GRAPHIQUE 36

Accès difficile ou impossible aux soins médicaux pour les enfants qui en ont eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)



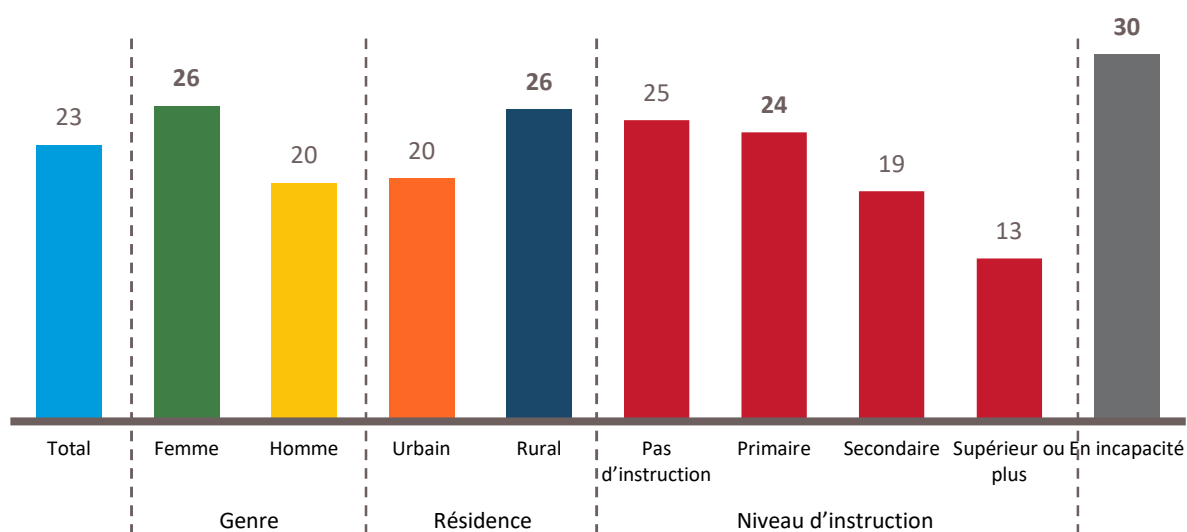
12.3.3. Accès aux services de santé de la reproduction

23% des répondants qui avaient besoin de soins liés à la santé de la reproduction (contraception, dépistage et traitement des MST et du VIH, traitement de l'infertilité, soins aux survivantes de violences basées sur le genre, soins liés à la

grossesse), n'ont pas pu ou ont eu des difficultés d'accès aux services de planification, 26% des femmes et 20% des hommes. L'accès à ces services a été plus difficile pour les populations rurales (26%) que pour les populations urbaines (20%) (Graphique 37).

GRAPHIQUE 37

Accès difficile ou impossible aux services de planification familiale pour les personnes en ayant eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)



13. EFFETS SUR LA DISCRIMINATION, LA SANTE ET LA VIOLENCE

13.1. Discrimination

La discrimination est au cœur des inégalités en termes d'obtention et de jouissance des droits de l'homme. L'élimination de la discrimination est inscrite dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans les principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Dans le programme de développement durable à l'horizon 2030, les chefs d'État et de gouvernement se sont fermement engagés à « ne laisser personne de côté », à « éliminer la discrimination » et à mettre en œuvre le programme « d'une manière compatible avec les droits et obligations des États selon la loi internationale »¹⁹. La collecte de données sur la prévalence de la discrimination (indicateur ODD 10.3.1 / 16.b.1) est essentielle en tant qu'étape vers la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 et contribue aux efforts des Nations Unies pour protéger les personnes et reconstruire mieux compte tenu de la COVID-19. En outre, les données sur la prévalence de la discrimination ventilée par groupes vulnérables et marginalisés sont particulièrement importantes pour garantir que les défis auxquels ces groupes sont confrontés sont identifiés et traités.

La COVID-19 et ses conséquences ont touché certains groupes de façon disproportionnée, ce qui fait ressortir des inégalités structurelles sous-jacentes et des discriminations omniprésentes, qu'il convient de combattre, pendant la riposte comme au lendemain de la crise. Comme rappelé par le Secrétaire Général des Nations Unies²⁰, dans toutes les sphères, qu'il s'agisse de la santé, de l'économie, de la sécurité ou encore de la protection sociale, les ravages causés par la COVID-19 sont encore plus graves pour les femmes et les filles, du seul fait de leur genre. Gagnants généralement moins d'argent que les hommes, elles ressentent particulièrement les effets économiques

de la pandémie. La réaffectation des ressources et des priorités, y compris les services de santé sexuelle et procréative, a des répercussions sur leur santé. La charge des soins non rémunérés s'est accrue et les violences de genre ont connu, au niveau global, une augmentation exponentielle sous l'effet des pressions économiques et sociales engendrées par la pandémie de COVID-19.

13.1.1 Sentiment d'avoir été victime de discrimination

22% des répondants ont le sentiment d'avoir été victime de discrimination depuis le début de la crise liée à la COVID-19, il n'y a pas de différence entre les femmes et les hommes. Par contre, 27% des personnes vivant avec au moins une incapacité, de manière équivalente entre les hommes et les femmes, se sont senties victimes de discrimination depuis le début de la crise (Graphique 38 – Tableau 18.2).

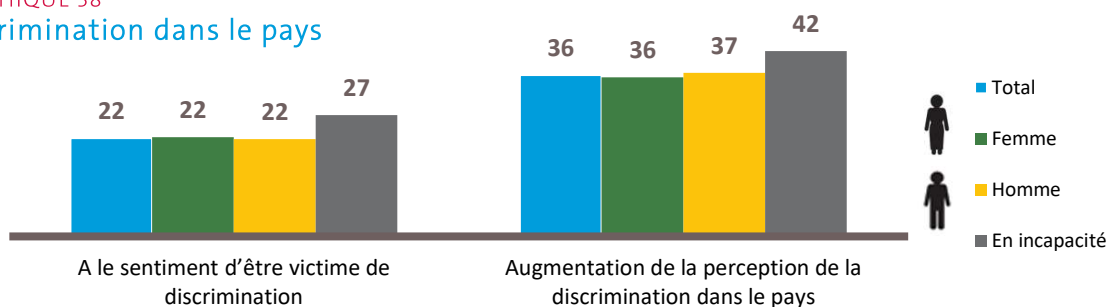
13.1.2. Augmentation de la discrimination dans le pays

Plus du tiers (36%) de la population interrogée affirme avoir ressenti une augmentation de la discrimination dans le pays avec presque aucune différence entre les femmes et les hommes. Par contre, ici aussi, 42% des personnes vivant avec au moins une incapacité affirment avoir ressenti une augmentation de la discrimination dans le pays, dont 42% des femmes vivant avec au moins une incapacité et 41% des hommes (Tableau 19.2).

Le sentiment d'une augmentation de la perception de discrimination dans le pays est beaucoup plus élevé que le sentiment d'être victime de discrimination comme le montre le graphique 38.

GRAPHIQUE 38

Discrimination dans le pays (%)



¹⁹Résolution 70/1 de l'Assemblée générale, Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030 A/ RES / 70/1 (25 septembre 2015).

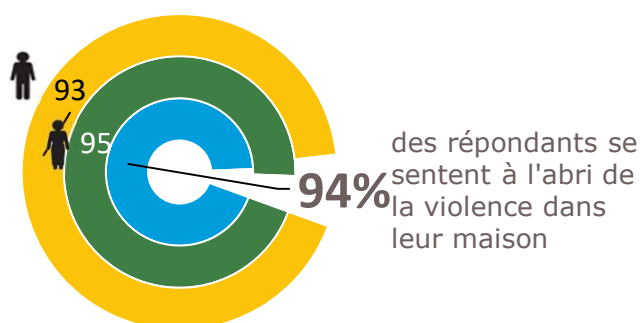
²⁰Nations Unies, Note de synthèse: l'impact de la COVID-19 sur les femmes, 9 avril 2020

13.2. Sécurité

94% des répondants se sentent en sécurité dans leur maison (Graphique 39). Dans l'ensemble, les femmes se sentent légèrement plus en sécurité que les hommes (95% contre 93%). 93% des répondants vivant avec au moins une incapacité se sentent en sécurité chez eux, 94% des femmes et 92% des hommes (Tableau 23.2).

6% des répondants ne se sentent pas en sécurité dans leur maison, 5% des femmes et 7% des hommes. Les causes de cette inquiétude les plus citées sont liées au fait d'habiter un quartier très peuplé où les enfants jouent et se déplacent (30%) et à une augmentation de la criminalité dans le quartier de résidence (33%) (Tableau 24 en annexe).

GRAPHIQUE 39
Impact sur la sécurité (%)



13.3. Menaces par les forces de l'ordre

11% des répondants déclarent avoir subi des menaces de violence de la part de la police ou d'agents de sécurité dans le cadre de la mise en place de restrictions pour répondre à la COVID-19 (restriction de mouvement, couvre-feu, fermeture de certains locaux), c'est un peu plus marqué chez les hommes que chez les femmes. Cette proportion monte à 13% chez les personnes présentant au moins une incapacité, dont 10% des femmes et 16% des hommes, ce qui contribue à expliquer leur sentiment accru d'avoir été victime de discrimination (Graphique 40 – Tableau 20.2).

GRAPHIQUE 40
Menaces par les forces de l'ordre (%)



13.4. Violence au sein des ménages

La violence à l'égard des femmes et des filles persiste dans tous les pays du monde en tant que violation des droits humains et constitue un obstacle majeur à la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Avant l'apparition de la COVID-19, la violence domestique contre les femmes et les filles constituait déjà l'une des principales violations des droits humains. Au cours des 12 derniers mois, 243 millions de femmes et de filles (âgées de 15 à 49 ans) dans le monde ont été victimes de violence physique ou sexuelle²¹ de la part d'un partenaire intime. Une étude²² conduite dans six pays du Sahel a démontré que les violences conjugales qu'elles soient physiques ou verbales sont passées de 40,6 % avant la crise de la COVID-19 à 52,2 % durant la crise liée à la pandémie soit un taux d'accroissement de 12%. Alors que la pandémie de COVID-19 poursuit sa progression, ce nombre va vraisemblablement augmenter, entraînant de multiples répercussions sur le bien-être des femmes et des filles, leur santé sexuelle, reproductive et mentale, ainsi que sur leur capacité à participer et à diriger la relance de nos sociétés et de notre économie.

La collecte de données sur les types de violence contre les femmes et les filles, et surtout la violence domestique est essentielle pour donner la priorité à la lutte contre la violence perpétrée à l'encontre des femmes dans la riposte contre la COVID-19 et les efforts de relèvement.

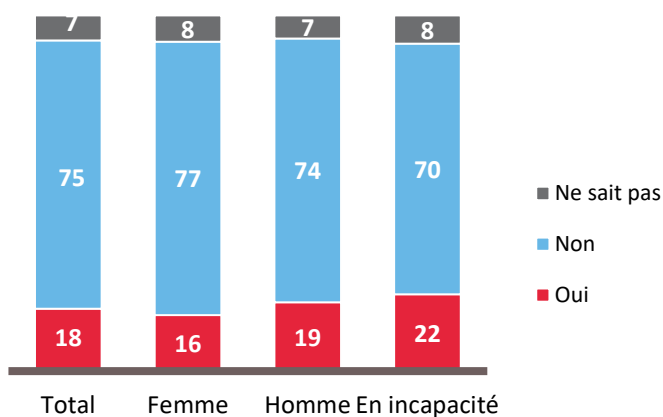
Cependant, collecter des données sur les violences domestiques est un exercice difficile, très spécifique et qui doit être pratiqué avec beaucoup de discernement, compte tenu du risque sécuritaire et d'accroissement de violence que cela peut faire courir aux répondants. Si la méthodologie utilisée (que ce soit par entretien face-à-face, par téléphone, ou autre) ne peut pas garantir la confidentialité, l'anonymat et la sécurité des répondants, il est fortement conseillé de ne pas collecter d'information, sous peine de les exposer à plus de violence, spécialement en période de restriction de mobilité où des femmes et des enfants peuvent être enfermés avec leur agresseur^{23,24}.

Dans cette étude, il n'y a pas de questions sur la prévalence de la violence domestique. Les questions posées ont porté sur la perception d'une augmentation de la violence domestique au sein des ménages de la communauté et sur la connaissance de lieu de recours en cas de violence. Les questions ont été posées aux femmes et aux hommes.

18% des répondants estiment que la violence au sein des ménages de leur communauté a augmenté depuis que la COVID-19 oblige les gens à rester plus chez eux. Ce sentiment est plus fréquent chez les hommes (19%) que chez les femmes (16%), et est plus ressenti en milieu rural (19%) qu'en milieu urbain (16%), (Tableau 21 en annexe). Près d'un quart (22%) des personnes atteintes d'au moins une incapacité estime que la violence au sein des ménages de leur communauté a augmenté.

GRAPHIQUE 41

Augmentation de la violence dans la communauté depuis le début de la COVID-19 (en %)



²¹ <https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-COVID-19-response>

²² Etude conduite par l'ONG Justice and Dignity for the Women of Sahel (JDWS): Juin 2020

²³ COVID-19 VAW Data decision tree, June 2020, UNFPA, UN Women and WHO

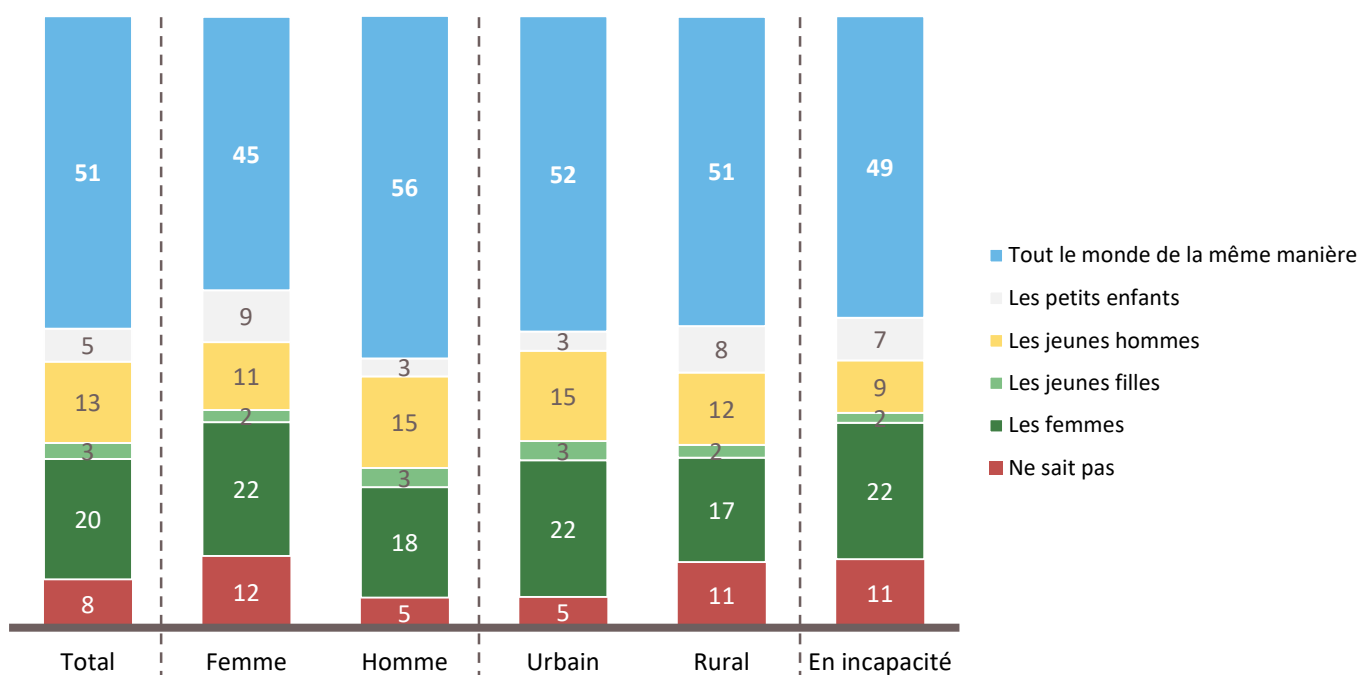
²⁴ Violence against Women and girls: data collection during COVID-19, April 2020, UN Women and WHO, Joint programme on violence against women

Parmi les personnes qui pensent que la violence a augmenté, 51% pensent que cette violence touche tout le monde de la même manière, sans discernement de sexe ou d'âge. 23% pensent que ce sont principalement les femmes et les jeunes filles qui sont les principales victimes.

Les femmes quant à elles considèrent, plus souvent que les hommes, que ce sont les femmes et les jeunes filles les principales victimes (24% contre 21%), ainsi que les personnes vivant en milieu urbain (25%) par rapport à celles vivant en milieu rural (19% - Graphique 42).

GRAPHIQUE 42

Personnes les plus affectées par la violence dans le ménage (en %)



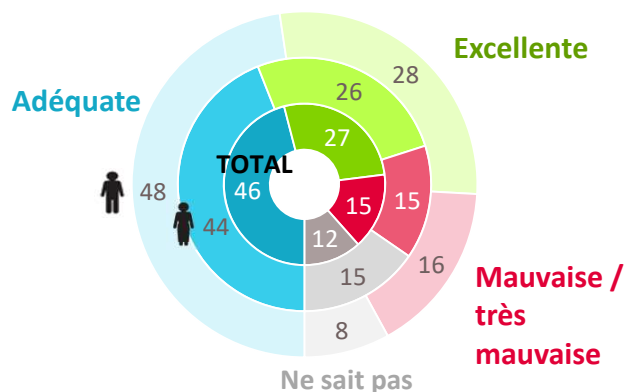
14. GOUVERNANCE DE LA CRISE DE LA COVID-19

14.1. Réponses du gouvernement sur la COVID-19

73% des répondants jugent la réponse du gouvernement à la crise de la COVID-19 excellente ou adéquate, les hommes plus fréquemment que les femmes (76% contre 70%).

GRAPHIQUE 43

Evaluation de la réponse du gouvernement (en %)



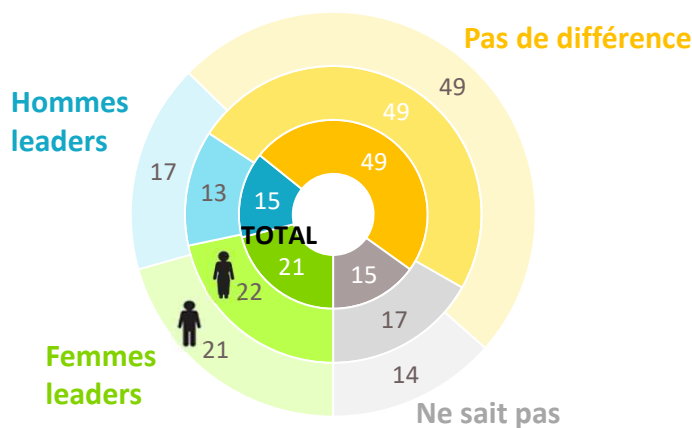
14.2. Leaders politiques féminins et leaders politiques masculins

21% des personnes interrogées pensent que les femmes leaders politiques sont bien plus à même de gérer une crise comme COVID-19 que les hommes leaders politiques (15%). Cette réponse a été citée par 22% des femmes et 21% des hommes. Ceci pourrait démontrer le changement de tendance qui s'opère dans la vie politique ivoirienne avec la mise en place de la loi sur la représentativité des femmes dans les assemblées élues ²⁵.

Cependant force est de constater qu'en fait pour près de la moitié de la population (49%), le fait d'être femme élue ou homme élu ne fait aucune différence dans la capacité à gérer la crise.

GRAPHIQUE 44

Choix des élus



²⁵ La loi sur la représentativité des femmes dans les assemblées élues de Côte d'Ivoire a été adoptée en juillet 2019.

ANNEXE 1: QUESTIONNAIRE

Bonjour, je m'appelle [NOM DE L'ENQUÊTEUR] et je travaille pour [NOM DE LA COMPAGNIE]. ONU Femmes, l'UNICEF et le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies mènent une enquête sur la façon dont les femmes et les hommes sont touchés par l'épidémie de COVID-19. Les résultats de cette enquête éclaireront les programmes de ces agences pendant et après la pandémie.

Participer à cette enquête prendra 20 minutes. Toutes vos réponses resteront strictement confidentielles. Si à un moment donné, vous ne vous sentez pas à l'aise de répondre à des questions, vous pouvez choisir de ne pas y répondre. Vous pouvez également choisir d'arrêter l'entretien à tout moment.

Nous apprécions vraiment votre contribution ! Êtes-vous d'accord pour participer ?

1-Oui

2-Non FIN DU QUESTIONNAIRE

Q1. Sexe

1. Homme
2. Femme

Q2. Quel est votre âge ?

__ [ANNEES] **SI MOINS DE 18 ANS FIN DE L'ENTRETIEN**

Q.3 Etes-vous de nationalité [NOM DU PAYS] ?

1. Oui
2. Non

Q4. Où vivez-vous actuellement?

1. Capitale/Grande ville
2. Petite ville
3. Village/milieu rural

Q5. Quel est votre niveau d'instruction ?

1. Pas d'instruction
3. Primaire
5. Secondaire
6. Supérieur ou plus
7. Autre

Q6. Quelle est votre situation matrimoniale ?

1. Célibataire
2. Marié(e) /en union monogame
3. Marié(e)/ en union polygame
4. Divorcé(e)/Séparé(e)
5. Veuf (ve)

Q7. Combien de personnes vivent avec vous ?

1. Je vis seul(e) ALLER A Q9
2. Nombre de personnes ____

Q8. Dans le ménage dans lequel vous résidez actuellement, êtes-vous :

1. Le/la chef de votre ménage
2. Le/la conjoint(e) du chef de votre ménage
3. Un enfant du chef de votre ménage
4. Un autre parent du chef de votre ménage
5. Sans lien de parenté avec le chef de votre ménage

Q9. Avez-vous des difficultés à faire l'une des choses suivantes : marcher, voir, entendre, se souvenir ou se concentrer, prendre soin de soi ou communiquer ?

1. Oui
2. Non

Informations sur COVID 19

Q10. Quelle est votre principale source d'information concernant COVID-19 (risques, action préventive recommandée, stratégies d'adaptation recommandées) ?

1. Internet & media sociaux
2. Sites web du gouvernement
3. Radio
4. Télévision/Journaux
5. Téléphone (texte ou appel)
6. Services de santé
7. Communauté, y compris familles et amis
8. ONG/Organisation de la société civile
9. Autre
10. Ne sait rien au sujet de COVID-19 [FIN DU QUESTIONNAIRE](#)

Activités économiques Individuelles

Les questions suivantes visent à découvrir comment vos sources de revenus personnels ont changé depuis LE DEBUT DE L'EPIDEMIE DE COVID-19

Q11. Quelle est habituellement votre PRINCIPALE source de revenus personnels ?

1. Travail salarié secteur privé informel
2. Travail salarié secteur privé formel
3. Travail salarié secteur public
4. Indépendant (formel, 1 seule personne)
5. Indépendant (informel, 1 seule personne)
6. Employeur micro-entreprise formelle de 2 à 9 employés
7. Employeur micro-entreprise informelle de 2 à 9 employés
8. Employeur entreprise formelle de 10 à + employés
9. Employeur entreprise informelle de 10 à + employés
10. Retraite/pensionnaire
11. Argent ou biens envoyés par la famille /amis vivant ailleurs dans le pays
12. Locations de logements, investissements ou économies
13. Aide du gouvernement ou autres paiements sociaux
14. Autres sources de revenus personnels
15. Je n'ai pas de sources de revenus [ALLER A Q13](#)

Q12. DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19, avez-vous eu des changements dans votre revenu personnel ?

1. Pas de changement dans les revenus
2. Augmentation des revenus
3. Diminution des revenus
4. J'ai perdu tous mes revenus

Q13. DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19, avez-vous reçu une aide quelconque du gouvernement ? Laquelle ?

1. Transferts d'espèces
2. Aide alimentaire
3. Appui au paiement de loyer/ arrêt de paiement de loyer
4. Matériel./Equipement de lutte anti-COVID (masques, gels, etc)
5. Non, rien

Q14 et Q15 POSÉES UNIQUEMENT À CEUX AYANT REPONDU de 4 à 9 A Q11. POUR LES AUTRES, ALLER A Q16

Q14. Quelle sera la PRINCIPALE conséquence de la crise sur votre entreprise, si la crise s'étend au-delà de 3 mois ?

1. Licenciement du personnel
2. Fermeture de l'entreprise
3. Baisse du chiffre d'affaire
4. Problème d'accès aux matières premières, marchandises, équipements, matériels de production
5. Hausse des prix des matières premières
6. Perte de marché et/ou de clients
7. Perte de fournisseurs
8. Détérioration de matériels, équipements, matières premières, marchandises
9. Non-respect des engagements (remboursement de dettes de crédits bancaires).
10. Autres

Q15. Quel est l'appui PRINCIPAL dont vous auriez-besoin pour amoindrir les chocs négatifs de la pandémie sur votre business ?

1. Moratoire sur le paiement des loyers/eau et électricité
2. Financement/Subvention des intrants
3. Financement à des taux subventionnés/Crédit pour mon entreprise
4. Suspension des obligations fiscales pour mon entreprise
5. Différer les échéanciers du remboursement des prêts bancaires
6. Autres (à Préciser) :
7. Rien

Questions spécifiques sur COVID-19

Q16. Pensez-vous que vous êtes personnellement à risque d'attraper le COVID-19 ? Pourquoi ?

1. Non, car je suis toutes/la plupart des recommandations (port de masque, lavage des mains, distanciation sociale, ne sort que si nécessaire)
2. Non, car c'est la décision de Dieu
3. Non, car COVID 19 n'existe pas
4. Oui (car, travaillant dans les soins de santé, en contact avec de nombreuses personnes)
5. Oui, (car, je ne peux pas acheter/ je n'ai pas reçu des équipements et produits de protection individuelle, par exemple désinfectant, masques, gants)
6. Oui (pour toutes autres raisons)
7. Ne sait pas

A LA SUITE DE COVID-19, avez-vous personnellement subi l'une des conséquences suivantes ?

Q17. Ma propre santé psychologique/mentale/émotionnelle a été affectée (par exemple, le stress, l'anxiété, etc.)

1. Oui
2. Non

Q18. Je n'ai pas pu /il m'a été difficile accéder aux services médicaux/consultations ou similaires

1. Oui
2. Non
3. Pas recherché de services médicaux

Q19. Mon ménage n'a pas pu/ il a été difficile pour mon ménage d'accéder aux soins médicaux pour les enfants

1. Oui
2. Non
3. Pas eu besoin de soins médicaux

Q20. Je n'ai pas pu /il m'a été difficile accéder aux services habituels de santé de la reproduction ou de planification familiale (par exemple, contraception, dépistage et traitement des MST et du VIH, traitement de l'infertilité, soins aux survivantes de violences basées sur le genre, soins liés à la grossesse)

1. Oui
2. Non
3. Pas eu besoin de tels services

Q21. DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19, avez-vous ou un membre de votre ménage mis en pratique les comportements suivants pour répondre aux besoins de base de votre ménage ?

[REPONDRE OUI OU NON A CHAQUE COMPORTEMENT 1=Oui; 2=Non]

1. Réduire la consommation alimentaire des membres du ménage (taille des rations, certains membres du ménage mangent et d'autres non, réduction du nombre de repas journaliers, etc.)	1	2
2. Réduire la qualité des aliments consommés par les membres du ménage (moins de viande/de poisson, ou autres aliments chers)	1	2
3. Envoyer les enfants vivre avec d'autres parents/famille	1	2
4. Marier les filles du ménage	1	2
5. Rechercher de la nourriture gratuite (mendicité, faire les poubelles, etc.)	1	2
6. Prendre du travail en plus/Faire des petits boulots	1	2
7. Envoyer les enfants travailler/mendier	1	2
8. Emprunter de l'argent/nourriture/biens à la famille/amis	1	2
9. Emprunter à des institutions financières	1	2
10. Mettre en gage ses biens (outils de travail/bijoux ou autres objets de valeur)	1	2

Q22. Quelles sont les dépenses habituelles de votre ménage qui ont été arrêtées, réduites ou retardées DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19 ?

1. Paiement du loyer et autres services locatifs (électricité, eau, etc.)
2. Paiement de certains produits/services (abonnement télé/téléphone/ internet, sport, etc.)
3. Envoi d'argent à la famille
4. Evénements sociaux (mariage, baptêmes, etc.)
5. Dépenses pour soins de santé
6. Arrêter/réduire le personnel domestique
7. Autres
8. Aucune dépense habituelle arrêtée, réduite ou retardée

Q23. Et quelles sont les dépenses habituelles pour les enfants de votre ménage que vous avez arrêtées, réduites ou retardées DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19 ?

1. Paiement des frais de scolarité
2. Paiement des précepteurs et autres appuis à l'école
3. Achat de vêtements/jouets
4. Soins de santé des enfants
5. Produits laitiers et autres aliments spéciaux pour enfants
6. Arrêter/réduire le travail des nounous/baby sitters
7. Autres
8. Aucune dépense habituelle pour les enfants arrêtée, réduite ou retardée

Q24. Comment évalueriez-vous jusqu'à présent la réponse du gouvernement à la crise de COVID-19 dans votre communauté ou au/en [PAYS } dans son ensemble ?

1. Excellente
2. Adéquate
3. Mauvaise
4. Ne sait pas

Q25. Selon vous, qui parmi les élues /leaders femmes et les élus /leaders hommes sont les plus à même de gérer une crise comme COVID 19 ?

1. Les femmes élues/leaders
2. Les hommes élus/leaders
3. Il n'y a pas de différence
4. Ne sait pas

Questions sur le temps de travail domestique et de soins non rémunéré

Le groupe suivant de questions vise à savoir s'il y a eu des changements dans le temps que vous consacrez DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19 à certaines activités du ménage. Il y a 5 possibilités de réponses qui sont : je ne fais pas cette activité, Je ne le faisais pas avant COVID mais maintenant j'y consacre du temps, J'y consacre plus de temps qu'avant COVID-19, le temps que j'y consacre est resté le même et, J'y consacre moins de temps qu'avant COVID-19. Merci de sélectionner, pour chaque activité, la réponse la plus appropriée à votre cas :

Y a-t-il eu des changements dans le temps que vous consacrez habituellement à :

Q26. Gestion et préparation des aliments et des repas ?

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps

Q27. Nettoyage et entretien de son propre logement et de ses environs

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps

Q28. Chercher de l'eau /du bois

1. Je ne le fais pas
2. Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
3. Plus de temps
4. Temps est resté le même
5. Moins de temps

Q29. Faire les courses pour mon ménage et les membres de ma famille

1. Je ne le fais pas
2. Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
3. Plus de temps
4. Temps est resté le même
5. Moins de temps

Q30. Prendre soin des enfants de 0 à 4 ans

1. Je ne le fais pas
2. Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
3. Plus de temps
4. Temps est resté le même
5. Moins de temps
6. Pas d'enfants de 0-4 ans dans le ménage

Q31. Prendre soin des enfants de 5-17 ans

1. Je ne le fais pas
2. Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
3. Plus de temps
4. Temps est resté le même
5. Moins de temps
6. Pas d'enfants de 5-17 ans dans le ménage

Q32. Instruire, enseigner, former les enfants

1. Je ne le fais pas
2. Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
3. Plus de temps
4. Temps est resté le même
5. Moins de temps
6. Pas d'enfants scolarisés dans le ménage

Q33. Prendre soin des personnes âgées et/ou d'un membre de la famille ou du ménage malade

1. Je ne le fais pas
2. Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
3. Plus de temps
4. Temps est resté le même
5. Moins de temps

Sentiments de sécurité

DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19 :

Q34. Avez-vous personnellement ressenti n'importe quelle forme de discrimination contre vous ? (La discrimination se produit lorsque vous êtes traité moins favorablement par rapport aux autres ou harcelé en raison de votre sexe, âge, handicap, statut socio-économique, lieu de résidence, opinion politique ou toute autre caractéristique).

1. Oui
2. Non

Q35. Avez-vous ressenti une augmentation de n'importe quelle forme de discrimination, de préjugé, de méfiance dans le pays / la région où vous vivez ?

1. Oui
2. Non
3. Ne sait pas

Q36. Avez-vous personnellement subi des menaces de violence de la part de la police ou d'agents de sécurité dans le cadre de la mise en place de restrictions pour répondre à COVID-19 (restriction de mouvement, couvre-feu, fermeture de certains locaux) ?

1. Oui
2. Non

Q37. Pensez-vous qu'il y a eu une augmentation de la violence au sein des ménages de votre communauté depuis que le COVID oblige les gens à rester plus chez eux ?

1. Oui
2. Non [ALLER A Q39](#)
8. Ne sait pas [ALLER A Q39](#)

Q38. Selon vous, est-ce que cette violence affecte plus les femmes, les jeunes filles, les jeunes garçons, les petits enfants de votre communauté ou tout le monde de la même manière ?

1. Les femmes
2. Les jeunes filles
3. Les jeunes hommes
4. Les petits enfants
5. Tout le monde de la même manière
6. Ne sait pas

Q39. Vous sentez-vous à l'abri de la violence dans votre maison ?

1. Oui [ALLER A Q41](#)
2. Non

Q40. Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne vous sentez pas à l'abri de la violence dans votre maison ?

1. Habite dans un quartier très peuplé et les enfants jouent et se déplacent, ce qui rend même la maison dangereuse pendant COVID-19
2. La criminalité dans le quartier a augmenté
3. Les autres membres du ménage sont violents entre eux/avec moi
4. Il y a consommation d'alcool et de drogues dans mon ménage
5. Les enfants de mon ménage sont frappés/violentés
6. J'ai peur de la discrimination et d'être mis à l'écart à la maison en raison de la nature de mon travail (agent de santé, agents de première ligne à réponse COVID)
7. Je suis stigmatisé pour avoir été infecté par COVID-19
8. Autre

Estimations des revenus annuels

Q41. Pouvez-vous SVP me donner une estimation du montant total annuel de vos propres revenus en temps normal ? Cette information est totalement confidentielle et ne sera pas divulguée. Elle ne sera utilisée qu'à des fins d'analyse statistique globale :

1. Moins de 200 000CFA par an
2. De 200 000 à moins de 400 000 par an
3. De 400 000 à moins de 600 000 par an
4. De 600 000 à moins de 1 000 000 par an
5. De 1 000 000 à moins 2 000 000 par an
6. De 2 000 000 à moins de 4 000 000 par an
7. De 4 000 000 à moins de 6 000 000 par an
8. De 6 000 000 à moins de 10 000000 par an
9. 10 000 000 ou plus par an
10. Ne veut pas dire/NSP

Q42. De la même manière, pouvez-vous SVP me donner une estimation du montant total annuel des revenus de l'ensemble des membres de votre ménage ? Cette information aussi est totalement confidentielle et ne sera pas divulguée. Elle ne sera utilisée qu'à des fins d'analyse statistique globale :

1. Moins de 200 000CFA par an
2. Moins de 400 000 par an
3. De 400 000 à moins de 600 000 par an
4. De 600 000 à moins de 1 000 000 par an
5. De 1 000 000 à moins 2 000 000 par an
6. De 2 000 000 à moins de 4 000 000 par an
7. De 4 000 000 à moins de 6 000 000 par an
8. De 6 000 000 à moins de 10 000000 par an
9. 10 000 000 ou plus par an
10. Ne veut pas dire/NSP

C'est la fin de notre enquête. ONU Femmes et ses partenaires vous remercient pour votre temps et vos réponses. Soyez assuré(e)s que vos réponses resteront confidentielles et anonymes.

[OPTIONNEL] Accepteriez-vous de répondre à une autre enquête similaire pour mesurer à nouveau les impacts de la crise COVID-19 sur les populations, d'ici quelques semaines ?]

1. Oui
2. Non

FIN DU questionnaire

ANNEXE 2 :TABLEAUX

TABEAU 4 :

Calcul de poids post-stratification afin de corriger les biais d'échantillonnage par la méthode des quotas

Calcul de poids post-stratification afin de corriger les biais d'échantillonnage par la méthode des quotas									
MILIEU DE RESIDENCE	SEXE	GROUPES D'ÂGES	Niveau d'instruction	Population Cible		Echantillon			Poids de sondage (P/p)
				Population cible (possédant le téléphone) par rapport à la pop Globale du pays (%) (N)	Proportion de la population cible (P)	Echantillon sélectionne	Echantillon Enquête (n)	Proportion de la population cible (p)	
Urbain	Femme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	7,7	184	194	176	7,4%	1,095
			Primaire	2,4	58	61	69	2,9%	0,878
			Secondaire	3,7	89	94	114	4,8%	0,819
			Supérieur ou plus	1,3	32	34	75	3,1%	0,450
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	3,5	85	90	96	4,0%	0,928
			Primaire	1,0	24	25	39	1,6%	0,637
			Secondaire	1,0	24	26	29	1,2%	0,891
			Supérieur ou plus	0,4	9	9	14	0,6%	0,639
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	1,8	44	47	41	1,7%	1,139
			Primaire	0,3	8	8	9	0,4%	0,883
			Secondaire	0,3	8	8	8	0,3%	0,993
			Supérieur ou plus	0,1	2	2	3	0,1%	0,662
		65+	Pas d'instruction (aucun)	0,9	20	22	5	0,2%	4,371
			Primaire	0,0	1	1		0,0%	1,000
			Secondaire	0,0	1	1	2	0,1%	0,497
			Supérieur ou plus	0,0	0	0		0,0%	1,000
	Homme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	5,3	127	134	170	7,1%	0,783
			Primaire	2,0	48	50	60	2,5%	0,828
			Secondaire	5,0	120	127	145	6,1%	0,870
			Supérieur ou plus	2,0	49	52	165	6,9%	0,313
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	3,1	75	79	154	6,5%	0,510
			Primaire	1,1	26	28	29	1,2%	0,959
			Secondaire	1,9	46	49	49	2,1%	0,993
			Supérieur ou plus	1,0	25	26	27	1,1%	0,957
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	1,5	36	37	45	1,9%	0,817
			Primaire	0,4	10	10	12	0,5%	0,764
			Secondaire	0,8	18	19	18	0,8%	1,049
			Supérieur ou plus	0,4	9	9	11	0,5%	0,813
		65+	Pas d'instruction (aucun)	0,7	16	17	16	0,7%	1,056
			Primaire	0,1	3	3	4	0,2%	0,745
			Secondaire	0,1	3	3	5	0,2%	0,596
			Supérieur ou plus	0,1	2	2	2	0,1%	0,993
Rural	Femme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	11,0	263	248	44	1,8%	5,600
			Primaire	1,6	39	37	12	0,5%	3,063
			Secondaire	0,9	22	21	28	1,2%	0,745
			Supérieur ou plus	0,1	2	2	6	0,3%	0,331
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	5,2	126	119	29	1,2%	4,077
			Primaire	0,7	16	15	16	0,7%	0,931
			Secondaire	0,2	6	5	11	0,5%	0,452
			Supérieur ou plus	0,0	1	1	1	0,0%	0,993
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	2,8	67	63	10	0,4%	6,259
			Primaire	0,2	5	5	7	0,3%	0,710
			Secondaire	0,1	1	1	1	0,0%	0,993
			Supérieur ou plus	0,0	0	0	1	0,0%	0,000
		65+	Pas d'instruction (aucun)	1,5	35	33	5	0,2%	6,557
			Primaire	0,0	1	1	2	0,1%	0,497
			Secondaire	0,0	0	0		0,0%	1,000
			Supérieur ou plus	0,0	0	0		0,0%	1,000
	Homme	18-34	Pas d'instruction (aucun)	9,2	221	209	144	6,0%	1,442
			Primaire	2,0	48	45	47	2,0%	0,951
			Secondaire	2,0	48	46	59	2,5%	0,775
			Supérieur ou plus	0,2	5	4	22	0,9%	0,181
		35-49	Pas d'instruction (aucun)	5,1	124	117	129	5,4%	0,901
			Primaire	1,1	27	25	40	1,7%	0,621
			Secondaire	0,9	22	21	40	1,7%	0,522
			Supérieur ou plus	0,1	3	2	9	0,4%	0,221
		50-64	Pas d'instruction (aucun)	2,6	63	60	64	2,7%	0,931
			Primaire	0,4	10	10	18	0,8%	0,552
			Secondaire	0,3	8	8	19	0,8%	0,418
			Supérieur ou plus	0,0	1	1	4	0,2%	0,248
		65+	Pas d'instruction (aucun)	1,4	33	31	13	0,5%	2,369
			Primaire	0,1	2	2	3	0,1%	0,662
			Secondaire	0,1	1	1	7	0,3%	0,142
			Supérieur ou plus	0,0	0	0		0,0%	1,000

TABLEAU 5A :

Caractéristiques socio-démographiques des enquêtés - échantillon non redressé

Caractéristiques	FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Age						
18-24 ans	22,7%	194	15,0%	229	17,8%	423
25-34 ans	38,7%	330	38,1%	583	38,3%	913
35-44 ans	21,5%	183	23,6%	361	22,8%	544
45-54 ans	10,6%	90	13,7%	209	12,5%	299
55-64 ans	4,9%	42	6,4%	98	5,9%	141
65 ans & plus	1,6%	14	3,3%	50	2,7%	64
Milieu de résidence						
Urbain	79,7%	680	59,6%	912	66,8%	1 592
Rural	20,3%	173	40,4%	618	33,2%	791
Nationalité						
Citoyen de la COTE D'IVOIRE	92,1%	786	78,3%	1 198	83,3%	1 984
Pas citoyen de la COTE D'IVOIRE	7,9%	67	21,7%	332	16,7%	399
Niveau d'instruction						
Pas d'instruction	47,6%	406	48,0%	735	47,9%	1 141
Primaire	18,1%	154	13,9%	213	15,4%	367
Secondaire	22,6%	193	22,4%	342	22,5%	535
Supérieur	11,7%	100	15,7%	240	14,3%	340
Etat Matrimonial						
Célibataire	73,2%	624	77,2%	1 181	75,7%	1 805
Marié(e) /en union monogame	16,2%	138	19,0%	291	18,0%	429
Marié(e)/ en union polygame	1,9%	16	3,3%	50	2,8%	66
Séparé_divorcé_veuf	8,7%	74	0,5%	8	3,4%	82
Ne souhaite pas répondre	0,1%	1			0,0%	1
Personne vivant avec au moins une incapacité						
Oui	27,1%	231	21,9%	335	23,8%	566
Non	72,7%	620	78,0%	1 194	76,1%	1 814
Ne souhaite pas répondre	0,2%	2	0,1%	1	0,1%	3
Ménage						
Vit seul(e)	3,0%	26	8,9%	136	6,8%	162
Nombre de personnes	97,0%	1 140	91,1%	1 394	93,2%	2 261
Ne souhaite pas répondre						
Statut dans le ménage						
Chef de ménage	31,9%	272	80,3%	1 229	63,0%	1 501
Conjoint du CM	34,9%	298	0,7%	10	12,9%	308
Enfant du CM	18,2%	155	9,8%	150	12,8%	305
Autres relations avec CM	14,0%	119	8,6%	0	10,5%	0
Sans lien de parenté avec le chef de votre ménage	1,1%	9	0,3%	4	0,5%	13
Ne souhaite pas répondre			0,2%	5	0,1%	5
Total		853		1530		2383

TABLEAU 5B :
Caractéristiques socio-démographiques des enquêtés - échantillon redressé

Caractéristiques	FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Age						
18-24 ans	19,6%	229	15,0%	183	17,3%	412
25-34 ans	39,3%	458	39,3%	480	39,3%	938
35-44 ans	20,4%	238	21,5%	263	21,0%	500
45-54 ans	10,4%	121	13,1%	159	11,7%	280
55-64 ans	5,4%	63	6,2%	76	5,8%	138
65 ans & plus	4,9%	57	4,8%	59	4,8%	115
Milieu de résidence						
Urbain	53,0%	617	52,6%	641	52,8%	1 257
Rural	47,0%	547	47,4%	578	47,2%	1 126
Nationalité						
Citoyen de la COTE D'IVOIRE	91,0%	1 060	74,7%	911	82,7%	1 971
Pas citoyen de la COTE D'IVOIRE	9,0%	104	25,3%	308	17,3%	412
Niveau d'instruction						
Pas d'instruction	69,6%	810	55,7%	680	62,5%	1 490
Primaire	13,0%	151	14,1%	172	13,5%	323
Secondaire	13,3%	155	22,3%	272	17,9%	427
Supérieur	4,1%	48	7,8%	95	6,0%	143
Etat Matrimonial						
Célibataire	69,1%	805	75,9%	925	72,6%	1 730
Marié(e) /en union monogame	16,9%	196	20,0%	244	18,5%	440
Marié(e)/ en union polygame	2,2%	25	3,4%	42	2,8%	67
Séparé_divorcé_veuf	11,8%	137	0,7%	8	6,1%	145
Ne souhaite pas répondre	0,1%	1			0,0%	1
Personne vivant avec au moins une incapacité						
Oui	28,7%	335	22,2%	270	25,4%	605
Non	71,1%	828	77,8%	948	74,5%	1 776
Ne souhaite pas répondre	0,1%	2	0,0%	0	0,1%	2
Ménage						
Vit seul(e)	2,1%	24	8,0%	98	5,1%	122
Nombre de personnes	97,9%	1 140	92,0%	1 121	94,9%	2 261
Ne souhaite pas répondre						
Statut dans le ménage						
Chef de ménage	32,0%	372	82,4%	1 005	57,8%	1 377
Conjoint du CM	36,8%	428	0,7%	8	18,3%	436
Enfant du CM	15,2%	177	8,6%	105	11,9%	283
Autres relations avec CM	14,3%	167	7,8%	95	11,0%	262
Sans lien de parenté avec le chef de votre ménage	1,7%	20	0,2%	3	0,9%	22
Ne souhaite pas répondre			0,2%	2	0,1%	2
Total		1164		1219		2383

TABEAU 6 :
Caractéristiques socioéconomiques des enquêtés - échantillon redressé

Caractéristiques	FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Principale source de revenus						
Employé formel	5,0%	58	11,4%	139	8,3%	197
Employé informel	13,4%	156	15,8%	193	14,7%	349
Employeur formel	1,6%	19	3,0%	36	2,3%	55
Micro-entreprise de 2 à 9 employés	1,6%	19	2,0%	25	1,8%	43
Entreprise de 10 à + employés	0,0%	0	1,0%	12	0,5%	12
Employeur informel	3,7%	43	6,0%	73	4,9%	116
Micro-entreprise de 2 à 9 employés	2,9%	34	5,6%	68	4,3%	102
Entreprise de 10 à + employés	0,8%	9	0,4%	5	0,6%	14
A son compte formel	5,1%	59	6,5%	79	5,8%	138
A son compte informel	40,8%	474	35,2%	429	37,9%	903
Autres sources	12,9%	150	13,7%	167	13,3%	317
Sans revenu	17,6%	205	8,5%	103	12,9%	308
Emploi						
Formel	16,8%	136	26,7%	254	22,2%	390
Informel	83,2%	673	73,3%	695	77,8%	1 368
Sans revenu						
Autre source						
Pauvreté Individuelle						
Très pauvre	30,6%	357	23,5%	287	27,0%	644
Pauvre	27,5%	320	27,3%	333	27,4%	653
Moyen	15,3%	178	31,2%	381	23,4%	559
Riche	2,6%	30	3,9%	48	3,3%	78
Très riche	0,1%	2	0,8%	9	0,5%	11
Ne sait pas / Ne veut pas répondre	23,9%	278	13,2%	161	18,4%	439
Pauvreté du ménage						
Très pauvre	10,6%	124	11,0%	134	10,8%	257
Pauvre	19,1%	222	19,7%	240	19,4%	462
Moyen	26,6%	310	37,0%	451	31,9%	761
Riche	4,4%	52	7,4%	90	5,9%	141
Très riche	0,3%	4	1,4%	18	0,9%	21
Ne sait pas / Ne veut pas répondre	38,9%	453	23,6%	287	31,1%	741
Total		1 164		1 219		2 383

Caractéristiques		FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
		%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Urbain	Employé	19,5%	120	37,9%	243	28,8%	363
	Employeur	5,8%	36	9,7%	62	7,8%	98
	Indépendant	47,6%	293	33,3%	213	40,3%	507
	Autres sources	9,7%	60	8,1%	52	8,9%	112
	Sans revenu	17,4%	107	11,1%	71	14,2%	178
Rural	Employé	17,1%	94	15,4%	89	16,3%	183
	Employeur	4,8%	26	8,2%	47	6,5%	74
	Indépendant	43,9%	240	50,9%	294	47,5%	534
	Autres sources	16,4%	90	19,9%	115	18,2%	205
	Sans revenu	17,8%	97	5,6%	32	11,5%	130

Caractéristiques	FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
A reçu aide du gouvernement pour COVID-19						
Reçu aide	9,1%	106	12,7%	154	10,9%	261
Reçu aucune aide	90,9%	1 058	87,3%	1 065	89,1%	2 122
Total		1 164		1 219		2 383

Caractéristiques des personnes vivant avec au moins une incapacité		FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
		%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
A reçu aide du gouvernement pour COVID-19							
Reçu aide		12,1%	40	12,1%	33	12,1%	73
Reçu aucune aide		87,9%	294	87,9%	238	87,9%	532
Total			335		270		605

TABLEAU 71:

Principales sources d'information sur la COVID-19 par sexe

Source d'informations	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Médias digitaux (web et mobile)	12,0%	140	20,3%	248	16,3%	387
Médias traditionnels	80,0%	931	74,8%	912	77,4%	1 844
Services de santé	0,1%	2	0,3%	4	0,2%	5
Communauté	6,8%	79	3,0%	37	4,8%	115
ONG / OSC	0,2%	3	0,8%	10	0,5%	13
Autre	0,8%	10	0,7%	9	0,8%	19
Total		1 164		1 219		2 383

TABLEAU 7.2 :

Principales sources d'information sur la COVID-19 désagréé par sexe

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Internet & media sociaux	6,4%	74	13,5%	165	10,0%	239
Sites web du gouvernement	0,4%	5	0,7%	9	0,6%	14
Radio	9,4%	110	20,1%	245	14,9%	354
Télévision/Journaux	70,6%	822	54,8%	667	62,5%	1 489
Téléphone (texte ou appel)	5,2%	61	6,1%	74	5,7%	135
Services de santé	0,1%	2	0,3%	4	0,2%	5
Communauté, y compris familles et amis	6,8%	79	3,0%	37	4,8%	115
ONG/Organisation de la société civile	0,2%	3	0,8%	10	0,5%	13
Autre	0,8%	10	0,7%	9	0,8%	19
Total		1 164		1 219		2 383

TABLEAU 7.3 :
Principales sources d'information par âge

		Source d'informations						Total
		Médias web ou mobile	Médias traditionnels	Services de santé	Communauté	ONG / OSC	Autre	
18-24 ans	%	21,5%	73,4%	0,0%	4,8%	0,0%	0,4%	409
	Effectif	88	300	0	20	0	1	
25-34 ans	%	18,2%	76,8%	0,1%	4,1%	0,5%	0,3%	934
	Effectif	170	717	1	38	5	3	
35-44 ans	%	13,4%	78,8%	0,4%	4,5%	0,7%	2,2%	498
	Effectif	67	393	2	22	3	11	
45-54 ans	%	16,4%	78,9%	0,7%	2,7%	1,0%	0,3%	279
	Effectif	46	220	2	7	3	1	
55-64 ans	%	8,2%	79,6%	0,0%	10,8%	0,8%	0,6%	136
	Effectif	11	108	0	15	1	1	
65 ans & plus	%	4,8%	83,5%	0,0%	10,3%	0,5%	0,8%	127
	Effectif	6	106	0	13	1	1	
Total	%	16,3%	77,4%	0,2%	4,8%	0,5%	0,8%	2 383
	Effectif	387	1 844	5	115	13	19	

TABLEAU 7.4 :
Principales sources d'information par milieu de résidence

	Urbain		Rural		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Source d'informations						
Médias web ou mobile	23,4%	294	8,3%	93	16,3%	387
Médias traditionnels	72,9%	917	82,3%	926	77,4%	1 844
Services de santé	0,3%	4	0,1%	1	0,2%	5
Communauté	2,4%	30	7,6%	86	4,8%	115
ONG / OSC	0,4%	5	0,7%	8	0,5%	13
Autre	0,6%	8	1,0%	11	0,8%	19
Total		1 257		1 126		2 383

TABLEAU 7.5 :
Principales sources d'information par niveau d'instruction

	Pas d'instruction		Primaire		Secondaire		Supérieur		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Total
Source d'informations										
Médias web ou mobile	8,9%	130	19,4%	63	30,8%	131	41,8%	60	16,3%	387
Médias traditionnels	82,3%	1 211	76,7%	248	68,1%	291	55,2%	79	77,4%	1 844
Services de santé	0,2%	3	0,0%	0	0,2%	1	0,7%	1	0,2%	5
Communauté	7,2%	106	2,0%	6	0,3%	1	0,7%	1	4,8%	115
ONG / OSC	0,4%	6	1,6%	5	0,4%	2	0,0%	0	0,5%	13
Autre	1,0%	14	0,3%	1	0,2%	1	1,7%	2	0,8%	19
Total		1 472		323		427		143		2 383

TABEAU 8.1 : Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise par sexe

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Changements dans revenu personnel						
Pas de changement dans les revenus	12,1%	116	17,6%	196	15,1%	312
Augmentation des revenus	1,9%	19	1,4%	15	1,6%	34
Diminution des revenus	76,4%	733	74,7%	833	75,5%	1 567
J'ai perdu tous mes revenus	9,5%	91	6,3%	71	7,8%	162
Total		959		1 116		2 075

TABEAU 8.2 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise par âge

		Changements dans le revenu personnel				Total
		Pas de changement dans les revenus	Augmentation des revenus	Diminution des revenus	J'ai perdu tous mes revenus	
18-24 ans	%	16,1%	2,7%	74,6%	6,6%	305
	Effectif	49	8	227	20	
25-34 ans	%	13,0%	1,5%	77,3%	8,3%	841
	Effectif	109	12	650	69	
35-44 ans	%	10,8%	0,9%	80,1%	8,2%	457
	Effectif	50	4	366	38	
45-54 ans	%	19,1%	2,1%	71,7%	7,1%	253
	Effectif	48	5	182	18	
55-64 ans	%	18,2%	0,0%	69,3%	12,4%	115
	Effectif	21	0	80	14	
65 ans & plus	%	34,0%	4,2%	59,4%	2,3%	104
	Effectif	35	4	62	2	
Total	%	15,1%	1,6%	75,5%	7,8%	2 075
	Effectif	312	34	1 567	162	

TABEAU 8.3 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise par milieu de résidence

	Urbain		Rural		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Changements dans revenu personnel						
Pas de changement dans les revenus	13,4%	145	16,8%	168	15,1%	312
Augmentation des revenus	1,0%	11	2,3%	23	1,6%	34
Diminution des revenus	76,6%	827	74,3%	740	75,5%	1 567
J'ai perdu tous mes revenus	9,0%	97	6,6%	65	7,8%	162
Total		1 079		996		2 075

TABEAU 8.4 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise par niveau d'instruction

	Pas d'instruction		Primaire		Secondaire		Supérieur		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Total
Changements dans revenu personnel										
Pas de changement dans les revenus	14,1%	188	11,0%	31	18,1%	61	27,1%	28	15,1%	312
Augmentation des revenus	1,7%	22	0,7%	2	1,2%	4	1,1%	1	1,6%	34
Diminution des revenus	76,5%	1 019	83,1%	235	71,3%	240	61,4%	64	75,5%	1 567
J'ai perdu tous mes revenus	7,7%	103	5,3%	15	9,4%	32	10,3%	11	7,8%	162
Total		1 332		283		337		105		2 075

TABLEAU 8.5 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Changements dans revenu personnel						
Pas de changement dans les revenus	13,9%	39	22,4%	56	17,9%	95
Augmentation des revenus	3,8%	11	2,5%	6	3,2%	17
Diminution des revenus	68,4%	193	70,2%	176	69,2%	370
J'ai perdu tous mes revenus	13,9%	39	5,0%	13	9,7%	52
Total		283		251		534

TABLEAU 9.1 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon la source de revenus

		Perte ou diminution du revenu (ensemble entreprise)		
		Diminution ou perte	Non	Total
Employé formel	%	7,5%	19,1%	9,5%
	Effectif	130	66	197
Employé informel	%	16,5%	18,4%	16,8%
	Effectif	285	64	349
Employeur formel	%	2,9%	1,6%	2,7%
	Effectif	50	64	55
Employeur informel	%	5,9%	4,2%	5,6%
	Effectif	101	15	116
A son compte formel	%	6,6%	6,7%	6,6%
	Effectif	115	23	138
A son compte informel	%	46,2%	30,0%	43,5%
	Effectif	799	104	903
Autre source	%	14,3%	20,0%	15,3%
	Effectif	248	69	317
Total		1 729	346	2 075

TABLEAU 9.2 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon la source de revenus pour les femmes

		Perte ou diminution du revenu pour les femmes		
		Diminution ou perte	Non	Total
Employé formel	%	64,3%	35,7%	
	Effectif	37	21	58
Employé informel	%	86,3%	13,7%	
	Effectif	135	21	156
Employeur formel	%	91,0%	9,0%	
	Effectif	17	2	19
Employeur informel	%	79,7%	20,3%	
	Effectif	34	9	43
A son compte formel	%	85,2%	14,8%	
	Effectif	50	9	59
A son compte informel	%	92,0%	8,0%	
	Effectif	437	38	474
Autre source	%	76,2%	23,8%	
	Effectif	114	36	150
Total		825	135	959

TABLEAU 9.3 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon la source de revenus pour les hommes

		Perte ou diminution du revenu pour les hommes		
		Diminution ou perte	Autre	Total
Employé formel	%	67,2%	32,8%	
	Effectif	93	46	139
Employé informel	%	78,1%	21,9%	
	Effectif	151	42	193
Employeur formel	%	89,3%	10,7%	
	Effectif	32	4	36
Employeur informel	%	91,8%	10,7%	
	Effectif	64	6	73
A son compte formel	%	81,8%	18,2%	
	Effectif	67	14	79
A son compte informel	%	84,6%	15,4%	
	Effectif	363	66	429
Autre source	%	79,9%	20,1%	
	Effectif	133	34	167
Total		904	211	1 116

TABEAU 10.1 :
Principales conséquences de la crise redoutée selon le sexe

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Conséquences de COVID-19						
Licenciement du personnel	1,5%	9	3,4%	21	2,4%	30
Fermeture de l'entreprise	29,3%	174	18,9%	117	24,0%	291
Baisse du chiffre d'affaire	27,2%	162	31,1%	192	29,2%	354
Problème d'accès aux matières premières, marchandises, équipements, matériels de production	1,2%	7	5,8%	36	3,5%	43
Hausse des prix des matières premières	0,5%	3	2,5%	15	1,5%	18
Perte de marché et/ou de clients	34,9%	208	29,4%	181	32,1%	389
Perte de fournisseurs	1,4%	9	1,2%	8	1,3%	16
Détérioration de matériels, équipements, matières premières, marchandises	0,3%	2	2,2%	14	1,3%	15
Non-respect des engagements (remboursement de dettes de crédits bancaires).	0,7%	4	0,2%	1	0,4%	5
Autres	3,0%	18	5,3%	33	4,2%	51
Total		596		617		1 212

TABEAU 10.2 :
Principales conséquences de la crise redoutée par secteur et par genre

	Formel						Informel					
	Femme % Effectif	Homme % Effectif	Total % Effectif	Femme % Effectif	Homme % Effectif	Total % Effectif	Femme % Effectif	Homme % Effectif	Total % Effectif	Femme % Effectif	Homme % Effectif	Total % Effectif
Conséquences de COVID-19												
Licenciement du personnel	5,9% 5	8,9% 10	7,7% 15	0,8% 4	2,1% 11	1,4% 15						
Fermeture de l'entreprise	49,0% 38	37,1% 43	41,9% 81	26,3% 136	14,8% 74	20,6% 210						
Baisse du chiffre d'affaire	19,7% 15	30,8% 35	26,4% 51	28,3% 147	31,1% 156	29,7% 303						
Problème d'accès aux matières premières, marchandises, équipements, matériels de production	0,0% 0	3,5% 4	2,1% 4	1,4% 7	6,3% 32	3,8% 39						
Hausse des prix des matières premières	0,0% 0	0,8% 1	0,5% 1	0,5% 3	2,9% 15	1,7% 17						
Perte de marché et/ou de clients	21,7% 17	13,7% 16	16,9% 33	36,9% 191	33,0% 166	35,0% 357						
Perte de fournisseurs	0,0% 0	0,0% 0	0,0% 0	1,7% 9	1,5% 8	1,6% 16						
Détérioration de matériels, équipements, matières premières, marchandises	0,0% 0	2,0% 2	1,2% 2	0,3% 2	2,3% 12	1,3% 13						
Non-respect des engagements (remboursement de dettes de crédits bancaires).	0,0% 0	0,0% 0	0,0% 0	0,8% 4	0,2% 1	0,5% 5						
Autres	3,7% 3	3,1% 4	3,4% 7	2,9% 15	5,8% 29	4,4% 44						
Total	78	115	193	518	502	1 019						

TABLEAU 111:
Augmentation d'au moins 3 tâches ménagères

		Augmentation au moins 3 tâches	Autre situation	Total
Femme	%	26,0%	74,0%	
	Effectif	303	861	1164
Homme	%	15,1%	84,9%	
	Effectif	184	1 035	1219
Urbain	%	21,2%	78,8%	
	Effectif	267	991	1257
Rural	%	19,6%	80,4%	
	Effectif	220	905	1126
Avec enfant	%	21,8%	78,2%	
	Effectif	468	1 679	2146
Sans enfant	%	8,2%	91,8%	
	Effectif	19	217	237
Total	%	20,4%	79,6%	
	Effectif	487	1 896	2383

TABEAU 11.2 :
Taches domestiques

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Prendre soin des enfants de 0 à 4 ans						
Je ne le fais pas	7,8%	91	14,2%	173	11,1%	264
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	0,4%	5	1,1%	13	0,8%	19
Plus de temps	20,7%	240	14,1%	172	17,3%	412
Temps est resté le même	28,3%	330	24,9%	303	26,6%	633
Moins de temps	8,4%	97	11,2%	136	9,8%	234
Pas d'enfants de 0-4 ans dans le ménage	34,4%	401	34,5%	421	34,5%	822
Prendre soin des enfants de 5-17 ans						
Je ne le fais pas	8,8%	103	13,9%	170	11,4%	273
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	2,0%	23	1,1%	13	1,5%	36
Plus de temps	21,1%	245	15,7%	191	18,3%	436
Temps est resté le même	36,4%	424	29,2%	356	32,7%	780
Moins de temps	9,8%	114	13,8%	168	11,9%	282
Pas d'enfants de 5-17 ans dans le ménage	21,9%	255	26,3%	320	24,1%	575
Instruire, enseigner, former les enfants						
Je ne le fais pas	40,0%	465	35,6%	434	37,7%	899
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	1,9%	22	2,0%	24	1,9%	46
Plus de temps	11,9%	139	11,7%	143	11,8%	281
Temps est resté le même	20,5%	238	20,6%	251	20,5%	489
Moins de temps	11,8%	138	11,0%	135	11,4%	272
Pas d'enfants scolarisés dans le ménage	13,9%	162	19,1%	233	16,6%	396
Prendre soin des personnes âgées et prendre soin d'un membre de la famille ou du ménage malade						
Je ne le fais pas	9,8%	114	9,8%	119	9,8%	233
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	0,4%	5	0,6%	7	0,5%	12
Plus de temps	10,3%	120	7,5%	92	8,9%	212
Temps est resté le même	22,5%	262	21,4%	260	21,9%	522
Moins de temps	7,2%	84	6,8%	83	7,0%	166
Pas de personnes âgées ou malade dans le ménage	49,8%	579	54,0%	658	51,9%	1 237
Gestion et préparation des aliments et des repas						
Je ne le fais pas	6,8%	80	54,6%	666	31,3%	745
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	1,8%	21	2,7%	33	2,3%	55
Plus de temps	20,9%	243	5,3%	65	12,9%	308
Temps est resté le même	46,7%	544	23,1%	281	34,6%	825
Moins de temps	23,8%	277	14,3%	174	18,9%	450
Nettoyage et entretien de son propre logement et de ses environs						
Je ne le fais pas	8,7%	101	42,7%	520	26,1%	621
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	1,3%	15	2,7%	33	2,0%	48
Plus de temps	29,5%	343	14,6%	178	21,9%	521
Temps est resté le même	51,0%	593	30,7%	375	40,6%	968
Moins de temps	9,6%	112	9,2%	113	9,4%	224
Chercher de l'eau /du bois						
Je ne le fais pas	39,8%	463	61,5%	750	50,9%	1 214
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	1,2%	14	1,4%	17	1,3%	31
Plus de temps	11,9%	138	5,7%	69	8,7%	207
Temps est resté le même	40,5%	472	23,5%	287	31,8%	758
Moins de temps	6,6%	77	7,9%	96	7,3%	173
Faire les courses pour mon ménage et les membres de ma famille						
Je ne le fais pas	22,0%	256	29,8%	363	26,0%	619
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	1,6%	18	2,1%	25	1,8%	43
Plus de temps	9,2%	107	8,6%	105	8,9%	212
Temps est resté le même	44,9%	523	34,1%	416	39,4%	938
Moins de temps	22,4%	260	25,5%	311	24,0%	571
Total		1164		1219		2383

TABLEAU 12 :

Nombre moyen de tâches domestiques dont le temps a augmenté

Nombre moyen de tâches	Moyenne
Femme	1,46
Homme	0,97
18-24 ans	1,14
25-34 ans	1,40
35-44 ans	1,17
45-54 ans	1,09
55-64 ans	1,00
65 ans & plus	0,67
Urbain	1,25
Rural	1,17
Aucun	1,10
Primaire	1,31
Secondaire	1,38
Supérieur	1,62
Chef de ménage	1,06
Autre	1,18
Avec enfant	1,27
Sans enfant	0,64
Total	1,21

TABLEAU 13.1 :

Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus

		Perception du risque d'attraper COVID-19			
		Oui	Non	Ne sait pas	Total
Femme	%	31,1%	63,6%	5,3%	1164
	Effectif	362	741	62	
Homme	%	37,1%	58,6%	4,3%	1219
	Effectif	452	715	52	
18-24 ans	%	30,5%	65,6%	0,0%	409
	Effectif	125	268	16	
25-34 ans	%	32,8%	63,0%	4,2%	934
	Effectif	307	588	39	
35-44 ans	%	38,4%	56,3%	5,3%	498
	Effectif	192	280	26	
45-54 ans	%	35,0%	58,9%	6,1%	279
	Effectif	98	164	17	
55-64 ans	%	37,5%	54,3%	8,3%	136
	Effectif	51	74	11	
65 ans & plus	%	33,2%	63,3%	3,5%	127
	Effectif	42	80	4	
Urbain	%	37,0%	59,4%	3,6%	1257
	Effectif	465	746	46	
Rural	%	30,9%	63,0%	6,1%	1126
	Effectif	348	709	68	
Pas d'instruction	%	32,3%	61,5%	6,2%	1472
	Effectif	475	905	91	
Primaire	%	33,0%	64,0%	3,1%	323
	Effectif	106	207	10	
Secondaire	%	37,4%	60,3%	2,3%	427
	Effectif	160	258	10	
Supérieur	%	48,1%	50,6%	1,2%	143
	Effectif	69	72	2	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	42,1%	51,5%	6,3%	605
	Effectif	255	312	38	
Non	%	31,4%	64,3%	4,3%	1776
	Effectif	558	1 142	76	
Total	%	34,1%	61,1%	4,8%	2383
	Effectif	814	1 455	114	

TABLEAU 13.2 :

Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	%	42,1%	39,6%	45,3%
	Effectif	255	132	122
Non	%	51,5%	53,0%	49,8%
	Effectif	312	177	135
Ne sait pas	%	6,3%	7,4%	5,0%
	Effectif	38	25	13
Total		605	335	270

TABEAU 14.1 :
Impacts psychologique

		Santé mentale affectée par COVID 19		
		Oui	Non	Total
Femme	%	74,9%	25,1%	1 164
	Effectif	872	292	
Homme	%	72,0%	28,0%	1 219
	Effectif	878	341	
Urbain	%	68,2%	31,8%	1 257
	Effectif	857	400	
Rural	%	79,4%	20,6%	1 126
	Effectif	893	232	
Aucun	%	78,5%	21,5%	1 472
	Effectif	1 156	316	
Primaire	%	75,1%	24,9%	323
	Effectif	242	80	
Secondaire	%	62,0%	38,0%	427
	Effectif	265	162	
Supérieur	%	55,0%	45,0%	143
	Effectif	79	64	
Citoyen ivoirien	%	72,4%	27,6%	1 971
	Effectif	1 427	544	
Etranger	%	78,5%	21,5%	412
	Effectif	323	89	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	77,3%	22,7%	605
	Effectif	468	137	
Non	%	72,2%	27,8%	1 776
	Effectif	1 282	494	
Ne souhaite pas répondre	%	40,1%	59,9%	2
	Effectif	1	1	
Total	%	73,5%	26,5%	2 383
	Effectif	1 751	633	

TABEAU 14.2 :
Impacts psychologique selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	%	77,3%	78,3%	76,2%
	Effectif	468	262	206
Non	%	22,7%	21,7%	23,8%
	Effectif	137	73	64
Total		605	335	270

TABLEAU 151:

Accès difficile ou impossible aux soins médicaux

		Difficultés d'accès aux services médicaux		
		Oui	Non	Total
Femme	%	30,5%	69,5%	852
	Effectif	260	592	
Homme	%	22,9%	77,1%	887
	Effectif	203	684	
Urbain	%	23,7%	76,3%	908
	Effectif	215	693	
Rural	%	29,8%	70,2%	831
	Effectif	248	583	
Aucun	%	27,0%	73,0%	1 062
	Effectif	287	775	
Primaire	%	28,3%	71,7%	237
	Effectif	67	170	
Secondaire	%	26,2%	73,8%	322
	Effectif	84	237	
Supérieur	%	19,7%	80,3%	107
	Effectif	21	86	
Citoyen ivoirien	%	28,3%	71,7%	1 449
	Effectif	411	1 038	
Etranger	%	17,9%	82,1%	290
	Effectif	52	238	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	39,3%	60,7%	61
	Effectif	181	280	
Non	%	22,0%	78,0%	1 277
	Effectif	281	996	
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	100,0%	0
	Effectif	0	0	
Total	%	26,6%	73,4%	1 739
	Effectif	463	1 276	

TABLEAU 152 :

Accès difficile ou impossible aux soins de santé selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	Effectif	39,3%	45,3%	32,5%
	%	181	112	70
Non	Effectif	60,7%	54,7%	67,5%
	%	280	135	145
Total		461	246	215

TABLEAU 16.1 :

Accès difficile ou impossible aux soins de santé pour les enfants

		Difficultés d'accès aux services médicaux pour les enfants		
		Oui	Non	Total
Femme	%	30,1%	69,9%	
	Effectif	253	587	840
Homme	%	25,2%	74,8%	
	Effectif	223	661	884
Urbain	%	24,3%	75,7%	
	Effectif	205	640	844
Rural	%	30,8%	69,2%	
	Effectif	271	608	879
Aucun	%	28,3%	71,7%	
	Effectif	305	771	1 076
Primaire	%	30,9%	69,1%	
	Effectif	73	163	236
Secondaire	%	25,5%	74,5%	
	Effectif	77	224	301
Supérieur	%	18,4%	81,6%	
	Effectif	18	81	100
Citoyen ivoirien	%	28,6%	71,4%	
	Effectif	416	81	1 451
Etranger	%	22,0%	81,6%	
	Effectif	281	983	273
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	42,4%	57,6%	
	Effectif	194	264	459
Non	%	22,3%	77,7%	
	Effectif	281	983	1 264
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	100,0%	
	Effectif	0	1	1
Total	%	27,6%	72,4%	
	Effectif	476	1 248	1 723

TABLEAU 16.2 :

Accès difficile ou impossible aux soins de santé pour les enfants selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	Effectif	42,4%	47,4%	36,5%
	%	194	117	77
Non	Effectif	57,6%	52,6%	63,5%
	%	264	130	134
Total		459	247	212

TABLEAU 17 :

Accès difficile ou impossible aux services de planification familiale

		Difficultés d'accès aux services santé de la reproduction ou de planification familiale		
		Oui	Non	Total
Femme	%	25,8%	74,2%	
	Effectif	157	451	608
Homme	%	19,5%	80,5%	
	Effectif	125	515	640
Urbain	%	19,9%	80,1%	
	Effectif	131	526	657
Rural	%	25,5%	74,5%	
	Effectif	151	440	590
Aucun	%	24,6%	75,4%	
	Effectif	178	544	722
Primaire	%	23,6%	76,4%	
	Effectif	44	141	185
Secondaire	%	18,8%	81,2%	
	Effectif	47	204	251
Supérieur	%	13,3%	86,7%	
	Effectif	11	86,7%	82
Citoyen ivoirien	%	23,1%	76,9%	
	Effectif	244	811	1 055
Etranger	%	19,5%	80,5%	
	Effectif	38	155	193
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	30,0%	70,0%	
	Effectif	105	245	349
Non	%	19,7%	80,3%	
	Effectif	177	721	897
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	100,0%	
	Effectif	0	1	1
Total	%	22,6%	77,4%	
	Effectif	282	966	1 248

TABEAU 18.1 :
Ressenti de discrimination contre soi-même

		Ressenti de discrimination contre soi-même		
		Oui	Non	Total
Femme	%	22,3%	77,7%	
	Effectif	259	905	1 164
Homme	%	21,9%	78,1%	
	Effectif	267	952	1 219
18-24 ans	%	25,2%	74,8%	
	Effectif	103	306	409
25-34 ans	%	21,5%	78,5%	
	Effectif	201	734	934
35-44 ans	%	21,0%	79,0%	
	Effectif	105	394	498
45-54 ans	%	24,9%	75,1%	
	Effectif	69	210	279
55-64 ans	%	21,3%	78,7%	
	Effectif	29	107	136
65 ans & plus	%	15,8%	84,2%	
	Effectif	20	107	127
Urbain	%	22,2%	77,8%	
	Effectif	279	978	1 257
Rural	%	22,0%	78,0%	
	Effectif	247	878	1 126
Pas d'instruction	%	21,8%	78,2%	
	Effectif	320	1 151	1 472
Primaire	%	20,8%	79,2%	
	Effectif	67	256	323
Secondaire	%	25,1%	74,9%	
	Effectif	107	320	427
Supérieur	%	20,2%	79,8%	
	Effectif	29	114	143
Citoyen ivoirien	%	22,5%	77,5%	
	Effectif	444	1 526	1 971
Etranger	%	19,9%	80,1%	
	Effectif	82	330	412
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	27,3%	72,7%	
	Effectif	165	440	605
Non	%	20,3%	79,7%	
	Effectif	361	1 415	1 776
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	100,0%	
	Effectif	0	2	2
Total	%	22,1%	77,9%	
	Effectif	526	1 857	2 383

TABEAU 18.2 :
Ressenti de discrimination contre soi-même pour les personnes porteuses d'au moins une incapacité

	Sentiment d'être victime de discrimination		
	Total	Femme	Homme
Oui	27,3% 165	27,5% 92	27,0% 73
Non	72,7% 440	72,5% 243	73,0% 197
Total	605	335	270

TABLEAU 19.1 :

Augmentation de la discrimination dans le pays

		Augmentation de la discrimination dans le pays			
		Oui	Non	Ne sait pas	Total
Femme	%	35,8%	55,5%	8,7%	
	Effectif	417	646	101	1 164
Homme	%	36,8%	58,0%	5,2%	
	Effectif	267	952	1 219	1 219
18-24 ans	%	38,3%	54,6%	7,1%	
	Effectif	156	223	29	409
25-34 ans	%	35,8%	56,9%	7,3%	
	Effectif	335	532	68	934
35-44 ans	%	38,1%	55,5%	6,5%	
	Effectif	190	276	32	498
45-54 ans	%	33,3%	60,1%	6,6%	
	Effectif	93	168	18	279
55-64 ans	%	33,6%	57,0%	9,3%	
	Effectif	46	77	13	136
65 ans & plus	%	36,4%	60,3%	3,4%	
	Effectif	46	76	4	127
Urbain	%	36,4%	57,1%	6,5%	
	Effectif	458	718	81	1 257
Rural	%	36,2%	56,4%	7,4%	
	Effectif	408	634	83	1 126
Pas d'instruction	%	36,8%	55,9%	7,3%	
	Effectif	542	822	108	1 472
Primaire	%	35,6%	58,4%	6,0%	
	Effectif	115	189	19	323
Secondaire	%	35,5%	57,5%	7,0%	
	Effectif	152	246	30	427
Supérieur	%	36,7%	58,7%	4,5%	
	Effectif	53	84	6	143
Citoyen ivoirien	%	36,4%	56,5%	7,0%	
	Effectif	718	1 114	139	1 971
Etranger	%	35,7%	58,0%	6,3%	
	Effectif	147	239	26	412
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	41,7%	52,4%	5,9%	
	Effectif	252	317	36	605
Non	%	34,5%	58,2%	7,3%	
	Effectif	613	1 035	129	1 776
Ne souhaite pas répondre	%	16,5%	83,5%	0,0%	
	Effectif	0	2	0	2
Total	%	36,3%	56,8%	6,9%	
	Effectif	865	1 353	165	2 383

TABLEAU 19.2 :

Augmentation de la discrimination dans le pays pour les personnes porteuses d'au moins une incapacité

		Augmentation de la perception de discrimination dans le pays		
		Total	Femme	Homme
Oui	%	41,7%	42,5%	40,8%
	Effectif	252	142	110
Non	%	52,4%	50,4%	54,8%
	Effectif	317	168	148
Ne sait pas	%	5,9%	7,1%	4,4%
	Effectif	36	24	12
Total		605	335	270

TABEAU 20.1 :
Menaces par les forces de l'ordre

		Menace de violence par les forces de l'ordre pour Covid19		
		Oui	Non	Total
Femme	%	9,5%	90,5%	
	Effectif	111	1 053	1 164
Homme	%	11,9%	88,1%	
	Effectif	448	707	1 219
18-24 ans	%	13,7%	86,3%	
	Effectif	56	353	409
25-34 ans	%	11,1%	88,9%	
	Effectif	104	831	934
35-44 ans	%	10,0%	90,0%	
	Effectif	50	449	498
45-54 ans	%	8,7%	91,3%	
	Effectif	24	255	279
55-64 ans	%	14,7%	85,3%	
	Effectif	20	116	136
65 ans & plus	%	1,7%	98,3%	
	Effectif	2	125	127
Urbain	%	9,6%	90,4%	
	Effectif	121	1 137	1 257
Rural	%	12,0%	88,0%	
	Effectif	135	991	1 126
Pas d'instruction	%	10,6%	89,4%	
	Effectif	156	1 315	1 472
Primaire	%	10,2%	89,8%	
	Effectif	33	290	323
Secondaire	%	11,3%	88,7%	
	Effectif	48	379	427
Supérieur	%	11,1%	88,9%	
	Effectif	16	127	143
Citoyen ivoirien	%	10,4%	89,6%	
	Effectif	179	1 597	1 971
Etranger	%	12,2%	87,8%	
	Effectif	50	362	412
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	12,7%	87,3%	
	Effectif	179	1 597	605
Non	%	10,1%	89,9%	
	Effectif	179	1 597	1 776
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	100,0%	
	Effectif	0	2	2
Total	%	10,7%	89,3%	
	Effectif	256	2 127	2 383

TABEAU 20.2 :
Menaces par les forces de l'ordre pour les personnes vivant avec d'au moins une incapacité

		Femme	Homme
Oui	Effectif	10,2%	15,8%
	%	34	43
Non	Effectif	89,8%	84,2%
	%	300	228
Total		335	270

TABLEAU 21 :

Augmentation de la violence dans la communauté depuis le début de COVID-19

		Augmentation de la violence dans les ménages de la communauté			
		Oui	Non	Ne sait pas	Total
Femme	%	15,7%	76,8%	7,5%	1 164
	Effectif	182	894	88	
Homme	%	19,3%	74,1%	6,6%	1 219
	Effectif	235	903	80	
18-24 ans	%	18,3%	74,2%	7,5%	409
	Effectif	75	303	31	
25-34 ans	%	19,2%	74,8%	6,0%	934
	Effectif	179	699	56	
35-44 ans	%	15,8%	75,4%	8,8%	498
	Effectif	79	376	44	
45-54 ans	%	12,4%	78,8%	8,8%	279
	Effectif	34	220	25	
55-64 ans	%	12,5%	79,7%	7,8%	136
	Effectif	17	108	11	
65 ans & plus	%	26,4%	71,4%	2,2%	127
	Effectif	33	91	3	
Urbain	%	16,4%	76,0%	7,5%	1257
	Effectif	207	956	95	
Rural	%	18,7%	74,7%	6,5%	1126
	Effectif	211	841	74	
Pas d'instruction	%	17,3%	75,4%	7,3%	1 472
	Effectif	255	1 110	107	
Primaire	%	17,3%	75,4%	7,3%	323
	Effectif	55	255	13	
Secondaire	%	18,0%	73,8%	8,1%	427
	Effectif	77	315	35	
Supérieur	%	19,2%	71,8%	9,0%	143
	Effectif	28	103	13	
Citoyen Ivoirien	%	17,8%	74,8%	7,4%	1 971
	Effectif	351	1 474	146	
Etranger	%	16,1%	78,4%	5,5%	412
	Effectif	66	323	23	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	21,6%	70,4%	8,0%	605
	Effectif	131	426	48	
Non	%	16,2%	77,1%	6,8%	1 776
	Effectif	287	1 369	120	
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	100,0%	0,0%	2
	Effectif	0	2	0	
Total	%	17,5%	75,4%	7,1%	2 383
	Effectif	418	1 797	168	

TABEAU 22 :
Personnes les plus affectées par la violence dans le ménage

		Personnes les plus affectées par la violence dans les ménages				
		Femme	Homme	Urbain	Rural	Total
Les femmes	%	21,9%	18,1%	22,4%	17,1%	19,7%
	Effectif	40	42	46	36	82
Les jeunes filles	%	2,0%	3,1%	3,1%	2,1%	2,6%
	Effectif	4	7	7	4	11
Les jeunes hommes	%	11,1%	15,0%	14,8%	11,8%	13,3%
	Effectif	20	35	31	25	55
Les petits enfants	%	8,5%	2,9%	3,1%	7,6%	5,4%
	Effectif	16	7	6	16	22
Tout le monde de la même manière	%	44,7%	56,1%	51,6%	50,6%	51,1%
	Effectif	81	132	107	107	213
Ne sait pas	%	11,7%	4,9%	5,0%	10,7%	7,9%
	Effectif	21	12	10	23	33
Total		182	235	207	211	418

TABEAU 23.1 :
Sentiment de sécurité dans la maison

		Sentiment de sécurité dans la maison		
		Oui	Non	Total
Femme	%	95,0%	5,0%	1 164
	Effectif	1 106	58	
Homme	%	92,7%	7,3%	1 219
	Effectif	1 130	89	
18-24 ans	%	95,4%	4,6%	409
	Effectif	390	19	
25-34 ans	%	93,2%	6,8%	934
	Effectif	871	64	
35-44 ans	%	92,3%	7,7%	498
	Effectif	460	38	
45-54 ans	%	95,2%	4,8%	279
	Effectif	265	14	
55-64 ans	%	97,0%	3,0%	136
	Effectif	132	4	
65 ans & plus	%	93,2%	6,8%	127
	Effectif	118	9	
Urbain	%	91,9%	8,1%	1 257
	Effectif	1 155	102	
Rural	%	96,0%	4,0%	1 126
	Effectif	1 081	45	
Citoyen Ivoirien	%	94,0%	6,0%	1 971
	Effectif	1 852	119	
Etranger	%	93,2%	6,8%	412
	Effectif	384	28	
Total	%	93,8%	6,2%	2 383
	Effectif	2 236	147	

TABLEAU 23.2 :

Sentiment de sécurité dans la maison selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Sentiment de sécurité dans la maison		
		Total	Femme	Homme
Oui	%	93,1%	94,4%	91,5%
	Effectif	563	316	247
Non	%	6,9%	5,6%	8,5%
	Effectif	42	19	23
Total		605	335	270

TABLEAU 24 :

Raisons d'insécurité dans la maison

		Raisons d'insécurité dans la maison					Total
		18-24 ans	25-34 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans & plus	
Habite dans un quartier très peuplé et les enfants jouent et se déplacent, ce qui rend même la maison dangereuse pendant COVID-19	%	45,5%	25,0%	25,3%	43,5%	24,9%	30,4%
	Effectif	9	16	3	2	2	45
La criminalité dans le quartier a augmenté	%	43,4%	25,0%	48,3%	50,4%	54,3%	33,4%
	Effectif	8	16	7	2	5	49
Les autres membres du ménage sont violents entre eux/avec moi	%	0,0%	3,0%	3,8%	0,0%	0,0%	2,7%
	Effectif	0	2	1	0	0	4
Il y a consommation d'alcool et de drogues dans mon ménage	%	0,0%	19,9%	0,0%	0,0%	0,0%	10,6%
	Effectif	0	13	0	0	0	16
Les enfants de mon ménage sont frappés/abusés sexuellement	%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Effectif	0	0	0	0	0	0
J'ai peur de la discrimination et d'être mis à l'écart à la maison en raison de la nature de mon travail (agent de santé, agents de première ligne à réponse COVID)	%	0,0%	8,0%	15,7%	0,0%	8,6%	6,7%
	Effectif	0	5	2	0	1	10
Je suis stigmatisé pour avoir été infecté par COVID-19	%	4,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,5%
	Effectif	1	0	0	0	0	1
Autre	%	7,0%	19,1%	6,9%	6,1%	12,2%	15,7%
	Effectif	1	12	1	0	1	23
Total	%						
	Effectif	19	64	14	4	9	147

		Raisons d'insécurité dans la maison					
		Femme	Homme	Rural	Citoyen Ivoirien	Etranger	Total
Habite dans un quartier très peuplé et les enfants jouent et se déplacent, ce qui rend même la maison dangereuse pendant COVID-19	%	33,7%	28,2%	10,3%	34,2%	14,2%	30,4%
	Effectif	19	25	5	41	4	45
La criminalité dans le quartier a augmenté	%	31,3%	34,7%	32,9%	29,8%	48,5%	33,4%
	Effectif	18	31	15	35	14	49
Je suis stigmatisé pour avoir été infecté par COVID-19	%	3,0%	2,6%	0,0%	2,5%	3,9%	2,7%
	Effectif	2	2	0	3	1	4
Les autres membres du ménage sont violents entre eux/avec moi	%	16,5%	6,7%	22,7%	12,2%	3,4%	10,6%
	Effectif	10	6	10	15	1	16
J'ai peur de la discrimination et d'être mis à l'écart à la maison en raison de la nature de mon travail (agent de santé, agents de première ligne à réponse COVID)	%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Effectif	0	0	0	0	0	0
Les enfants de mon ménage sont frappés/abusés sexuellement	%	1,5%	10,1%	5,7%	5,0%	14,0%	6,7%
	Effectif	1	9	3	6	4	10
Il y a consommation d'alcool et de drogues dans mon ménage	%	0,0%	0,9%	0,0%	0,7%	0,0%	0,5%
	Effectif	0	1	0	1	0	1
Autre	%	13,9%	16,9%	28,5%	15,7%	15,9%	15,7%
	Effectif	8	15	13	19	4	23
Total	%						
	Effectif	58	89	45	119	28	147

TABEAU 25 :

Aide du gouvernement reçue par les répondants selon la source de revenus et le sexe

		Reçu aides du gouvernement selon la source de revenus et le sexe						
		Transferts d'espèces	Aide alimentaire	Appui / arrêt au paiement de loyer	Appui au paiement de l'eau/électricité	Matériel./E quipement de lutte anti-COVID	Rien	Total
Femme	%	3,9%	1,2%	0,0%	0,9%	3,1%	90,9%	1 164
	Effectif	45	14	0	10	36	1058	
Homme	%	1,2%	0,9%	0,7%	3,4%	6,5%	87,3%	1 219
	Effectif	15	11	9	41	79	1065	
Employé formel	%	2,7%	0,0%	0,0%	3,8%	5,9%	87,6%	197
	Effectif	5	0	0	8	12	172	
Employé informel	%	2,3%	0,5%	0,0%	3,0%	4,1%	90,1%	349
	Effectif	8	2	0	11	14	315	
Employeur formel	%	1,8%	0,6%	0,0%	3,9%	2,5%	91,2%	55
	Effectif	1	0	0	2	1	50	
Employeur informel	%	0,4%	5,6%	1,4%	1,6%	7,9%	83,1%	116
	Effectif	0	7	2	2	9	97	
A son compte formel	%	1,2%	0,7%	0,0%	1,1%	4,8%	92,2%	138
	Effectif	2	1	0	2	7	127	
A son compte informel	%	2,4%	0,6%	0,6%	2,2%	3,9%	90,3%	903
	Effectif	22	6	5	20	35	815	
Autre source	%	2,9%	2,9%	0,7%	0,7%	8,2%	84,4%	317
	Effectif	9	9	2	2	26	267	
Sans revenu	%	4,2%	0,0%	0,0%	1,9%	3,4%	90,5%	308
	Effectif	13	0	0	6	10	279	
Total	%	2,5%	1,0%	0,4%	2,2%	4,8%	89,1%	2383
	Effectif	61	25	9	52	115	2122	

TABLEAU 26 :

Appui principal pour amoindrir les chocs selon le statut de l'entreprise et le sexe

		Formel	Informel	Femme		Homme		Total
				Formel	Informel	Formel	Informel	
Moratoire sur le paiement des loyers/eau et électricité	%	11,0%	4,0%	12,6%	2,8%	9,8%	5,3%	5,1%
	Effectif	21	41	10	14	11	27	62
Financement/Subvention des intrants	%	56,1%	59,5%	55,0%	64,3%	56,9%	54,6%	59,0%
	Effectif	108	606	43	333	65	274	715
Financement à des taux subventionnés/Crédit pour mon entreprise	%	18,5%	24,7%	24,0%	22,8%	14,7%	26,7%	23,7%
	Effectif	36	252	19	118	17	134	288
Suspension des obligations fiscales pour mon entreprise	%	1,6%	1,2%	1,1%	0,8%	2,0%	1,7%	1,3%
	Effectif	3	13	1	4	2	9	16
Différer les échéanciers du remboursement des prêts bancaires	%	0,9%	0,7%	0,0%	0,8%	1,5%	0,6%	0,7%
	Effectif	2	7	0	4	2	3	9
Autre à préciser	%	4,4%	6,0%	1,1%	4,5%	6,6%	7,6%	5,8%
	Effectif	8	61	1	23	8	38	70
Rien	%	7,6%	3,8%	6,3%	4,1%	8,5%	3,4%	4,4%
	Effectif	15	38	5	21	10	17	53
Total		193	1019	78	518	115	502	1212

TABLEAU 27 :

Evaluation de la réponse du gouvernement

		Evaluation de la réponse du gouvernement					Total
		Excellente	Adéquate	Mauvaise	Très mauvaise	Ne sait pas	
Femme	%	44,0%	26,1%	14,5%	0,0%	15,4%	1164
	Effectif	1094	648	364	0	277	
Homme	%	47,7%	28,2%	16,1%	0,0%	8,0%	1219
	Effectif	581	344	196	0	98	
18-24 ans	%	39,6%	34,0%	14,3%	0,0%	12,0%	409
	Effectif	162	139	59	0	49	
25-34 ans	%	45,2%	25,8%	17,0%	0,0%	11,9%	934
	Effectif	422	241	159	0	112	
35-44 ans	%	49,5%	27,0%	15,8%	0,0%	7,6%	498
	Effectif	247	135	79	0	38	
45-54 ans	%	50,1%	22,8%	10,7%	0,0%	16,3%	279
	Effectif	140	64	30	0	46	
55-64 ans	%	49,5%	24,6%	14,4%	0,0%	11,5%	136
	Effectif	67	33	20	0	16	
65 ans & plus	%	43,6%	28,7%	14,6%	0,0%	13,2%	127
	Effectif	55	36	18	0	17	
Urbain	%	43,0%	28,9%	15,5%	0,0%	12,6%	1257
	Effectif	540	363	195	0	159	
Rural	%	49,2%	25,3%	15,0%	0,0%	10,5%	1126
	Effectif	553	285	169	0	118	
Aucun	%	50,5%	24,8%	13,2%	0,0%	11,5%	1472
	Effectif	743	365	194	0	169	
Primaire	%	46,1%	26,8%	14,4%	0,0%	12,7%	323
	Effectif	149	87	47	0	41	
Secondaire	%	37,4%	30,8%	21,2%	0,0%	10,7%	427
	Effectif	160	131	91	0	46	
Supérieur	%	23,7%	42,3%	23,6%	0,0%	10,5%	143
	Effectif	34	60	34	0	15	
Total	%	45,9%	27,2%	15,3%	0,0%	11,6%	2383
	Effectif	1094	648	364	0	277	

TABLEAU 28 :
Choix des élus

		Leaders femmes versus hommes				
		Les femmes élues/leaders	Les hommes élus/leaders	Il n'y a pas de différence	Ne sait pas	Total
Femme	%	21,6%	12,6%	49,0%	16,8%	1 164
	Effectif	252	146	571	195	
Homme	%	20,6%	16,7%	49,1%	13,5%	1 219
	Effectif	252	204	599	164	
18-24 ans	%	22,6%	13,7%	48,7%	15,0%	409
	Effectif	92	56	199	61	
25-34 ans	%	19,8%	16,0%	47,7%	16,5%	934
	Effectif	185	150	446	154	
35-44 ans	%	22,6%	15,8%	50,8%	10,8%	498
	Effectif	112	79	253	54	
45-54 ans	%	21,0%	9,4%	53,7%	15,9%	279
	Effectif	59	26	150	44	
55-64 ans	%	25,6%	21,5%	37,5%	15,4%	136
	Effectif	35	29	51	21	
65 ans & plus	%	16,1%	8,3%	55,7%	20,0%	127
	Effectif	20	11	71	25	
Urbain	%	21,7%	14,5%	51,4%	12,5%	1 257
	Effectif	273	182	646	157	
Rural	%	20,5%	15,0%	46,5%	18,0%	1 126
	Effectif	230	169	524	203	
Aucun	%	20,7%	14,6%	47,3%	17,4%	1 472
	Effectif	304	215	696	257	
Primaire	%	21,4%	16,6%	49,5%	12,4%	323
	Effectif	69	54	160	40	
Secondaire	%	20,8%	13,8%	54,0%	11,4%	427
	Effectif	89	59	231	49	
Supérieur	%	23,9%	13,3%	53,7%	9,0%	143
	Effectif	34	19	77	13	
Total	%	21,1%	14,7%	49,1%	15,1%	2 383
	Effectif	503	350	1 170	360	

TABLEAU 29 :

Stratégie d'adaptation des ménages selon la position dans le ménage et le sexe

		Au moins 1 stratégie d'adaptation face au Covid19			Au moins 3 stratégies d'adaptation face au Covid19		
		Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Chef de ménage femme	%	86,2%	13,8%	372	48,6%	51,4%	372
	Effectif	321	51		181	191	
chef de ménage homme	%	84,0%	16,0%	1 005	45,4%	54,6%	1 005
	Effectif	844	161		457	548	
Chef de ménage	%	84,6%	15,4%	1 377	46,3%	53,7%	1 377
	Effectif	1 165	212		637	740	
Autre	%	79,8%	20,2%	1 006	36,5%	63,5%	1 006
	Effectif	803	203		637	740	
Total	%	82,6%	17,4%	2 383	42,2%	57,8%	2 383
	Effectif	1 968	415		1 005	1 378	

TABLEAU 30 :

Stratégie d'adaptation des ménages selon le milieu de résidence et le niveau d'instruction

			Au moins 1 stratégie d'adaptation face au Covid19		
			Oui	Non	Total
Urbain	%		78,5%	21,5%	
	Effectif		987	271	1 257
Rural	%		70,7%	29,3%	
	Effectif		796	330	1 126
Chef de ménage	Aucun	%	73,4%	26,6%	
		Effectif	622	225	847
	Primaire	%	81,8%	18,2%	
		Effectif	166	37	202
	Secondaire	%	77,9%	22,1%	
		Effectif	185	52	237
	Supérieur	%	76,6%	23,4%	
		Effectif	58	18	76
Total	%		74,8%	25,2%	
	Effectif		1 782	601	2 383

TABLEAU 31 :

Nombre moyen de stratégies d'adaptation

		Nombre moyen de stratégies d'adaptation
Chef de ménage femme		2,4
Chef de ménage homme		2,3
Urbain		2,2
Rural		2,5
Chef de ménage	Aucun	2,3
	Primaire	2,4
	Secondaire	2,5
	Supérieur	2,2
Chef de ménage		2,4
Autre		2,0
Total		2,2

TABLEAU 32 :

Dépenses habituelles du ménage arrêtées, réduites ou retardées

		Dépenses du ménage arrêtées, réduites ou retardées		
		Oui	Non	Total
Urbain	Effectif	987	271	1 257
	%	78,5%	21,5%	
Rural	Effectif	796	330	1 126
	%	70,7%	29,3%	
Chef de ménage	Aucun	Effectif	622	847
		%	73,4%	
	Primaire	Effectif	166	202
		%	81,8%	
	Secondaire	Effectif	185	237
		%	77,9%	
	Supérieur	Effectif	58	76
		%	76,6%	
Chef de ménage	Effectif	1036	341	1 377
	%	75,2%	24,8%	
Autre	Effectif	747	259	1 006
	%	74,2%	25,8%	
Chef de ménage femme	Effectif	287	86	372
	%	77,0%	23,0%	
Chef de ménage homme	Effectif	749	256	1 005
	%	74,5%	25,5%	
Total	Effectif	1782	601	2 383
	%	74,8%	25,2%	

TABLEAU 33 :

Dépenses habituelles du ménage arrêtées, réduites ou retardées pour les enfants

			Dépenses du ménage pour les enfants arrêtées, réduites ou retardées		
			Oui	Non	Total
Urbain		%	753	505	1 257
		Effectif	59,9%	40,1%	
Rural		%	704	422	1 126
		Effectif	62,5%	37,5%	
Chef de ménage	Aucun	%	622	225	847
		Effectif	73,4%	26,6%	
	Primaire	%	166	37	202
		Effectif	81,8%	18,2%	
	Secondaire	%	185	52	237
		Effectif	77,9%	22,1%	
	Supérieur	%	58	18	76
		Effectif	76,6%	23,4%	
Chef de ménage		%	802	575	1 377
		Effectif	58,2%	41,8%	
Autre		%	654	351	1 006
		Effectif	65,1%	34,9%	
Chef de ménage femme		%	238	134	372
		Effectif	64,1%	35,9%	
Chef de ménage homme		%	564	441	1 005
		Effectif	56,1%	43,9%	
Total		%	1457	926	2 383
		Effectif	61.1%	38,9%	

ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE

PAGE 11

¹WHO Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard (<https://covid19.who.int/>).

²Voir la note de synthèse du Secrétaire Général des Nations Unies, COVID-19 et droits humains. Réagissons ensemble, Avril 2020 :

[https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/ COVID-19_et_droits_humains.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/COVID-19_et_droits_humains.pdf)

Voir aussi l'analyse des experts thématiques du Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme sur les différents points de corrélation entre la pandémie et les différents points de corrélation entre la pandémie et les différents droits humains disponible au <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/COVID-19-and-Special-Procedures.aspx>

PAGE 12

³Approche des Données Fondée sur les Droits de l'Homme – Ne Laisser Personne de Côté Dans le Programme de Développement Durable à L'Horizon 2030 (https://www.ohchr.org/Documents/Issues/HRIndicators/GuidanceNoteonApproachtoData_FR.pdf)

⁴Par exemple, au Sénégal, 97% des ménages, 83% des hommes et 71% des femmes ont un téléphone portable (EDS Continue, Sénégal 2018) ; cette proportion chute à 89% de ménages, 87% des hommes et 58% des femmes au Mali (EDS Mali, 2018) et à 53% de ménages, 53% des hommes et 42% des femmes en RDC (MICS, 2017).

⁵Les statistiques officielles de la répartition de la population selon le milieu de résidence (urbain/rural), le sexe et le groupe d'âges (18-34 ans, 35- 49 ans, 50-64 ans et 65 ans et plus) sont fournies par l'INS Côte d'Ivoire

PAGE 13

⁶Selon les données démographiques de l'Institut National de la Statistique INS (RGPH-2014 - <http://www.ins.ci/>)

⁷Source Banque Mondiale

⁸ Source CARE Rapid Gender Analysis Côte d'Ivoire, 26 Avril 2020

⁹ Source Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) Côte d'Ivoire, 2017

¹⁰ Source CARE Rapid Gender Analysis Côte d'Ivoire, 26 Avril 2020

PAGE 14

¹¹ Source Ministère de la santé et de l'hygiène publique de Côte d'Ivoire <http://www.info-covid19.gouv.ci/>

¹² Source portail de l'économie et des finances de Côte d'Ivoire <https://finances.gouv.ci/>

PAGE 19

¹³Nations Unies Droits de l'Homme, La COVID-19 et les droits des personnes handicapées, 30 avril 2020, https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Disability/COVID-19_and_The_Rights_of_Persons_with_Disabilities_FR.pdf

¹⁴Le Washington Group on Disability Statistics est un groupe de travail bénévole composé de représentants de plus de 100 instituts nationaux de statistique et d'organisations internationales, non gouvernementales et de personnes handicapées, organisé sous l'égide de la Division de statistique des Nations Unies. Le but du groupe de Washington est de relever le défi de la définition et de la mesure du handicap d'une manière culturellement neutre et raisonnablement normalisée parmi les États membres de l'ONU.

¹⁵Selon le travail méthodologique fait par le Washington Group, pour les 6 principaux problèmes de santé énumérés dans la question, il faut également obtenir le niveau de sévérité du handicap qui s'appréhende sur une échelle de 1 à 4 (1. Non, aucune difficulté, 2. Oui, quelques difficultés, 3. Oui, beaucoup de difficultés, 4. Ne peut pas du tout le faire). Sur la base de la méthodologie du Washington Group, pour être considérée comme porteur de handicap, la personne doit avoir au moins beaucoup de difficulté (critères 3 ou 4) dans 1 des 6 problèmes de santé.

ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE

PAGE 22

¹⁶Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles , 9 AVRIL 2020 , Nations Unies : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note_de_synthese_-_l'impact_de_la_covid-19_sur_les_femmes_et_les_filles.pdf

¹⁷ILO, Diagnostic de l'économie informelle, ILO, 2020

PAGE 33

¹⁸Unlocking the lockdown: The gendered effects of COVID-19 on achieving the SDGs in Asia and the Pacific
- The impact of COVID-19 on women's and men's lives and livelihoods in Europe and Central Asia, both reports available <https://data.unwomen.org/>

PAGE 41

¹⁹Résolution 70/1 de l'Assemblée générale, Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030 A/ RES / 70/1 (25 septembre 2015).

²⁰Nations Unies, Note de synthèse : l'impact de la COVID-19 sur les femmes, 9 avril 2020

PAGE 43

²¹<https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response>

²²Etude conduite par l'ONG Justice and Dignity for the Women of Sahel (JDWS): Juin 2020

²³COVID-19 VAW Data decision tree, June 2020, UNFPA, UN Women and WHO

²⁴Violence against Women and girls: data collection during COVID-19, April 2020, UN Women and WHO, Joint programme on violence against women

PAGE 45

²⁵La loi sur la représentativité des femmes dans les assemblées élues de Côte d'Ivoire a été adoptée en juillet 2019



220 East 42nd Street
New York, New York 10017, USA

www.unwomen.org
www.facebook.com/unwomen
www.twitter.com/un_women
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen